MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

RAPPORT D'ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2025 DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Janvier 2026

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS 4
INTRODUCTION 6
I- PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS 7
I.1 Missions et attributions 7
I.2 Organisation 7
I.3 Ressources humaines 8
II- NIVEAU DE REALISATION DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2025 9
II.1 Au titre de l'accélération de la transformation numérique 10
II.1.1 Au titre du renforcement de la disponibilité des services numériques de la DGI 10
II.1.1.1 Du renforcement des infrastructures de production et d'exploitation 10
II.1.1.2 Du renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'informations 11
II.1.2 Au titre de la numérisation des processus de gestion fiscale 11
II.1.2.1 De l'optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales 11
II.1.2.2 Du renforcement du système décisionnel 12
II.1.2.4 De la modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI 12
II.1.2.5 Du renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers 12
II.2 Au titre de la construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière 13
II.2.1 Au titre du renforcement du sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients 13
II.2.1.1 Du renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal 13
II.2.1.2 De l'amélioration des relations avec les usagers/clients 13
II.2.1.3 Du renforcement de la communication externe 14
II.2.1.4 De la contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt 14
II.2.2 Au titre de la valorisation de l'action du contrôle fiscal au service du civisme 15
II.2.2.1 De l'amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler 15
II.2.2.2 Du renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle 16
II.2.2.3 De la valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle 16
II.2.3 Au titre du renforcement de la sécurité foncière et des services rendus aux usagers/clients 17
II.2.3.1 Du renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale 17
II.2.3.2 De l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients 18
II.2.3.3 Du développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales 18
II.3 Au titre de l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles 18
II.3.1 De l'amélioration du cadre institutionnel et des capacités de pilotage 18
II.3.1.1 Du renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles 18
II.3.1.1.1 Recouvrement des recettes propres de l'Etat 19
II.3.1.1.1.1 Recouvrement des recettes propres au profit du budget de l'Etat 19
II.3.1.1.1.2 Recouvrement des recettes propres au profit du budget des collectivités territoriales 21
II.3.1.1.1.3 Recouvrement des recettes propres au profit du fonds de soutien patriotique 21
II.3.1.1.1.4 Contribution des recettes minières 21
II.3.1.1.1.5 Performances par unité de recouvrement 22
II.3.1.1.2 Réalisations au titre des autres activités liées au renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles 27
II.3.1.2 De l'amélioration du système de planification et de suivi-évaluation 29
II.3.1.2.1 Des activités de planification et de suivi-évaluation 29
II.3.1.2.2 Des activités de représentation de la DGI 30
II.3.1.3 De l'amélioration du système de contrôle interne 34
II.3.2 Du renforcement des capacités opérationnelles 34
II.3.2.1 De l'amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral 34
II.3.2.2 Du renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion 35
II.3.2.3 De l'amélioration de la gestion des ressources humaines 35
II.3.2.4 Du renforcement des compétences des acteurs 36
II.3.2.5 De l'amélioration du partage de l'information au sein de la DGI 37

II.3.3 De la mise en place d'une stratégie de conduite du changement 37
II.3.3.1 Du développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI 37
II.3.3.2 De la poursuite de la dynamisation de la politique sociale 38
II.3.4 De la repense de la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI 38
II.3.4.1 De l'amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales 38
II.3.4.2 De la dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles 38
II.3.4.3 Du Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales 39
II.4 Synthèse 39
III DIFFICULTES RENCONTREES 43
IV RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS 43
V PERSPECTIVES 44
CONCLUSION 45
ANNEXES 46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Composition des organes de l'organigramme de la DGI 8
Tableau 2: Situation du personnel par catégorie et par sexe 9
Tableau 3: Situation du personnel par région 9
Tableau 4: Evolution des recouvrements et des émissions des impôts leaders de 2024 à 2025 20
Tableau 5: Parts contributives des entreprises minières (en milliards de FCFA) 22
Tableau 6: Performances de recouvrement des Directions des moyennes entreprises au 31 décembre 2025 23
Tableau 7: Performances de recouvrement des DRI au 31 décembre 2025 24
Tableau 8: Performances de recouvrement des Directions uniques du foncier au 31 décembre 2025 26
Tableau 9: Exécution du programme d'activités 2025 de la DGI au 31 décembre 2025 par axe et par objectif stratégique 41
Tableau 10 : Etat comparé des recouvrements par nature d'impôts et taxes entre 2025 et 2024 47
Tableau 11: Etat des indicateurs de mise en œuvre des activités des unités de recouvrement 51
Tableau 12 : Matrice de l'état d'exécution du programme d'activités 2025 au 31 décembre 53
Tableau 14 : Matrice du cadre de mesure des résultats 89

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Evolution des prévisions et des recouvrements des recettes propres de l'Etat de 2021 à 2025 (en milliards) 20
Figure 2: Parts contributives au recouvrement au 31 décembre 2025 par catégorie d'UR 27

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles	Significations
AAP	Attestation d'attribution de parcelle
ALT	Assemblée législative de transition
ANF	Assises nationales sur la fiscalité
ATAF	African tax administration forum
ATD	Avis à tiers détenteur
BCMS	Bureau comptable matières secondaires
BV	Brigade de vérification
CAT	Cellule d'appui technique
CBC	Conseil burkinabè des chargeurs
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
CREDAF	Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales
COMFIB	Commission finance et du budget
CSA	Chef de service d'assiette
CSP	Contrôle sur pièces
DADF	Direction des affaires domaniales et foncières
DC	Direction du cadastre
DCF	Direction du contrôle fiscal
DCI	Direction de centre des impôts
DERF	Direction des enquêtes et des recherches fiscales
DGA	Directeur général adjoint
DGCMEF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGE	Direction des grandes entreprises
DGI	Direction générale des impôts
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DGTTM	Direction générale du transport terrestre et maritime
DGUF	Direction du guichet unique du foncier
DI	Direction de l'informatique
DIN	Dossier individuel numérisé
DLC	Direction de la législation et du contentieux
DME	Direction des moyennes entreprises
DOS	Direction des opérations spéciales
DPSR	Direction de la prospective et du suivi des reformes
DRI	Direction régionale des impôts
DSF	Direction des services fiscaux
DT	Dossier technique
ENAREF	Ecole nationale des régies financières
FAFOA	Forum des administrations fiscales ouest africaines
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FFI	Flux financiers illicites
FM	Forum mondial
IGF	Inspection générale des finances
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
IRF	Impôt sur les revenus fonciers
ITI	Inspection technique des impôts

Sigles	Significations
LF	Loi de finance
Mbps	Mégabytes par seconde
N@FOLO	Système intégré de gestion des finances publiques
NIP	Numéro d'identification personnel
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PA – SD	Plan d'action pour la stabilisation et le développement
PAI	Plan d'action intégré
PAIRFP	Plan d'action intégré de reformes des finances publiques
PAO	Plan d'action opérationnel
PARGFM	Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines
PATF	Projet d'assistance technique et financière
PNDES	Programme national de développement économique et social
PPP	Partenariat public- privé
PTA	Programme de travail annuel
PTBA	Programme de travail et budget annuel
PUH	Permis urbain d'habiter
PV	Procès-verbal
RAR	Reste à recouvrer
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
RDPF	Recette des domaines et de la publicité foncière
RESINA	Réseau informatique national de l'administration
RI	Recette des impôts
RTB	Radiotélévision du Burkina
SAD	Service des archives et de la documentation
SCIMR	Service du contrôle interne et du management des risques
SCRP	Service de la communication et des relations publiques
SCTF	Service du cadastre et des travaux fonciers
SDC	Service de distribution du courrier
SF	Service financier
SIF	Système d'informations foncières
SISFO	Service des impôts synthétiques et fonciers
SRH	Service des ressources humaines
SYC@D	Système intégré de gestion du cadastre et des domaines
SYLVIE	Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importation et d'exportation
TADAT	*Tax Administration Diagnostic Assessment Tool*
TDR	Termes de référence
To	Téraoctets
UR	Unité de recouvrement
WATAF	West African tax administration forum

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD), du Plan d'action intégré de reformes des finances publiques (PAIRFP), du Plan d'action intégré (PAI) de la Direction générale des impôts (DGI) et de la lettre de mission de Madame la Directrice générale des impôts qui en découle, la DGI est fortement attendue dans les domaines ci-après :

- le recouvrement des recettes propres de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- la poursuite de l'informatisation du cadastre foncier national ;
- la réalisation de missions de contrôle des secteurs spécifiques ;
- la promotion du civisme fiscal ;
- la poursuite de l'assainissement des restes à recouvrer ;
- la réforme de l'impôt sur les revenus fonciers ;
- l'appui technique aux collectivités territoriales en matière de gestion foncière et de fiscalité locale ;
- la digitalisation intégrale des procédures fiscales et foncières ;
- la relecture du Code général des impôts (CGI) ;
- la refonte du système d'information et la mise en place de la facturation électronique certifiée ;
- le pilotage efficace des services.

Le programme d'activités révisé de l'année 2025 de la DGI comportait 30 actions déclinées en 224 activités pour un budget prévisionnel de 8,588 milliards de francs CFA. Il se repose essentiellement sur les trois axes du plan stratégique 2023–2027 de la DGI et doit contribuer à l'atteinte de l'effet 1.2.1 du Programme national de développement économique et social (PNDES) « la planification, la gestion et le financement du développement sont efficaces » et de l'effet sectoriel 2.1.1 « la mobilisation des ressources intérieures est optimisée ».

Le présent rapport fait le point de la mise en œuvre au 31 décembre 2025 des activités programmées. Il a été élaboré suivant une démarche participative et inclusive et s'articule autour des points suivants : (i) présentation de la DGI ; (ii) niveau de réalisation des activités ; (iii) difficultés majeures rencontrées ; (iv) recommandations et suggestions et (v) perspectives pour l'année 2026.

I- PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

La présentation de la DGI concerne ses missions et attributions, son organisation, ses ressources humaines, sa vision et ses valeurs.

I.1 Missions et attributions

La Direction générale des impôts a pour mission l'élaboration et l'application de la législation fiscale intérieure, domaniale, foncière et cadastrale en vue d'assurer la mobilisation des ressources intérieures au profit du budget de l'État et des collectivités territoriales.
En matière fiscale, la DGI a pour attributions :

- la participation à la définition de la politique fiscale ;
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires à caractère fiscal ;
- la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources fiscales notamment l'établissement de l'assiette de l'impôt, la lutte contre la fraude par les enquêtes et le contrôle fiscal ;
- la représentation du Burkina Faso dans les négociations internationales en matière fiscale.

En matière domaniale, foncière et cadastrale, la DGI élabore et met en œuvre la règlementation. A ce titre, elle travaille à la mise en œuvre et à la modernisation d'un cadastre fiscal au Burkina Faso à travers la tenue du plan cadastral et du registre des propriétés immobilières, l'évaluation des biens du domaine foncier et l'informatisation à travers le système d'informations foncières (SIF). En outre, elle est garante de la sécurité des transactions immobilières.

I.2 Organisation

Conformément à l'arrêté N°2025-0040/MEFP/SG/DGI du 03 février 2025 portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGI, celle-ci est placée sous la responsabilité d'un Directeur général assisté d'un Directeur général adjoint. La DGI est constituée d'une Direction générale, de six (06) services d'appui, de neuf (09) directions techniques, de dix (10) directions extérieures et de treize (13) directions régionales.

Tableau 1: Composition des organes de l'organigramme de la DGI

Organes	Composition
Direction générale	- le Directeur général ; - le Secrétariat du Directeur général ; - le Directeur général adjoint ; - le Secrétariat du Directeur général adjoint ; - l'Inspection technique des impôts (ITI) ; - les Chargés d'appui technique (CAT) ; - le Service de distribution du courrier (SOC).
Services d'appui	- le Service des ressources humaines (SRH) ; - le Service financier (SF) ; - le Bureau comptable matières secondaire (BCMS) ; - le Service du contrôle interne et du management des risques (SCIMR) ; - le Service de communication et des relations publiques (SCRP) ; - le Service des archives et de la documentation (SAD).
Directions techniques	- la Direction des enquêtes et de la recherche fiscales (DERF) ; - la Direction des services fiscaux (DSF) ; - la Direction des affaires domaniales et foncières (DADF) ; - la Direction du cadastre (DC) ; - la Direction de l'informatique (DI) ; - la Direction des opérations spécifiques (DOS) ; - la Direction de la législation et du contentieux (DLC) ; - la Direction du contrôle fiscal (DCF) ; - la Direction de la prospective et du suivi des réformes (DPSR).
Directions extérieures	- la Direction des grandes entreprises (DGE) ; - les cinq (05) Directions des moyennes entreprises (DME) du Centre ; - la Direction des moyennes entreprises des Hauts-Bassins ; - les deux (02) Directions du guichet unique du foncier (DGUF) de Ouaga ; - la Direction du guichet unique du foncier de Bobo.
Directions régionales	- une (01) direction par région administrative regroupant les directions provinciales des impôts ou les directions de centres des impôts et les centres départementaux des impôts rattachés

Source : *Organigramme DGI*

I.3 Ressources humaines

La DGI comptait 2 381 agents au 31 décembre 2025. Les effectifs sont constitués de 81,44% d'hommes et de 18,56% de femmes. Par ailleurs, on note 37,88% d'agents de catégorie A, 34,94% de catégorie B, 22,18% de catégorie C, 2,77% de catégorie D et 2,23% de catégorie E. En termes de répartition géographique, la région du Centre emploie 57,20% des effectifs de la DGI. Les tableaux suivants illustrent bien la situation.

Tableau 2: Situation du personnel par catégorie et par sexe

Categories	Femmes		Hommes		Effectif total	
	Effectif	Poids relatif	Effectif	Poids relatif	Effectif	Poids relatif
A	100	11,09%	802	88,91%	902	37,88%
B	170	20,43%	662	79,57%	832	34,94%
C	139	26,33%	389	73,67%	528	22,18%
D	32	48,48%	34	51,51%	66	2,77%
E	1	1,89%	52	98,11%	53	2,23%
TOTAL	**442**	**18,56%**	**1 939**	**81,44%**	**2 381**	**100%**

Source : *DGI/SRH*

Tableau 3: Situation du personnel par région

Régions	Effectif femme	Effectif homme	Total	Poids
BOUCLE DU MOUHOUN	4	53	57	2,39%
CASCADES	2	37	39	1,64%
CENTRE[1]	335	1 027	1 362	57,20%
CENTRE NORD	3	33	36	1,51%
CENTRE OUEST	11	65	76	3,15%
CENTRE SUD	0	46	46	1,93%
CENTRE EST	2	51	53	2,23%
EST	2	37	39	1,64%
HAUTS BASSINS[2]	29	168	197	8,27%
NORD	7	39	46	1,93%
PLATEAU CENTRAL	10	46	56	2,35%
SAHEL	0	28	28	1,18%
SUD OUEST	2	33	35	1,47%
SORTIES TEMPORAIRES	35	276	311	13,06%
TOTAL	**442**	**1 939**	**2 381**	**100%**

Source : *DGI/SRH*

II- NIVEAU DE REALISATION DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2025

Les résultats atteints au 31 décembre 2025 ont été évalués suivant les trois (03) axes du plan stratégique 2023-2027 que sont : (i) l'accélération de la transformation numérique ; (ii) la construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière et (iii) l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles.

Les résultats atteints sont présentés pour chaque axe, par objectif stratégique et pour chaque objectif stratégique par action. La situation au 31 décembre 2025 se présente ainsi qu'il suit.

[1] Les effectifs de la région du centre sont constitués des agents de la Direction régionale des impôts du Centre ainsi que de ceux de la Direction générale, des Services d'appui, des Directions techniques et des Directions extérieures du Centre.

[2] Les effectifs de la région des Hauts-Bassins sont constitués des agents de la Direction régionale des impôts des Hauts-Bassins, de la DME HBS et de la DGUF-Bobo.

II.1 Au titre de l'accélération de la transformation numérique

Le résultat attendu de cet axe est « La DGI a atteint une maturité de transformation numérique appréciable ».

Pour ce faire, deux (02) objectifs stratégiques ont été définis à savoir (i) Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI et (ii) Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale.

L'état de mise en œuvre des différentes activités par objectif stratégique se présente comme suit.

II.1.1 Au titre du renforcement de la disponibilité des services numériques de la DGI

Deux (02) actions sont programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Renforcer les infrastructures de production et d'exploitation et (ii) Renforcer la gouvernance et la sécurité du système d'informations.

II.1.1.1 Du renforcement des infrastructures de production et d'exploitation

Au titre de cette action, les résultats atteints au 31 décembre 2025 se présentent comme suit :

S'agissant du renforcement des capacités du Datacenter, les capacités de stockage du Datacenter et de la bande passante internet sont passées respectivement de 535 To à 915 To et de 30 Mbps à 50 Mbps pour des cibles respectives de 940 To et 50 Mbps. On note également qu'aucun serveur de production et de sauvegarde n'a été acquis.

Relativement à la mise en place d'un Datacenter de secours, les travaux de construction sont en cours de finition, le taux d'exécution est de 89,55%.

Pour ce qui concerne le renforcement du réseau informatique de la DGI, cinq (05) sites ont été connectés au RESINA soit un taux de réalisation de 29,41%, trois (03) des douze (12) sites prévus sont dotés en énergie alternative et les réseaux locaux sont en train d'être cartographiés avec un taux d'exécution de 15%. Par contre, pour (i) la création des liaisons redondantes et (ii) la dotation en énergie alternative des sites névralgiques du RESINA, les travaux n'ont pas encore commencé.

Concernant, les activités d'acquisition de 22 licences d'exploitation, l'identification et la modélisation des besoins fonctionnels pour la mise à niveau du système d'informations de gestion de l'Identifiant financier unique (IFU), l'acquisition de 20 ordinateurs pour les informaticiens et statisticiens de la DGI et la mise à jour du logiciel IFU, elles ont toutes été exécutées à 100%. De même, les travaux d'unification des bases de Sintax et de eSintax sont réalisés à 90%. Par ailleurs, les TDR sont rédigés et non signés en ce qui concerne la mise à niveau des interfaces entre la DGI et l'Institut national de la statistique et de la démographie (ISND) d'une part, et d'autre part, la mise à niveau des écrans de consultation pour l'ISND.

II.1.1.2 Du renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'informations

Au titre de cette action, les résultats atteints au 31 décembre 2025 se déclinent comme ci-dessous.

Dans le cadre du renforcement de la sécurité du datacenter (Boubouan) et des applications métiers, les équipements de sécurité du Datacenter ont été acquis mais ne sont pas encore installés et configurés. En outre, les travaux de renforcement de la sécurité d'accès au datacenter et de l'implémentation du système de contrôle d'accès au datacenter sont en cours de réalisation avec des taux d'exécution respectifs de 75% et de 25%. En revanche, les zones d'accès sécurisés aux données ne sont pas encore mises en place, le taux de réalisation est de 25%.

Pour ce qui est du système d'information de la DGI, l'audit de sécurité et deux (02) évaluations ont été réalisés et les rapports sont disponibles. Par ailleurs, deux (02) rapports de conformité des applications ont été élaborés et trois (03) protocoles d'échange de données sur quatre prévus ont également été élaborés avec l'ONEA, la Douane et la SONABEL.

S'agissant de la maintenance des applications métiers et du système décisionnel, aucun contrat de maintenance n'a été signé au cours de l'année 2025 compte tenu du fait que les maintenances des plateformes sont assurées en interne. On note que quatre (04) rapports de maintenance sont disponibles. En outre, tous les bugs et les insuffisances de eSintax formellement identifiées ainsi que tous les flux de données Sintax - eSintax ont été corrigés. Enfin, l'outil SintaxNet et l'application de gestion des tâches ont été mis à jour et migrée en java.

Quant à (i) la vulgarisation de la politique de sécurité et de la charte informatique, les TDR ont été rédigés.

II.1.2 Au titre de la numérisation des processus de gestion fiscale

Cinq (05) actions sont programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Optimiser l'exécution numérique des fonctions fiscales ; (ii) Renforcer le système décisionnel ; (iii) Moderniser la gestion foncière, domaniale et cadastrale ; (iv) Moderniser l'exécution des fonctions de support de la DGI et (v) Renforcer la digitalisation des services offerts aux usagers.

II.1.2.1 De l'optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales

Au titre des activités prévues au niveau de cette action, les résultats ci-dessous ont été atteints au 31 décembre 2025.

S'agissant de la refonte des applications métiers de la DGI, le consultant pour l'assistance à la conception et au développement des fonctionnalités du système intégré a été recruté et la notification provisoire lui a été faite. L'amélioration des fonctionnalités du logiciel IFU est en cours de réalisation avec un taux d'exécution de 90%.

Pour ce qui est de l'opérationnalisation de la facturation électronique certifiée (FEC) à la DGE et dans les DME, elle n'a pas été effective en 2025. Seule la phase pilote a été réalisée.

II.1.2.2 Du renforcement du système décisionnel

Concernant l'intégration des données de sources internes ou externes au système décisionnel, les données de la SONABEL et de la SONASP ont été intégrées au système décisionnel. Pour la collecte, la diffusion et le suivi de l'exploitation des données du système décisionnel, 2 132 contribuables ont été détectés à la suite de l'analyse risque et la connexion fonctionnelle entre la DGI et la SONABEL est effective. Quant à l'intégration de nouveaux indicateurs au système décisionnel, de nouveaux indicateurs ont été intégrés avec la SONABEL et l'ONEA.

II.1.2.3 De la modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale

Au titre de cette action, les activités suivantes ont été menées :

Concernant la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI, 186 203 références cadastrales ont été numérisés sur une prévision de 100 000. En outre, les plans cadastraux de la commune de Ouagadougou et des six (06) communes rurales de la région du centre ont été également été numérisés.

Relativement à la mise en place du livre foncier électronique, elle n'est pas encore effective.

S'agissant de la mise en place d'un système d'information foncière (SIF), le Système intégré de gestion des procédures domaniales, foncières et cadastrales (SYC@D) a été lancée le vendredi 21 mars 2025. Les plans cadastraux sont numérisés et chargés dans SYC@D qui contient à ce jour, 670 286 références cadastrales. Les attestations d'attribution de parcelles, les attestations d'acquis de droits à la suite de mutations, les arrêtés de cession définitive aboutissant à la création de titres fonciers et les extraits cadastraux sont délivrés à partir de la plateforme SYC@D. Toutefois, les interfaçages entre SYC@D et eCadastre d'une part, et entre SYC@D et SINTAX d'autre part, n'ont pas encore été réalisés. Par ailleurs, la maintenance de eCadastre pour corriger les insuffisances n'a pas été effectuée.

II.1.2.4 De la modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI

Sur les trois (03) activités programmées au titre de cette action à savoir l'informatisation de (i) la gestion des ressources humaines, (ii) la gestion financière et (iii) la gestion des archives et de la documentation administrative, seule la dernière affiche un taux d'exécution de 80%. Les deux autres n'ont pas été réalisées.

II.1.2.5 Du renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers

S'agissant de la poursuite de l'implémentation des téléprocédures, la déclaration de la liasse des compagnies d'assurance et des banques sera prise en compte dans la version

JAVA de eSintax. Le module eCME a été installé, configuré sur chaque kit et distribué dans les structures opérationnelles retenues, il reste la formation des utilisateurs.

En outre, certains impôts (Taxe de résidence, Taxe sur les véhicules) peuvent être payés en ligne, les autres sont en cours d'implémentation dans SYC@D et le consultant travaille pour leur opérationnalisation. Par ailleurs, la plateforme eDocument a été développée et permet la délivrance en ligne du quitus fiscal depuis le 1er septembre 2025. Enfin, de nouveaux services en ligne ont été développés au profit des usagers. Il s'agit de l'attestation de revenu des parents, des certificats d'imposition, de non-imposition et d'exonération.

II.2 Au titre de la construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière

Le résultat attendu de cet axe est « Le citoyen adhère à l'impôt et à la recherche de la sécurité foncière ». Trois (03) objectifs stratégiques sous-tendent cet axe : (i) Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients ; (ii) Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme et (iii) Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients.

L'état de mise en œuvre des différentes activités planifiées par objectif stratégique se présente comme suit.

II.2.1 Au titre du renforcement du sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients

Quatre (04) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Renforcer le cadre juridique incitatif au civisme fiscal ; (ii) Améliorer les relations avec les usagers/clients ; (iii) Renforcer la communication externe et (iv) Contribuer au renforcement de la légitimité de l'impôt.

II.2.1.1 Du renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal

Sur les cinq (05) activités programmées au titre de cette action à savoir (i) alléger le régime des sanctions applicables ; (ii) Proposer des mesures d'allègement des droits au profit des contribuables de bonne foi en matière de recours gracieux ; (iii) Instituer un mécanisme de réduction d'impôts au profit des meilleurs contribuables reconnus par l'administration fiscale ; (iv) Prévoir dans le CGI le principe du contrôle pédagogique et (v) Définir un régime spécifique de l'ASF pour les entreprises citoyennes, aucune n'a été mise en œuvre.

II.2.1.2 De l'amélioration des relations avec les usagers/clients

Concernant la réalisation d'une enquête d'opinion et de satisfaction, ladite enquête de satisfaction a été réalisée en collaboration avec la DI sur la plateforme eDocument.

S'agissant de l'organisation de la 10ème rentrée fiscale de la DGI, elle a été organisée le vendredi 10 janvier 2025 et était placée sous le thème "Pour un Burkina Faso résilient et souverain, je déclare et je paie mes impôts".

II.2.1.3 Du renforcement de la communication externe

Au titre du renforcement de la communication externe, plusieurs activités ont été menées.

S'agissant de la participation de la DGI à la cérémonie de récompense des journalistes (Concours Prix GALIAN), la DGI a participé à la 28ème édition organisée le 13 juin 2025. Le prix spécial de la DGI a été décerné au journaliste BONKOUNGOU Soumaïla pour son œuvre intitulé "villas et appartements meublés : de l'anarchie dans un business florissant".

Pour ce qui est d'assurer la participation de la DGI au Tour du Faso 2025, la DGI a pris part au 36ème Tour du Faso qui s'est déroulé du 24 octobre au 02 novembre 2025 en parrainant l'écharpe du plus jeune coureur combatif burkinabé.

En ce qui concerne la production et la publication d'articles à caractère fiscal sur les différentes plateformes de la DGI, il faut noter que (i) 168 articles ont été produits et publiés sur les plateformes de communication de la DGI en 2025 ; (ii) 36 vidéos de la rubrique « dans les couloirs de la DGI » ont été produites et diffusées sur les plateformes de communication de la DGI et (iii) le numéro du dernier trimestre de 2024 et un numéro double du 1er semestre de 2025 ont aussi été produits. Le numéro du 2e semestre 2025 est en cours de production.

Pour ce qui est de l'organisation d'une campagne de sensibilisation des contribuables sur les procédures et règles d'immatriculation, l'activité a été reportée en 2026 pour prendre en compte la Facture électronique certifiée.

II.2.1.4 De la contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt

Au titre de la contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt, plusieurs activités ont été réalisées.

Concernant l'organisation du mois de l'exemplarité fiscale, les Journées de l'exemplarité fiscale, édition 2025, ont été lancées le 21 février par le Ministre de l'économie et des finances au sein de son département. Ces Journées ont été tenues dans toutes les treize (13) régions sous la houlette des Directions régionales des impôts et de concert avec les gouvernorats. Dans la région du Centre, ce sont au total vingt et un (21) ministères et institutions qui ont été touchés.

En ce qui concerne l'organisation d'une journée de redevabilité sur les impôts locaux, en collaboration avec une collectivité locale, l'activité n'a pas été réalisée.

Pour ce qui est de l'organisation de sessions de sensibilisation des contribuables sur la facturation électronique certifiée, "05 sessions ont été réalisées sur dix (10) prévues à savoir :

- Cent cinquante (150) contribuables du régime du réel normal d'imposition (DGE, DME CI, DME CII, DME CIII et DME CV) sélectionnés pour prendre part

à la phase pilote ont été sensibilisés sur la réforme du 04 au 06 décembre 2024 et du 20 au 24 janvier 2025 ;
- vingt-neuf (29) contribuables des DME I, II, III, et V ont été sensibilisés sur la réforme et formés à l'utilisation des Unités de facturation (UF) ;
- quinze (15) contribuables de la DME-HBS ont été sensibilisés sur la réforme et formés à l'utilisation des UF ; du 28 au 29 janvier 2025 à Ouaga, première phase, du 26 au 30 mai 2025 à Ouaga, deuxième phase, et du 02 au 04 juin 2025 à Bobo".

II.2.2 Au titre de la valorisation de l'action du contrôle fiscal au service du civisme

Trois (03) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Améliorer le processus de sélection des contribuables à contrôler ; (ii) Renforcer le suivi et l'encadrement des services de contrôle et (iii) Valoriser la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle.

II.2.2.1 De l'amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler

Au titre de cette action, les résultats atteints se présentent comme suit.

Dans le cadre de l'élaboration des programmes de vérifications principalement sur la base de l'analyse risque informatisée (intégrer la cartographie des risques dans la base de données), les deux quantums du programme de vérification de l'année 2025 ont été élaborés principalement sur la base de l'analyse risque informatisée. Ces programmes sont composés de 1 956 contribuables, dont 1 817 pour les vérifications générales (VG) et 139 pour les vérifications ponctuelles (VP). Parmi ces contribuables, 1 821 ont été sélectionnés sur la base de l'outil d'analyse de risque automatisé, ce qui représente un taux de 93,10% des dossiers programmés. En comparaison avec l'objectif de 60%, le taux d'exécution physique atteint est de 155,16%.

S'agissant de l'élaboration des programmes spéciaux de vérification fondés sur les informations pertinentes non encore intégrées à la base de données, 22 programmes portant sur 136 contribuables ont été élaborés. Il s'agit de deux (02) programmes commandités par le MEF visant 11 contribuables, d'un (01) programme initié par la DGI relatif au contrôle de l'application des textes du Fonds de soutien patriotique (FSP) concernant 94 contribuables, de cinq (05) propositions de programmes de vérification faisant suite à des enquêtes portant sur 08 contribuables, de dix (10) programmes proposés par les UR portant sur 16 contribuables dont une demande émanant d'un contribuable, d'un (01) programme proposé par le Conseil national de sécurité de l'Etat (CNSE) s'appuyant sur les écarts identifiés par un module spécifique du projet Revenue Assurance (RA) et ciblant les trois (03) opérateurs de téléphonie et une (01) entreprise de transfert d'argent, de deux (02) programmes de vérification consécutifs à des réclamations portant sur deux contribuables et d'un programme relatif à une demande de remboursement de crédit TVA portant sur un (01) contribuable). Au 31 décembre 2025, 48,52% des dossiers issus de ces programmes spéciaux ont été vérifiés. Rapporté à la cible de 90%, ce taux s'établit à 53,91%.

II.2.2.2 Du renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle

S'agissant de l'élaboration des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal (sur des chefs de redressements complexes et des secteurs spécifiques), deux (02) notes techniques ont été signées le 29 avril 2025. La première note a porté sur les chefs de redressement appliqués au secteur bancaire tandis que la seconde a concerné les secteurs des mines et des téléphonies. Le taux d'exécution physique est de 100%.

Concernant l'exécution de missions de contrôle fiscal des secteurs spécifiques (banques, mines, assurances, Partenariat public privé (PPP), etc.) avec l'appui du réseau d'experts de la DGI pour une assurance qualité, sur 22 dossiers programmés au titre de l'exercice 2025, 13 sont clôturés et neuf (09) se trouvent à l'étape de la notification initiale de redressement. Ces dossiers portent sur les secteurs des banques, des assurances, des mines et des téléphonies. Par ailleurs, sept (07) dossiers provenant d'autres secteurs d'activités (transport aérien, prestations de services et sociétés holding) ont également été programmés, dont trois (03) sont clôturés et quatre (04) à l'étape de la notification initiale de redressement. Le taux d'exécution de l'activité s'élève à 100%.

Relativement à l'organisation des rencontres techniques au profit des services de contrôle, trois (03) rencontres d'échanges dans le cadre du dialogue de gestion entre la DCF et les services en charge du contrôle ont été organisées par visio-conférence. Ces échanges ont porté sur la clarification des objectifs de qualité recherchés en matière de contrôle fiscal, la lecture des documents douaniers relatifs aux importations et exportations en prélude à la vérification spéciale sur certains importateurs et le traitement fiscal et comptable des ristournes et sur la soumission à l'impôt sur les revenus des créances mobilières (IRCM) du bénéfice réputé distribué suite à une reconstitution du résultat fiscal.

En ce qui concerne le traitement des dossiers de recours dans les délais, au titre de l'année 2025, sur un total de 434 dossiers enregistrés, 427 ont été traités. Au 31 décembre 2025, 279 dossiers l'ont été dans les délais requis, soit un taux de traitement des recours de 65,33% (calculé sur le total des dossiers traités). Par rapport à l'objectif cible de 80%, le taux d'exécution physique s'établit ainsi à 81,67%.

Quant à l'assurance du secrétariat technique de la commission d'examen des réclamations et des transactions, neuf (09) sessions au niveau ministériel et 7 sessions au niveau de la DGI ont été tenues et ont fait l'objet de procès-verbaux soit un taux de réalisation de l'activité de 100%.

II.2.2.3 De la valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle

S'agissant de l'organisation des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée, trois (03) opérations ont été organisées du 03 au 08 novembre à Bobo, du 18 au 21 novembre à Koudougou et du 16 au 19 décembre à Ouahigouya. Le taux d'exécution physique est de 100%.

En ce qui concerne l'activité de suivi statistique du comportement fiscal des contribuables vérifiés dans le cadre du contrôle pédagogique, elle a été entièrement réalisée et le rapport annuel de suivi est disponible.

II.2.3 Au titre du renforcement de la sécurité foncière et des services rendus aux usagers/clients

Trois (03) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Renforcer l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale ; (ii) Améliorer la qualité du service rendu aux usagers/clients et (iii) Développer les offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales.

II.2.3.1 Du renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale

Au titre de l'organisation d'opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation aux usagers/clients, l'activité n'a pas été réalisée.

Concernant l'organisation des opérations spéciales d'apurement des dossiers fonciers en instance, cette activité est financée par le Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines au Burkina Faso (PARGFM) en collaboration avec l'Ordre des géomètres experts du Burkina (OGEB) et se subdivise en deux phases. Au cours de la première phase, 4 500 dossiers de bornage et 1 020 dossiers d'évaluation ont été traités. La deuxième phase portera sur 2 500 dossiers de bornage.

Pour ce qui est du traitement des demandes de cessions définitives dans les délais, sur 1 232 dossiers validés au niveau des RDPF, 882 ont été effectivement validés à la DGI soit un taux de traitement de 71,59%. Rapporté à la cible de 75%, ce taux s'établit à 95,45%.

En ce qui concerne le traitement des demandes d'affectation de terrains dans les délais, sur 106 dossiers validés au niveau des RDPF, 93 ont été effectivement validés à la DGI soit un taux de traitement de 87,74%. Rapporté à la cible de 75%, ce taux s'établit à 116,98%.

En matière de traitement des demandes de cessions provisoires dans les délais, sur 4 662 dossiers validés au niveau des RDPF, 2 982 ont été effectivement validés à la DGI soit un taux de traitement de 63,96%. Rapporté à la cible de 75%, ce taux s'établit à 85,28%.

Relativement à la conduite des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique, le processus d'expropriation est en cours pour le centre universitaire de Dori, le port sec multimodal de Ouagadougou, la Direction générale des infrastructures de transport (DGIT) avec les routes nationales N°2 et 4 et la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL).
En lien avec la reprise des titres d'occupation des personnes affectées par les projets dans le cadre des expropriations, le processus de reprise est en vue pour le cas de la voie du contournement de Ouagadougou.

Quant à l'organisation d'un atelier de sensibilisation des acteurs judiciaires sur le processus de demandes de terrains à usage autre que d'habitation, elle n'a pas été réalisée.

II.2.3.2 De l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients

Au titre de la formation des agents des impôts sur l'accueil et l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers, 50 agents ont été formés à Bobo et 78 agents à Ouaga. Le taux d'exécution physique est ressorti à 128%. Par ailleurs, la certification de la DGI n'a pas été réalisée.

II.2.3.3 Du développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales

Dans le cadre de la géolocalisation des services de la DGI, tous les services de la région du Centre ont été géolocalisés. Il reste les structures des autres régions où des agents sur place seront mis à contribution pour la géolocalisation des sites.

S'agissant de l'opérationnalisation du numéro vert de la DGI, les équipements ont été acquis dans le cadre de la mise en œuvre du PATF-DGI, phase 3. Les termes de référence pour la formation des agents qui vont animer le numéro vert sont rédigés. Cependant, les équipements substantiels pour l'opérationnalisation du call center telles que les cartes SIM et la connexion internet dédiée n'ont pas été acquis.

II.3 Au titre de l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles

Le résultat attendu de cet axe est « Le système managérial favorise une mise en œuvre efficace des activités ». Pour l'atteinte de ce résultat, quatre (04) objectifs stratégiques ont été définis : (i) Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage ; (ii) Renforcer les capacités opérationnelles ; (iii) Mettre en place une stratégie de conduite du changement et (iv) Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI.

L'état de mise en œuvre des différentes activités définies par objectif stratégique se présente comme suit.

II.3.1 De l'amélioration du cadre institutionnel et des capacités de pilotage

Trois (03) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Renforcer le cadre institutionnel, les outils, les moyens, cadres de pilotage et les stratégies opérationnelles ; (ii) Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation et (iii) Améliorer le système de contrôle interne.

II.3.1.1 Du renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles

De nombreuses activités sont programmées au titre de cette action en plus de l'activité régalienne de recouvrement des recettes propres au profit du budget de l'Etat dévolue à

la DGI. En conséquence, pour une meilleure visibilité sur les performances de recouvrement de la DGI, un point entier sera consacré au recouvrement des recettes propres de l'Etat. Un autre point analysera les réalisations au titre des autres activités de l'action.

II.3.1.1.1 Recouvrement des recettes propres de l'Etat

S'agissant du recouvrement des recettes propres de l'Etat, on retient en premier lieu que le rapport sur la stabilisation des recouvrements définitifs de 2024 de la DGI est disponible, la répartition des prévisions de 2025 entre les différentes Unités de recouvrement (UR) a été réalisée au cours du mois de janvier 2025 et la note explicative des prévisions, émissions et recouvrements de la DGI à l'attention de la Commission finance et du budget (COMFIB) de l'Assemblée législative de la transition (ALT) en vue de l'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2026, a été élaborée. En second lieu, les performances de recouvrement ci-après ont été réalisées par les UR au profit du budget de l'Etat. Elles seront analysées du point de vue : (i) du budget de l'Etat ; (ii) du budget des collectivités territoriales ; (iii) du Fonds de soutien patriotique ; (iv) de la contribution des recettes minières et (v) de la performance par UR.

II.3.1.1.1.1 Recouvrement des recettes propres au profit du budget de l'Etat

Sur une prévision au 31 décembre 2025 de 1 574,917 milliards de FCFA, les recouvrements au profit du budget de l'Etat se chiffrent à 1 578,837 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,25%. En comparaison avec la même période de 2024, il ressort un taux de progression de 22,08% soit 285,519 milliards de francs CFA en valeur absolue.

L'augmentation des recettes par rapport à 2024, s'explique par la progression des recouvrements enregistrés au niveau de tous les impôts leaders [3] (93,17% des recettes) à l'exception de la Taxe sur les activités financières (-5,48%). L'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (+93,35%), l'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (+59,05%)), les Autres droits d'enregistrement (+34,89%) et l'Impôt sur les sociétés (+26,96%) enregistrent les plus forts taux de progression.
Il convient de noter également la bonne progression du recouvrement de la Taxe sur les jeux de hasard (+431,19%) qui est passé de 326,912 millions en 2024 à 1,736 milliards en 2025.
Bien que la tendance soit à la hausse pour la plupart des impôts, certains impôts, non moins importants, ont connu une baisse par rapport à leurs niveaux de recouvrement en 2024. Il s'agit des droits d'immatriculation et d'inscription foncière (-0,48 milliard de francs CFA) et des droits de mutation (-4,89 milliards de francs CFA).

La performance de la DGI en 2025 est aussi soutenue par la hausse des émissions des impôts leaders qui sont passées de 1 357,468 milliards en 2024 à 1 753,177 milliards en 2025, soit une progression de 29,15%.

[3] Impôts leaders : Impôt sur les sociétés (IS), Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM), Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), Autres droits d'enregistrement (ADE), Droits d'accises (DA), Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales (IBNC), Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), Impôt sur les bénéfices industriels commerciaux et agricoles (IBICA) et Taxe sur les activités financières (TAF).

Les situations d'évolution des recouvrements et des émissions des impôts leaders à fin décembre entre 2024 et 2025 sont illustrées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Evolution des recouvrements et des émissions des impôts leaders de 2024 à 2025

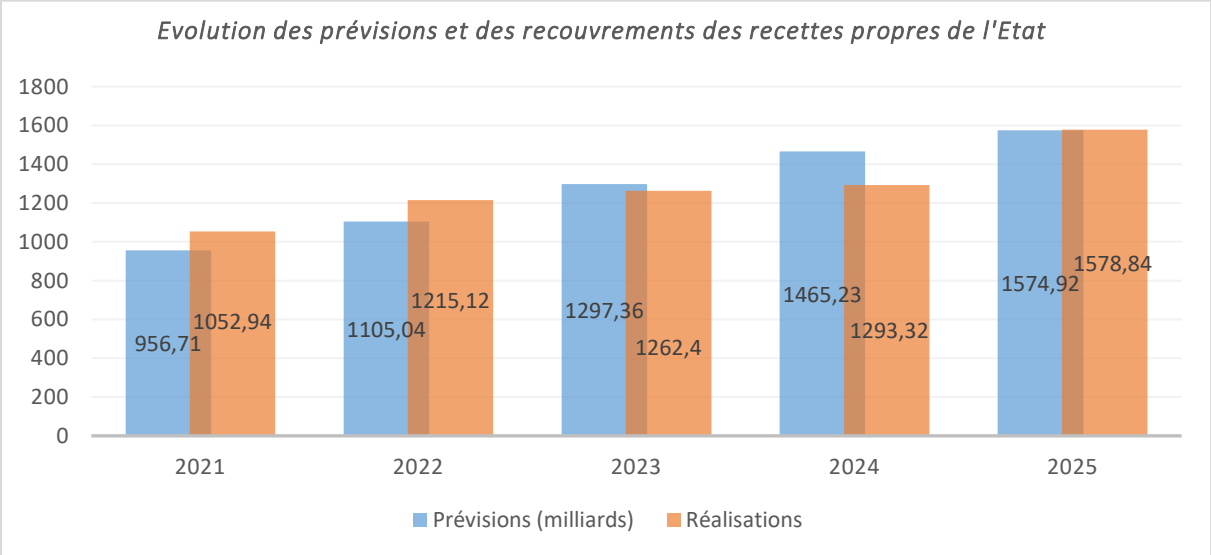
Impôts et taxes	Recouvrement			Emissions		
	2025	2024	Taux de progression	2025	2024	Taux de progression
ADE	72 623 909 563	53 838 642 602	34,89%	99 039 007 045	69 715 718 050	42,06%
Droits d'accises	74 961 972 841	60 881 391 459	23,13%	75 931 500 364	60 732 148 718	25,03%
IBICA	40 921 521 471	32 529 245 640	25,80%	48 675 076 243	37 908 540 847	28,40%
IBNC	25 730 139 549	13 307 529 723	93,35%	27 016 277 113	14 468 351 818	86,73%
IRCM	142 288 151 761	89 460 753 369	59,05%	188 130 208 933	96 997 620 411	93,95%
IS	504 411 149 326	397 298 139 503	26,96%	565 083 839 431	419 126 654 545	34,82%
IUTS	188 110 394 032	176 796 299 519	6,40%	193 153 334 960	181 405 908 914	6,48%
TAF	66 183 852 818	70 023 755 685	-5,48%	66 409 729 797	71 816 487 329	-7,53%
TVA	355 778 527 179	307 789 507 316	15,59%	489 737 564 574	405 296 660 669	20,83%
DGI	**1 471 009 620 565**	**1 201 925 266 840**	**22,39%**	**1 753 176 540 485**	**1 357 468 093 325**	**29,15%**

Source : Revue des performances de la DGI à fin décembre 2025, janvier 2026/DSF

L'évolution positive notée entre 2024 et 2025 s'explique enfin par une meilleure gestion des arriérés fiscaux, un renforcement des actions de recouvrement, du pilotage ainsi que de l'encadrement des structures opérationnelles. Par ailleurs, cette évolution est également portée par la hausse du cours de l'or qui a consolidé la rentabilité des entreprises du secteur minier en 2025

Sur les cinq (05) dernières années, les réalisations sont passées de 1052,94 milliards de francs CFA en 2021 à 1 578,84 milliards de francs CFA en 2025 soit une variation relative de 49,95% correspondant à un taux d'accroissement moyen annuel de 10,66%. Le graphique ci-dessous illustre bien cette situation.

Figure 1: Evolution des prévisions et des recouvrements des recettes propres de l'Etat de 2021 à 2025 (en milliards)



Source : DGI/DPSR

II.3.1.1.1.2 Recouvrement des recettes propres au profit du budget des collectivités territoriales

En plus de sa mission de collecte des recettes au profit du budget de l'Etat, la DGI participe également à la mobilisation des recettes au profit des budgets des collectivités territoriales. Au 31 décembre 2025, sur une prévision de 45,745 milliards de FCFA, les recouvrements se chiffrent à 51,107 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 111,72%.

En comparaison avec la même période de 2024, il ressort un taux de progression de 6,07% (+2,923 milliards).

Cette progression des recouvrements observée à fin décembre est attribuable à la performance enregistrée en matière de contribution des patentes (6.16%), de la contribution des micro-entreprises (31,81%), de la taxe sur les véhicules à moteur (26,05) et de la contribution foncière (+19,32%). Seules la Taxe foncière sur les sociétés (TFS) et la Taxe de jouissance (TJ) affichent des taux de régression par rapport à 2024, soit respectivement 6,84% et 14,07%.

II.3.1.1.1.3 Recouvrement des recettes propres au profit du fonds de soutien patriotique

Afin d'assurer l'autofinancement des actions de lutte contre le terrorisme, il a été créé le Fonds de soutien patriotique (FSP). La DGI a en charge le recouvrement des prélèvements sur la consommation de certains produits et services, la contribution spéciale sur les bénéfices des entreprises ainsi que la retenue obligatoire sur les salaires et motivations des travailleurs du secteur privé.

Au 31 décembre 2025, sur une prévision annuelle de 85 milliards de FCFA, les recouvrements au profit du FSP se sont établis à 132,878 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 156,33%. Par rapport à la même période de 2024, il ressort un taux de progression de 18,03% (+20,295 milliards).

II.3.1.1.1.4 Contribution des recettes minières

Par recettes minières, il faut entendre les impôts et taxes déclarés et payés par les sociétés minières.

Au 31 décembre 2025, au titre du budget de l'Etat, les recettes minières se sont établies à 368,79 milliards de FCFA et représentent 23,36% des recettes de la DGI. Comparées à la même période de 2024, il ressort une hausse des recettes minières de 153,16 milliards de francs CFA (71,03%).

Au titre du budget des collectivités, la part contributive du secteur minier s'élève au 31 décembre 2025 à 9,88 milliards, soit 19,34% des recettes mobilisées. Par rapport à la même période de 2024, cette contribution enregistre une hausse de 2,97 milliards de francs CFA (42,90%).

La hausse des recettes des sociétés minières pourrait s'expliquer notamment par la hausse de la production et des prix mondiaux de l'or, l'acquisition par l'Etat d'actifs miniers et la modernisation des procédures fiscales.

Tableau 5: Parts contributives des entreprises minières (en milliards de FCFA)

Libellés	Années				
	2021	2022	2023	2024	2025
Total recouvrements	1 052,74	1 215,12	1 262,06	1 293,32	796,52
Contribution des entreprises minières	228,35	258,15	251,60	214,91	368,79
Parts contributives des entreprises minières	21,69%	21,24%	19,94%	16,62%	23,36%

Sources : *Rapport de performance de la DGI à fin décembre 2025, janvier 2026/DSF*

II.3.1.1.1.5 Performances par unité de recouvrement

Pour mieux appréhender les performances des UR, il est nécessaire de mener les analyses au regard de leurs catégories.

- ✓ **La Direction des grandes entreprises (DGE)**

Au titre du budget de l'Etat, les réalisations au 31 décembre 2025 se chiffrent à 1 226,362 milliards de FCFA contre 1 208,739 milliards de FCFA de prévisions, soit un taux de réalisation de 101,38%. Les réalisations de la DGE représentent 77,61% des réalisations de la DGI.

Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une hausse de 21,98% (220,814 milliards). Cette progression est fortement soutenue par l'augmentation exceptionnel constatée au niveau du recouvrement de l'IRCM (+52,461 milliards) et imputable au rappel d'impôts relatif aux dividendes prioritaires, calculées sur les reports à nouveau, versées à l'Etat par les sociétés minières. Par ailleurs, les bons recouvrements au niveau de l'IS (30,33%), de la Taxe sur les boissons (23,45%), de la taxe sur les tabacs (21,26%) et de la TVA (11,06%) ont également contribué à la performance de la DGE. Relativement aux budgets des collectivités, sur une prévision de 24,946 milliards, le recouvrement a été de 27,649 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 110,83%. Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une hausse de 2,44% (659,796 millions). Les réalisations de la DGE représentent 54,10% des réalisations de la DGI.

- ✓ **Les Directions des moyennes entreprises (DME)**

Concernant le budget de l'Etat, les réalisations des DME au 31 décembre 2025 se chiffrent à 266,929 milliards de FCFA pour une prévision de 287,541 milliards de FCFA, soit un taux global de réalisation 92,83%. Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une hausse de 21,94% (48,019 milliards). Les réalisations des six (06) DME représentent 16,91% des réalisations de la DGI.

Les DME-Hauts-Bassins, Centre I et Centre II ont atteint leurs objectifs. Les DME Centre III et Centre IV, quand bien même elles n'ont pas atteint leurs prévisions, présentent des taux de réalisation satisfaisants de plus de 90%. La DME C V affiche le plus faible taux

de réalisation avec 73,08% mais présente toutefois la plus forte progression (98,69%) par rapport à l'année 2024. On note que toutes les DME sont en progression par rapport à leurs niveaux de recouvrement en 2024.

En ce qui concerne les budgets des collectivités, sur une prévision de 3,718 milliards de FCFA, le recouvrement des DME a été de 4,050 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 108,92%. Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une hausse de 30,21% (939,600 millions). Les réalisations des DME représentent 7,92% des réalisations de la DGI.

Toutes les DME ont atteint leurs prévisions à l'exception de la DME Centre V qui affiche un taux de réalisation de 85,69%. Toutefois, elle présente comme au niveau du budget de l'Etat la plus forte progression (116,56%) par rapport à l'exercice 2024. On retient que seules les DME Centre I et III sont en légère baisse par rapport à leurs niveaux de recouvrement en 2024 avec des taux de progression respectifs de -2,34% et -0,34%.

Les bonnes performances enregistrées au niveau des DME sont liées à la dynamisation des actions de recouvrement notamment les actions de recouvrement forcé (ATD et fermetures administratives). On note aussi une bonne conduite du programme de contrôle sur pièces qui s'est exécuté à plus de 100% dans chaque DME à l'exception de la DME-HBS (91,67%). En outre, on retient une bonne maîtrise de l'assiette qui se traduit par le statut réel et la géolocalisation de la quasi-totalité des contribuables. Singulièrement, les fortes progressions des résultats de la DME CV comparé à 2024 sont liées d'une part à son opérationnalisation courant de l'année 2024 et d'autre part à l'affectation du portefeuille des grossistes en ciment ainsi que des transporteurs de clinker à cette unité en 2025.

Tableau 6: Performances de recouvrement des Directions des moyennes entreprises au 31 décembre 2025

Structures	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Réalisations même période 2024	Taux de progression
Budget de l'Etat					
DME-HBS	10 578 123 000	11 768 305 652	111,25%	7 045 582 618	67,03%
DME-C I	26 532 507 000	28 020 467 244	105,61%	26 526 663 353	5,63%
DME-C II	30 061 932 000	30 153 603 755	100,30%	25 404 049 792	18,70%
DME-C IV	128 709 486 000	126 790 323 979	98,51%	116 482 177 053	8,85%
DME-C III	18 019 851 000	16 382 490 188	90,91%	16 367 076 850	0,09%
DME-C V	73 639 351 000	53 814 131 914	73,08%	27 084 305 591	98,69%
Total DME	**287 541 250 000**	**266 929 322 732**	**92,83%**	**218 909 855 257**	**21,94%**
Budgets des collectivités					
DME-HBS	302 923 085	432 347 003	142,73%	298 920 133	44,64%
DME-C I	568 638 000	766 224 015	134,75%	784 579 741	-2,34%
DME-C IV	377 615 000	491 559 734	130,17%	272 707 657	80,25%
DME-C III	430 713 000	491 540 286	114,12%	493 332 402	-0,36%
DME-C II	726 852 000	744 468 981	102,42%	741 916 022	0,34%
DME-C V	1 311 504 000	1 123 883 202	85,69%	518 967 698	116,56%
Total DME	**3 718 245 085**	**4 050 023 221**	**108,92%**	**3 110 423 653**	**30,21%**

Source : Revue des performances de la DGI à fin décembre 2025, janvier 2026/DSF

- ✓ **Les Directions régionales des impôts (DRI)**

Au niveau du budget de l'Etat, les recouvrements des DRI se sont établis à 75,382 milliards de FCFA pour des prévisions de 63,975 milliards de F CFA correspondant à un taux de réalisation de 117,83%. Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une hausse de 32,36% (18,430 milliards). Les réalisations des treize (13) DRI représentent 4,77% des réalisations de la DGI.

Six (06) DRI (Centre, Centre-est, Cascades, Centre-sud, Sahel et Plateau central) ont atteint leurs prévisions. Les autres unités ont des taux de recouvrement assez satisfaisants de plus de 84% à l'exception de la DRI-N qui présente un taux de 79,31%. Toutes les DRI sont en progression par rapport à leurs niveaux de recouvrement en 2024.

Au titre des budgets des collectivités, sur une prévision de 15,898 milliards de FCFA, le recouvrement a été de 18,768 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 118,05%. Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une hausse de 12,18% (2,037 milliards). Les réalisations des DRI représentent 36,72% des réalisations de la DGI.

Contrairement au budget de l'Etat, seules trois (03) DRI (Sahel, Plateau centrale et Est) n'ont pas atteint leurs objectifs de recouvrement et seule la DRI Est présente une légère régression (0,85%) par rapport à 2024.

Les performances atteintes par les DRI sont satisfaisantes dans leur ensemble et sont dues aux efforts soutenus des UR dans les actions de maîtrise de l'assiette fiscale et de recouvrement des impôts et taxes notamment en ce qui concerne le recouvrement des RAR cantonnés. En effet, plus de la moitié des UR soit sept (07) ont largement dépassé la cible de 8% prévue en ce concerne le recouvrement des RAR cantonnés. Si tout semble parfait, il convient de s'arrêter sur le cas de la DRI-Est qui est la seule à ne pas atteindre ses prévisions quel que soit le budget en raison de la situation sécuritaire. Il faut noter que cette situation, qui est d'ailleurs fortement partagée par d'autres DRI notamment les DRI – Nord, Sahel et Boucle du Mouhoun, limite sensiblement les actions sur le terrain et entraine une érosion de l'assiette fiscale liée aux changements de domiciliation fiscale de certains contribuables vers des zones plus accessibles.

Tableau 7: Performances de recouvrement des DRI au 31 décembre 2025

Structures	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Réalisations même période 2024	Taux de progression
Budget de l'Etat					
DRI-C	32 903 662 000	46 415 737 129	141,07%	31 451 157 504	47,58%
DRI-CE	2 636 041 000	2 859 062 692	108,46%	2 354 891 956	21,41%
DRI-CSC	1 716 511 000	1 858 431 852	108,27%	1 445 783 146	28,54%
DRI-CS	1 778 082 000	1 898 489 923	106,77%	1 363 251 740	39,26%
DRI-SHL	1 623 918 000	1 674 024 414	103,09%	1 346 071 338	24,36%
DRI-PCL	2 750 768 000	2 786 423 556	101,30%	2 518 927 917	10,62%
DRI-BMHN	2 453 634 000	2 432 439 462	99,14%	1 928 125 530	26,16%
DRI-SO	1 312 850 000	1 178 698 789	89,78%	985 763 237	19,57%
DRI-HBS	4 071 806 000	3 628 885 957	89,12%	3 545 482 332	2,35%
DRI-CN	2 357 341 000	2 007 194 272	85,15%	1 939 799 417	3,47%

Structures	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Réalisations même période 2024	Taux de progression
DRI-CO	5 168 412 000	4 393 509 318	85,01%	3 981 376 214	10,35%
DRI-E	2 192 596 000	1 862 061 024	84,92%	1 844 466 955	**0,95%**
DRI-N	3 009 271 000	2 386 608 071	79,31%	2 246 218 853	6,25%
Total DRI	**63 974 892 000**	**75 381 566 459**	**117,83%**	**56 951 316 139**	**32,36%**
Budgets des collectivités					
DRI-CSC	798 607 000	1 346 379 997	168,59%	1 094 698 730	22,99%
DRI-CS	462 371 397	646 059 034	139,73%	534 732 900	20,82%
DRI-CE	823 673 627	1 069 366 987	129,83%	991 254 984	7,88%
DRI-CN	392 815 437	501 738 817	127,73%	345 514 097	45,22%
DRI-C	6 635 438 000	8 368 104 476	126,11%	7 761 492 177	7,82%
DRI-CO	917 613 906	1 088 176 438	118,59%	981 307 335	10,89%
DRI-SO	521 670 682	601 575 137	115,32%	597 314 252	0,71%
DRI-BMHN	659 720 203	733 391 646	111,17%	564 204 687	29,99%
DRI-N	494 343 685	543 058 148	109,85%	527 283 902	2,99%
DRI-HBS	2 475 217 904	2 510 404 711	101,42%	2 108 878 781	19,04%
DRI-SHL	120 212 398	109 897 938	91,42%	101 098 063	8,70%
DRI-PCL	941 608 814	801 022 042	85,07%	669 833 689	19,59%
DRI-E	654 837 264	448 600 682	68,51%	452 432 661	-0,85%
Total DRI	**15 898 130 317**	**18 767 776 053**	**118,05%**	**16 730 046 258**	**12,18%**

Sources : *Revue des performances de la DGI à fin décembre 2025, janvier 2026/DSF*

- ✓ **Les Guichets uniques du foncier (GUF)**

Par rapport au budget de l'Etat, les réalisations des GUF se chiffrent à 11,165 milliards de FCFA pour des prévisions de 14,663 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 76,14%. Par rapport à la même période de 2024, le recouvrement enregistre une baisse de 13,51% (1,744 milliards).

En ce qui concernent les budgets des collectivités, le taux de recouvrement s'est établi à 54,12% contre un taux de régression significatif de 52,74% par rapport à la même période de 2024.

Les réalisations des GUF représentent respectivement 0,71% et 1,25% des réalisations de la DGI au titre du budget de l'Etat et des collectivités territoriales.

On retient que quel que soit le budget, aucune direction n'a atteint ses objectifs et seule La DGUF Ouaga I présente une progression de 13,70% par rapport à 2024 en ce qui concerne le budget de l'Etat.

De façon générale, ces résultats s'expliquent par l'orientation des efforts et des ressources vers l'accompagnement du processus de digitalisation des procédures domaniales et cadastrales. De manière particulière en ce qui concerne les budgets des collectivités, la baisse des recouvrements s'explique par la suspension, en 2024, de la mesure dérogatoire autorisant les mutations sur les terrains nus, même hors délai de mise en valeur. Il faut noter que c'est seulement à l'occasion de ces mutations que les GUF perçoivent la taxe de jouissance.

En conséquence, depuis la suspension de cette mesure de faveur, les recouvrements reposent désormais sur les montants liquidés avant la suspension et qui n'avaient pas été payés, donc une assiette qui s'érode au rythme des recouvrements.

Tableau 8: Performances de recouvrement des Directions uniques du foncier au 31 décembre 2025

Structures	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Réalisations même période 2024	Taux de progression
Budget de l'Etat					
GUF_O I	2 963 597 000	2 906 035 921	98,06%	2 555 783 378	13,70%
GUF_B	7 426 837 000	5 956 834 672	80,21%	10 353 110 216	-42,46%
GUF_O II	4 272 388 000	2 301 941 586	53,88%	-	!
Total GUF	**14 662 822 000**	**11 164 812 179**	**76,14%**	**12 908 893 594**	**-13,51%**
Budgets des collectivités					
GUF_O I	538 835 500	337 054 130	62,55%	880 987 401	-61,74%
GUF_B	382 870 226	182 097 243	47,56%	473 254 815	-61,52%
GUF_O II	260 862 500	120 847 563	46,33%	-	
Total GUF	**1 182 568 226**	**639 998 936**	**54,12%**	**1 354 242 216**	**-52,74%**

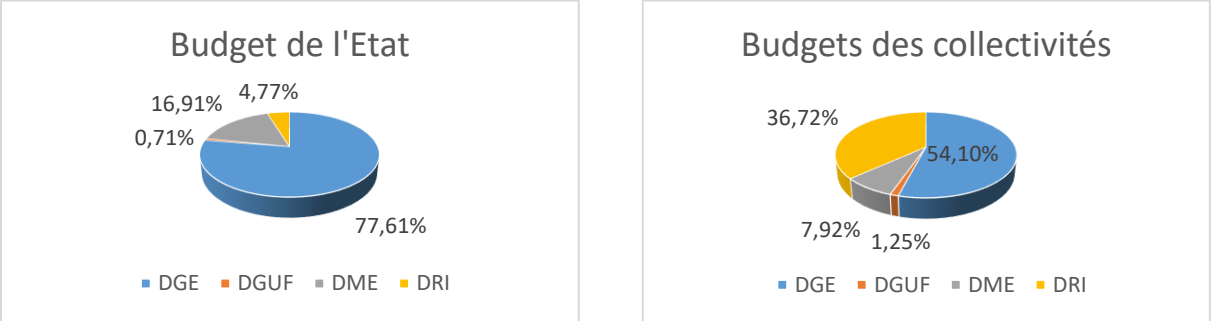
Source : Revue des performances de la DGI à fin décembre 2025, janvier 2026/DSF

De l'analyse des recouvrements par UR, il ressort au titre du budget de l'Etat, que dix (10) unités ont atteint leurs prévisions au 31 décembre, quatre (04) ont des taux de réalisation compris entre 90% et 100% et les neuf (09) autres unités ont des taux d'exécution compris entre 73% et 90% à l'exception de GUF – Ouaga II (53,88%). Toutes les UR, à l'exception de la DGUF Ouaga I (-42,46%), sont en progression par rapport à la même période de 2024. La plus forte progression (98,69%) est à mettre à l'actif de la DME- CV.

Au niveau des budgets des collectivités, 16 unités ont atteint leurs prévisions au 31 décembre 2025, trois (03) unités ont un taux de réalisation compris entre 85% et 100%, huit (08) unités ont des taux d'exécution compris entre 70% et 90% et les quatre (04) autres unités ont des taux d'exécution compris entre 45% et 70%. Toutes les UR, à l'exception des DGUF, DME CI, DME CIII et DRI-E, sont en progression par rapport à la même période de 2024. La plus forte progression (116,56%) revient à la DME CV tandis que la plus forte régression (61,74%) est ressortie au niveau de la DGUF – Ouaga I. La DGUF – Bobo affiche aussi une forte régression (61,52%).

De façon générale, il ressort que les résultats atteints au titre du recouvrement des recettes au profit de l'Etat au 31 décembre 2025 par la DGI sont satisfaisants et sont liés aux efforts conjugués de toutes les UR. Les parts contributives par catégorie d'UR au recouvrement au 31 décembre 2025 selon les budgets sont illustrées dans les graphiques ci-dessous.

Figure 2: Parts contributives au recouvrement au 31 décembre 2025 par catégorie d'UR



Source : *DGI/DPSR*

II.3.1.1.2 Réalisations au titre des autres activités liées au renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles

Dans le cadre de l'assistance des unités de recouvrement (UR) pour l'analyse et l'apurement des RAR, le rapport d'analyse des RAR des grandes UR est disponible et 57 séances d'encadrement techniques ont été tenues. Au titre des résultats des travaux d'apurement, on note que sur un montant cantonné de 1 254,072 milliards de FCFA au 31 décembre 2024, les RAR se sont établis au 31 décembre 2025 à 970,201 milliards d'où un apurement de 283,871 milliards de FCFA correspondant à un taux d'apurement (dégrèvements et recouvrements) de 22,63%. Rapporté à la cible de 20%, ce taux s'établit à 113,15%. Le montant des recouvrements sur les RAR s'est élevé à 80,430 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 7,66%. Rapporté à la cible de 8%, ce taux s'établit à 95,75%.

En rapport avec l'effectivité des opérations spécifiques de recouvrement forcé (inscriptions hypothécaires légales), quatre (04) demandes d'inscriptions hypothécaires légales ont été initiées sur une cible de 25 soit un taux de réalisation de 16%.

Concernant l'opérationnalisation de la mise en œuvre du droit de préemption de l'administration, aucune procédure de rachat d'immeuble n'a été initiée. Cependant, une rencontre a été tenue avec les acteurs de la chaine foncière. Aussi, un groupe de travail a été institué pour l'exploitation du fichier transmis par la Direction générale des affaires immobilières de l'Etat (DGAIE) sur les besoins de l'Etat en immeubles. Les retours sont attendus sur l'identité des immeubles correspondants aux besoins exprimés et susceptibles de faire l'objet de rachat avant l'entame de la procédure proprement dite.

S'agissant de l'élaboration du plan de continuité des activités de la DGI, l'activité a été reportée en 2026.

Par rapport à l'organisation des cadres de concertation avec les UR, deux (02) rencontres sur deux (02) prévues ont été tenue avec les CSA, les receveurs et les chefs de Service des impôts synthétiques et fonciers (SISFO) à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso ; 12 revues de performances ont également été tenues soit un taux de réalisation de 100%.

Par ailleurs, les quatre (04) rapports trimestriels de performance et les quatre (04) rapports trimestriels d'exécution du budget attendus ont tous été produits.

Pour ce qui est de l'organisation des cadres de concertation avec les SGM, une (01) rencontre a été organisée.

Relativement à l'organisation de la production des statistiques, deux (02) ateliers ont été tenus et la base de données des secteurs d'activités par contribuable est disponible. En plus, l'annuaire statistique 2024, le tableau de bord statistique 2024 et le rapport d'activités sur la mise à jour des requêtes et les extractions automatisées sont disponibles.

En ce qui concerne l'organisation des cérémonies d'installation des responsables de la DGI, 16 cérémonies ont été organisées sur une cible de dix (10) prévues.

Pour ce qui relève du suivi de la mise en œuvre des résolutions des revues de performance, le rapport de suivi de l'effectivité de la retenue à la source sur les commandes publiques de l'année 2024 est disponible. En outre, le suivi de l'exploitation des résultats d'enquêtes a également été assuré. On note que sur 8 233 informations transmises aux UR, 153 retours ont été reçus soit un taux de retour très faible de 1,86%. Quant au suivi des notifications de droits relatifs aux arrêtés de cession provisoire de terrain signés et au suivi des relance par trimestre, ces activités n'ont pas été réalisées.

S'agissant de la mise en œuvre du plan d'actions prioritaires de recouvrement au niveau de l'ensemble des unités de recouvrement, (i) 1 255 vérifications générales ont été effectuées, soit un taux d'exécution du programme de 55,53% pour des notifications définitives d'un montant de 126,328 milliards de FCFA; (ii) 386 vérifications ponctuelles ont été effectuées, soit un taux d'exécution du programme de 56,43% pour des notifications définitives d'un montant de 6,922 milliards de FCFA ; (iii) 1 978 contrôles sur pièces sur 1 510 prévus ont été effectués, soit un taux d'exécution du programme de 130,99% pour des notifications définitives d'un montant de 144,177 milliards de FCFA ; (iv) 12 vérifications suite à enquête sur 12 ont été réalisées pour un montant d'émission de 9,259 milliards de FCFA. L'ensemble de ces activités de contrôle ont permis à la DGI d'afficher un taux de couverture du contrôle fiscal de 13,94% contre 13,44% en 2024. Quant aux émissions, elles se sont chiffrées à 289,687 milliards de FCFA et sont en progression de 70,71% par rapport à 2024.

A côté de ces activités de contrôle, de nombreuses autres activités concourant au recouvrement ont été menées. On peut retenir que (i) 222 visites pédagogiques ont été effectuées ; (ii) 128 actions de sensibilisation sur le civisme fiscal ont été réalisées ; (iii) 2 303 contrôles de contrats de bail et des IRF ont été menés ; (iv) 767 sessions des comités de traitement des contrôles des contrats de bail et des IRF ont été tenues ; (v) 764 sessions des comités d'apurement des RAR ont également été tenues ; (vi) 139 opérations de recouvrement dans les marchés et Yaars, 127 opérations de recouvrement de la Taxe sur les véhicules à moteur (TVM) et 44 opérations de recouvrement des impôts personnels par plateau mobile ont été organisées.

Quant à la maîtrise de l'assiette fiscale, autre activité dévolue aux UR, (i) 37 665 nouveaux contribuables ont été immatriculés ; (ii) 63 598 contribuables défaillants ont été désactivés et le taux de défaillance chronique s'est établit à fin décembre à 6,95%, en baisse de 3,79 points par rapport à 2024 ; (iii) 9 475 contribuables actifs réels du RNI et du RSI sont géolocalisés, soit un taux de géolocalisation de 46,14% contre 45,48% en 2024 ; (iv) 116 345 contribuables actifs ont le statut de réel, soit 51,12% du portefeuille contre 48,49% en 2024 ; (v) 68 352 déclarations de TVA reçues ont été saisies, soit un taux de saisie de 99,44% ; (vi) 15 054 états financiers (chiffres d'affaires) ont été saisis, soit un taux de saisie de 93,79% ; (vii) 34 017 contribuables actifs réels ont adhéré à la facture normalisée soit un taux d'adhésion de 38,33%, en baisse de 5,38 points relativement à 2024 et (viii) 18 672 contribuables RNI et RSI des contribuables ont adhéré aux téléprocédures, soit un taux d'adhésion de 84,77% contre 81,98% en 2024.

Les détails des niveaux de réalisation des activités des UR sont présentés en annexe au tableau n°10.

Pour finir et au titre de cette action, les activités suivantes n'ont pas connu de début de réalisation. Il s'agit de (i) Produire et actualiser des monographies sur des secteurs d'activités spécifiques ; (ii) Organiser des concertations des acteurs de la chaîne foncière et (iii) Organiser des cadres de concertations avec les SCTF.

II.3.1.2 De l'amélioration du système de planification et de suivi-évaluation

II.3.1.2.1 Des activités de planification et de suivi-évaluation

Au titre de la réalisation des différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales, l'évaluation TADAT de la DGI s'est déroulée du 25 juin au 08 juillet 2025 et le rapport d'évaluation de la performance est disponible. En prélude à cette évaluation, un renforcement des capacités de 34 cadres issus de la DGI et de la DGESS du MEF a été réalisé du 16 au 20 juin 2025.

S'agissant du suivi de la mise en œuvre des différents documents stratégiques de la DGI, le suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique (PS) a été assuré à travers l'élaboration du PAO 2025 – 2027. Aussi, deux (02) sessions du comité de pilotage du PS, représenté par le Conseil de direction élargi de la DGI, ont été tenues. La première le 13 février 2025 pour la validation du rapport d'activités 2024 et du programme d'activités 2025 et la seconde le 30 septembre 2025 pour la validation du rapport d'activités 2025 au 30 juin et du programme d'activités 2025 revu à mi-parcours. Par ailleurs, le suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan d'actions intégré (PAI), du plan d'action des recommandations des Assises nationales sur la fiscalité (ANF) et de la stratégie de promotion du civisme fiscal) de la DGI ont été assurés au titre de l'année 2025 à travers le renseignement des différentes matrices de suivi. Des rapports de suivi seront produits au cours du premier semestre 2026.

Pour ce qui concerne au suivi-évaluation de la mise en œuvre des projets et programmes dont la DGI est bénéficiaire, les projets de fiches ont été élaborés et transmis aux différentes structures pour renseignement. On note qu'aucun retour des structures n'a été reçu.

Concernant la vulgarisation du Plan stratégique (PS) 2023-2027 de la DGI, le module de formation a été validé et la formation des formateurs, à savoir les points focaux pour le suivi-évaluation du PS, s'est déroulée par visioconférence le 11 juin 2025. Les sessions de vulgarisation ont été organisées dans les différentes régions du 08 au 22 décembre 2025. Le rapport de vulgarisation est disponible et fait ressortir que 543 agents sur une cible de 591 ont effectivement pris part aux sessions de vulgarisation, soit un taux d'exécution de 91,87%.

Relativement à l'élaboration des lettres de mission des structures (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI, 45 lettres sur 45 ont été signées.

Pour ce qui est de l'élaboration du programme d'activités 2026 de la DGI, les projets de programmes d'activités ont été élaborés et seront envoyés aux structures en début janvier 2026.

Quant à l'élaboration des rapports d'activités 2022 et 2024 de la DGI, le rapport d'activités 2024 a été élaboré et validé le 13 février 2025 lors de la revue des performances de la DGI du mois de janvier 2025. En revanche, celui de 2022 n'a pas été élaboré.

Au titre de l'élaboration du rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du Fonds d'équipement (FE) DGI 2025, du projet de budget du FE DGI 2026 et de l'avant-projet de budget titre II gestion 2026-2028 de la DGI, ces différents documents ont été élaborés.

Par rapport au suivi des transferts de titres de propriété et de jouissance, 261 dossiers de demande de transfert de titres de propriété sur 325 dossiers reçus ont été traités dans les délais soit un taux d'exécution de 80,30%. Rapporté à la cible de 50%, ce taux s'établit à 160,62%.

Par ailleurs, relativement à l'élaboration du plan triennal glissant 2025-2027 du PS, le PAO 2025 – 2027 est disponible.

Enfin, en rapport avec le suivi de la mise en œuvre du plan intégré de formation continue (PIFC) de la DGI, pour la tranche 2025 du plan, dix-neuf (19) formations sur trente (30) programmées ont été réalisées au profit de 1 846 agents.

II.3.1.2.2 Des activités de représentation de la DGI

En ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre des activités de représentation de la DGI, les résultats atteints sont les suivants :

- **le Programme de travail annuel (PTA) du MEF** : la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS du MEF. La DGI avait en charge la mise en œuvre de 19 activités au niveau

du PTA MEF 2025. Ces activités, inscrites de fait dans le Programme d'activités 2025 de la DGI, se rapportent essentiellement aux activités de recouvrement des recettes, de l'assainissement des RAR, de promotion de l'exemplarité fiscale, d'informatisation du Cadastre, de traitement dans les délais des recours et des transferts de titres, d'opérationnalisation de la facture électronique certifiée et de déploiement de la plateforme SYC@D. Au 31 décembre 2025, la mise en œuvre du PTA du MEF par la DGI affiche un taux global d'exécution physique intéressant de **96,05%** ;

- **le Plan d'actions intégré des reformes des finances publiques (PAIRFP)** : au titre de ce plan, la DGI est concerné par un certain nombre d'actions notamment la promotion du civisme fiscale, l'assurance de l'intégrité du fichier des contribuables, la facilitation du paiement des impôts dans les délais, la mise en place du cadastre fiscal, l'amélioration du suivi des RAR et le remboursement de la TVA. Au 30 septembre 2025, la situation de mise en œuvre des activités afférentes à ces actions a été renseignée et transmise à la DGESS pour l'élaboration du rapport général à cette date ;
- **le Programme d'urgence de la transition (PRUT) :** ce programme n'a pas été reconduit en 2025 en ce qui concerne les activités relevant de la DGI ;
- **la Stratégie nationale de la coopération au développement (SNCD)** : la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGCOOP. Huit (08) activités relevant du programme d'activités 2025 de la DGI étaient suivies au niveau de la SNCD. Il s'agit notamment de l'évaluation TADAT de la DGI, de la participation de l'Administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales et des activités de formation des agents sur la norme de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales, sur les conventions fiscales, sur les prix de transfert et sur le régime fiscal des ONG, associations, missions diplomatiques et institutions internationales. Au 31 décembre, le taux physique de mise en œuvre de la stratégie par la DGI s'est établi à **35,14%**. Ce faible taux s'explique par le report en 2026, à l'occasion de la revue à mi-parcours du PA 2025, de la mise en œuvre de cinq (05) activités ;
- **le projet d'assistance technique et financière au profit de la DGI, phase III (PATF-DGI 3)** : L'objectif global du projet est de contribuer à l'accroissement du niveau de mobilisation des ressources internes en améliorant les performances de l'administration fiscale intérieure. Au 31 décembre 2025, la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre 2025 a été renseignée et transmise à l'Unité de gestion du projet (UGP). Il ressort du rapport d'activités du projet au 31 décembre 2025, un taux d'exécution cumulé, après quatre (04) ans de mise en œuvre, de 82,74% contre un taux d'exécution financière cumulé de 82,52% et un taux d'absorption cumulé de 97,64% ;

- **Le cadre sectoriel de dialogue - Gouvernance économique (CSD-GE), organe de pilotage et de suivi-évaluation du Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PASD)** : la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS du MEF. Huit (08) activités relevant du programme d'activités 2025 de la DGI étaient également suivies au niveau du CSD – GE. Ces activités se rapportent à l'informatisation du cadastre foncier national, au recouvrement des différentes recettes et à l'opérationnalisation de la facturation électronique certifiée et de la plateforme SYC@D. Au 31 décembre 2025, le taux global physique de mise en œuvre des activités du CSD – GE relevant de la DGI s'est élevé à **72,06%**. Par ailleurs, au niveau du CSD – GE, la DGI est chargée de la mise en œuvre de la recommandation portant intégration de la déclaration d'intérêt dans la plateforme eCadastre. En fin d'année, cette intégration n'a pas été effective. L'extension sera faite après l'achèvement des opérations prioritaires telles que la numérisation des dossiers fonciers, l'identification des propriétaires, l'évaluation des parcelles et la saisie de toutes les informations sur la plateforme SYC@D qui remplacera eCadastre ;
- **le contrat d'objectifs du MEF** : la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS du MEF. Comme au niveau du CSD – GE, les activités relatives à l'informatisation du cadastre foncier national étaient inscrites dans le contrat d'objectifs du MEF. Outre ces activités, la reprise des plateformes critiques du MEF (Sintax et eSintax) par des prestataires nationaux et l'élaboration des textes de la taxe sur la fortune étaient aussi inscrites dans le contrat d'objectifs. En termes de résultats atteints au 31 décembre, on note que Sintax a été développée par un cabinet burkinabé, ICOMG et sa gestion et sa maintenance sont actuellement assurées par la Direction de l'informatique (DI) de la DGI. Quant à eSintax, elle a été développée par un cabinet français, IKA conseil. Bien qu'elle n'ait pas été reprise, sa gestion et sa maintenance sont entièrement assurées par la DI. Par ailleurs, un projet de refonte des deux (02) plateformes ainsi que d'autres applications de la DGI en une application unique est en cours. Concernant l'élaboration des textes de la taxe sur la fortune, le projet de loi est disponible mais n'a pas été introduit en raison de la nécessité de réaliser une étude de faisabilité. On retient que le taux d'exécution physique global du contrat d'objectifs du MEF au niveau de la DGI s'est établi à **58,59%**. Ce taux un peu mitigé s'explique par l'inopérabilité de la plateforme eCadastre tout au long de l'année qui n'a pas permis la mise en œuvre des activités de saisie des propriétaires de droits réels et l'évaluation des parcelles dans cette plateforme ;
- **le Plan d'actions de déconcentration administrative (PADA)** : la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre a été renseignée et transmise au ministère en charge de l'administration. Six (06) activités étaient inscrites au PADA dont trois (03) relevant du PA 2025 de la DGI. Il s'agit de (i) Instituer des journées de sensibilisation annuelles dans les Directions régionales en associant les collectivités territoriales, les délégations consulaires régionales et les

leaders d'opinions ; (ii) Recouvrer les recettes fiscales au profit des collectivités territoriales et (iii) Former et sensibiliser les élus locaux sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal. Les trois (03) autres activités étaient (i) Construire la DCI Bobo III-DGUF Bobo-Dioulasso ; (ii) Acquérir des véhicules à 4 roues au profit des DRI et (iii) Acquérir du matériel technique au profit des services déconcentrés du cadastre. Au 31 décembre 2025, toutes ces activités ont été réalisées. Il reste les réceptions des véhicules et le Bâtiment de la DCI Bobo III-DGUF Bobo-Dioulasso, ce qui donne un taux global d'exécution physique du plan de **95,33%** en ce qui concerne la DGI ;

- **le Plan stratégique d'amélioration du climat des affaires (PSACA) :** la matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre a été renseignée et transmise au ministère en charge du commerce. Au niveau du PSACA, la DGI devait dans un premier lieu assurer la dématérialisation des procédures d'obtention des titres au niveau des Guichets uniques du foncier à travers la numérisation de toutes les pièces documentaires. Comme résultat au 31 décembre, on retient que la plateforme SYCAD est opérationnelle depuis le 21 mars 2025 et sert de socle au Système d'informations foncières (SIF). A ce titre, les dossiers fonciers courants sont systématiquement numérisés et chargés dans la plateforme. En second lieu, la DGI devait améliorer le processus de remboursement des crédits TVA par l'Etat au secteur privé en faisant un plaidoyer pour le relèvement de l'enveloppe dédiée au remboursement des crédits TVA. Cette activité a été réalisée à la faveur de la loi de finances, gestion 2024 (Art.81.Compte d'affectation spécial n°142), où l'enveloppe dédiée au remboursement du crédit TVA est passée de 100 milliards à 125 milliards de FCFA. Toutefois, le plaidoyer se poursuit car malgré l'effort consenti, le montant reste toujours insuffisant ;
- **le Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM) :** l'état de mise en œuvre des résolutions et recommandations incombant à la DGI au 31 décembre 2025 a été renseigné et transmis à la DGESS du MEF. La DGI était concernée directement par une seule résolution à savoir la simplification des procédures de recouvrement des impôts individuels à faible rendement. Au 31 décembre 2025, la mise en œuvre fait ressortir qu'une plateforme de collecte des informations sur les bailleurs et sur les immeubles a été développée et est en phase de test. Son déploiement et son appropriation par les bailleurs permettra d'améliorer la gestion de l'Impôt sur les revenus fonciers (IRF), Aussi, l'obligation de production du quitus fiscal a été généralisée à tous les actes de nomination incluant les arrêtés ministériels et les actes spécifiques. Sa délivrance en ligne à travers la plateforme eDocument est effective. Par ailleurs, le paiement par Mobile Money de la Taxe de résidence (TR) et de la Taxe sur les véhicules à moteurs (TVM) a été généralisé à l'ensemble des opérateurs de paiements mobiles (Orange money, Coris money, mobicash, SankMoney, Faso Arzeka …). On note pour terminer qu'une réflexion sur la possibilité de la perception de la TVM au niveau du Centre de contrôle des véhicules

automobiles (CCVA) lors l'accomplissement de la formalité de la visite technique des véhicules assujettis est en cours.

II.3.1.3 De l'amélioration du système de contrôle interne

Au titre de la mise à jour de la cartographie des risques de la DGI, un projet de TDR a été élaboré et soumis à la DGI pour signature.

Concernant le suivi de la mise en œuvre des différents documents relatifs au contrôle interne, 12 rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audits ont été produits, cinq (05) rapports de suivi des délais de traitement des dossiers ont été élaborés et transmis à bonne date et un (01) rapport de suivi de la mise en œuvre des instructions et orientations hiérarchiques a été produit. Sur ce dernier point, il s'agit de la situation de la mise en œuvre des prescriptions de la note de service N°2024-2708/MEF/SG/DGI/DC du 27 décembre 2024 portant mise à disposition des informations foncières au profit de la Direction du cadastre.

II.3.2 Du renforcement des capacités opérationnelles

Cinq (05) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Améliorer le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral ; (ii) Renforcer les ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion ; (iii) Améliorer la gestion des ressources humaines ; (iv) Renforcer les compétences des acteurs et (v) Améliorer le partage de l'information au sein de la DGI.

II.3.2.1 De l'amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral

Au titre de la relecture du Code général des impôts (CGI), les nouvelles mesures fiscales de la loi de finances, gestion 2026, ont été élaborées et le CGI, à jour de la loi de finances, gestion 2025, est disponible.

S'agissant de la relecture des textes portant perception des droits et taxes fonciers et domaniaux notamment l'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales, les TDR ont été élaborés et sont en attente de l'approbation de la hiérarchie.

En ce qui concerne l'élaboration de la note d'orientation de la LF 2025, la note N°2025-0322/MEF/SG/DGI/DLC/sl portant modalités d'application des dispositions fiscales de la loi N°042/ALT du 23 décembre 2024 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025, a été signée le 16 mai 2025.

Relativement à la vulgarisation des mesures fiscales nouvelles de la LF 2025, l'activité a été réalisée sur la période du 20 au 24 janvier 2025. A cet effet, des tournées de présentations des mesures fiscales nouvelles dans les services de la DGI ont été organisées. La DGI a également participé à des séances de vulgarisations au profit des contribuables organisées par des cabinets, la CCIBF et la maison de l'entreprise.

Concernant le contrôle qualité des travaux techniques des géomètres experts et des SCTF, 33 dossiers sur 15 prévus ont été contrôlés, soit un taux d'exécution physique de 220%.

Pour ce qui est de la mise à jour du module de gestion des exonérations et son basculement vers le logiciel java, les mises à jour sont effectives sur Sintax.

Par rapport à l'élaboration du projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis (MEF, MATM et MUH), ledit projet d'arrêté a été élaboré et validé le 07 mars 2025.

Quant à l'élaboration du projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune, le projet de loi est disponible mais n'a pas été introduit en raison de la nécessité de réaliser une étude de faisabilité.

Au titre de cette action, les activités suivantes n'ont pas été réalisées. Il s'agit de (i) élaborer un manuel de procédures d'expropriation ainsi que le barème d'expropriation ; (ii) réaliser une étude portant relecture de la tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales et (iii) le suivi du contrôle des bornages effectués par l'OGEB.

II.3.2.2 Du renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion

Au titre du renforcement de la tenue de la comptabilité des matières par la codification et l'immatriculation des matières avant leur mise en service, la comptabilité est tenue par la codification mais sans immatriculation sur les matières. Le taux d'exécution physique est de 50%.

Concernant le recensement et l'enlèvement du matériel hors d'usage ou non en service dans les structures centrales et extérieures de la DGI, le recensement du matériel a été réalisé et la liste transmise au Bureau comptable matière principale (BCMP). Une vente aux enchères sur ce matériel a même eu lieu.

II.3.2.3 De l'amélioration de la gestion des ressources humaines

S'agissant du renforcement des effectifs et des profils des emplois de la DGI, trois (03) informaticiens et dix (10) agents de soutien ont été affectés à la DGI, soit un taux d'exécution de 76,00%.

En ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des outils RH, la cartographie des effectifs de la DGI et le tableau de bord des ressources humaines sont disponibles.

Pour ce qui est de la mise en œuvre des fiches de poste de travail, on note que les fiches de poste sont mises en œuvre à 15% pour une cible de 80% et une (01) mission de vulgarisation des postes de travail sur huit (08) prévues a été effectuée. Cette mission de vulgarisation qui s'est déroulée lors du Plan d'action prioritaire (PAP) de novembre 2025 a concerné les membres du Codir élargi.

Concernant le suivi de la notification des contrats d'objectifs (lettres de mission et fiches d'indication des attentes), le suivi de la notification de 45 contrats d'objectifs sur 45 a été assuré.

Relativement au traitement des avancements au titre de l'année 2024, tous les avancements ont été traités.

Par rapport au traitement des primes de motivation et de rendement au titre de l'année 2025, les primes du quatrième trimestre 2024 et des trois (03) premiers trimestres de 2025 ont été traitées.

Pour ce qui est de l'organisation de la session du comité de désignation des candidats aux décorations dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2025, l'activité a été tenue. Par ailleurs, la commission nationale d'affectation a tenu sa session de 2025.

Enfin, au titre de cette action, l'activité « Vulgariser et mettre en œuvre le plan de carrière » n'a pas été réalisée.

II.3.2.4 Du renforcement des compétences des acteurs

Au titre de la formation des agents sur la norme de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites (FFI), 46 agents ont été formés aux bonnes pratiques et standards internationaux, soit un taux de 92,00%.

S'agissant de l'organisation des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique), les quatre (04) sessions prévues ont été organisées respectivement le 08 mai 2025 et les 08, 09 et 10 décembre 2025.

Par rapport au renforcement des compétences des acteurs du foncier, les résultats qui suivent ont été engrangés :

- 144 agents ont été formés sur la plateforme SYC@D, soit un taux d'exécution de 96,00% ;
- 15 sessions de formation sur la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI ont été organisées, soit un taux de 500% ;
- 35 cadres du cadastre sur 35 prévus ont d'une part été formés en système d'information géographique (SIG) et Système de gestion de base de données relationnelles du 1er au 06 sept.2025 et d'autre part en base de données avec référence spatiale Postgre Sql/ Postgis du 22 au 26 septembre 2025.

Concernant le renforcement des compétences des agents de liaison, les projets de TDR ont été élaborés pour la formation en bureautique, en règles de la circulation et sur le contexte d'insécurité.

Pour ce qui est de la formation des acteurs sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée (FEC), quatre (04) sessions de formation ont été organisées et ont permis de réaliser des sensibilisations relatives à la réforme et à l'utilisation des Unités de facturation (UF). Au total, 748 agents des impôts ont été sensibilisés sur la réforme de la FEC, soit un taux de réalisation de 299,20%.

Quant à la formation du personnel du SCRP en technique de prise de vue, de traitement d'images et en montage vidéo, 06 agents de la DGI et du DCRP du MEF ont été formés du 14 au 19 juillet 2025 à Koudougou.

Enfin, en rapport avec l'organiser d'un atelier de formation au profit des journalistes sur le traitement de l'information fiscale, 23 journalistes des secteurs public et privé ont été formés du 15 au 17 octobre à Koudougou.

Au titre de cette action, de nombreuses activités de formation n'ont pas été effectuées pour la plupart parce qu'elles n'ont pas été retenues dans le programme de formation 2025. Il s'agit notamment de la formation (i) des agents sur les moyens d'authentification et de validité des stickers et la méthodologie de contrôle de la facture normalisée ; (ii) des chargés de gestion des moyens à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments ; (iii) des cadres à l'exploitation du système décisionnel ; (iv) des acteurs du foncier sur l'utilisation de la plateforme eCadastre ; (v) des agents des SCTF pour une appropriation du manuel de procédures et du guide des tâches et à (vi) la tournée de conservation cadastrale ; (vii) des agents du cadastre en pilotage de drones, collectes et traitements d'images ; (viii) des agents de la DGI sur les prix de transfert, (ix) sur les conventions fiscales et (x) des agents publics sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée.

II.3.2.5 De l'amélioration du partage de l'information au sein de la DGI

Au titre de la dynamisation de l'utilisation de l'intranet, 58 articles et informations (communiqués, notes de services, lois …) ont été publiés sur l'intranet. On note que les agents utilisent faiblement l'intranet mais le nombre d'utilisateurs n'est pas déterminé. La dernière activité au titre de cette action n'a pas connu de réalisation. Il s'agit de l'amélioration des fonctionnalités de l'intranet.

II.3.3 De la mise en place d'une stratégie de conduite du changement

Deux (02) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Développer une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI et (ii) Poursuivre la dynamisation de la politique sociale.

II.3.3.1 Du développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI

Au titre de cette action, on note l'organisation de la 14ème conférence annuelle (de la DGI qui s'est tenue du 26 au 27 novembre 2025 sous le thème *"Modernisation de l'archivage documentaire au service de la performance de la DGI : enjeux et perspectives"*. Aussi, la 5ème édition du prix de l'excellence de la DGI (PRIEX/DGI) a été organisée le 26 septembre 2025 et à l'occasion les mérites d'une cinquantaine de contribuables et d'agents ont été reconnus. Les ateliers bilan de la conférence annuelle et du PRIEX se tiendront en janvier 2026.

Pour terminer et relativement à la sensibilisation des agents sur le contenu du code de déontologie et d'éthique, 390 agents ont été sensibilisés par le Comité anti-corruption (CAC) de la DGI et le Conseil de discipline du MEF.

II.3.3.2 De la poursuite de la dynamisation de la politique sociale

S'agissant de l'élaboration de la stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI, la stratégie n'est pas disponible. Cependant, une (01) tournée de prise de contact et d'accompagnement psychosocial des agents a été effectuée dans les régions du Guiriko, de Tannounyan, du Djôrô, du Yaadga, du Nando et du Bankui dans le courant mois de décembre 2025.

Pour ce qui est de la mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement des agents lors des événements sociaux, des cellules sociales chargées d'accompagner les agents ont été mises en place dans toutes les structures de la DGI. Les rapports relatifs aux activités de ces cellules sont régulièrement produits. Un rapport de synthèse partiel a été élaboré sur la base des rapports d'activités reçus des différentes cellules.

Quant à la mise en œuvre de la stratégie d'accompagnement des agents de la DGI, l'activité n'a pas été réalisée.

II.3.4 De la repense de la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI

Trois (03) actions ont été programmées au titre de cet objectif stratégique : (i) Améliorer le partenariat avec les collectivités territoriales ; (ii) Dynamiser le partenariat avec les organisations professionnelles et (iii) Renforcer la collaboration avec les organisations internationales.

II.3.4.1 De l'amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales

Après la revue à mi-parcours du programme d'activités 2025, une seule activité a été retenue au titre de cette action. Il s'agit de la formation et de la sensibilisation des élus locaux, dans les Régions du Centre et des Hauts-bassins, sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal. Au 31 décembre 2025, on retient que l'atelier de formation et de sensibilisation dans la Région du Centre a eu lieu le 30 juin 2025 et celui des Hauts-Bassins le 25 juillet 2025.

II.3.4.2 De la dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles

S'agissant de la poursuite de la finalisation des conventions de partenariat avec les partenaires (Notaires, SONABEL, ONEA, DGPN, OGEB), aucune convention n'a été signée à la date du 31 décembre 2025. Toutefois, un draft de convention avec la SONABEL est disponible et les concertations avec l'ONEA sont très avancées.

Par ailleurs, cinq (05) structures sur huit (08) prévues ont reçu l'accompagnement de la DC dans le cadre de leurs activités de sécurisation foncière en milieu rural (PGPC/REDD+, ANDFOP, PReCA, IGB et DGFOMR).

Concernant (i) le renforcement des capacités des partenaires externes (notaires, avocats, …) en matière de gestion foncière et domaniale et (ii) l'organisation des cadres de concertations avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI dans le cadre de l'évaluation du Burkina Faso par les pairs du Forum mondial, ces deux (02) activités n'ont pas été réalisées.

II.3.4.3 Du Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales

Par rapport au renforcement d'une part de la participation de l'administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales, les cotisations relatives à la participation auxdites rencontres ont été assurées et la DGI a pris part à 41 rencontres, soit un taux de participation 89,13%.Quant au renforcement des missions d'assistance technique et de voyages d'études au sein des administrations fiscales étrangères, la DGI a bénéficié de l'assistance technique de l'African tax administration forum (ATAF) en 2025. La mission a eu lieu à Ouagadougou et portait sur la mise en œuvre de la TVA sur le commerce électronique.

II.4 Synthèse

La synthèse concerne l'exécution physique et financière.

S'agissant du taux d'exécution physique, le taux d'exécution globale du programme d'activités de la DGI au 31 décembre 2025 s'est établi à **62,05%**. Ce taux est en hausse de 3,79 points par rapport à 2024. Sur les 224 activités programmées, 115 ont été entièrement réalisées, soit un plus de la moitié des activités, 19 ont un taux d'exécution compris entre 75% et 100%, 13 ont un taux d'exécution compris entre 50% et 75%, sept (07) ont un taux d'exécution compris entre 25% et 50%, 16 ont un taux d'exécution compris entre 0% et 25% et enfin 54 activités n'ont pas connu de début de réalisation.

Quant au taux d'exécution financière, les sommes dépensées au 31 décembre 2025, pour la mise en œuvre de l'ensemble des activités planifiées de la DGI au titre de l'année 2025 se chiffrent à **2,036 milliards de F CFA** sur des prévisions révisées de **8,588 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **23,71%.** Ce faible taux d'absorption s'explique d'abord par la non-exécution de certaines grosses activités telles que la refondation des applications métiers de la DGI (1,321 milliards) et la mise en place du livre foncier électronique (0,485 milliards). En outre, cette situation se justifie par la mauvaise budgétisation de certaines activités telles que la construction du bâtiment du datacenter budgétisée, à 1 milliard pour une consommation de seulement 0,2 milliards à 90% de taux d'exécution. Il y a aussi le fait que la mise en place du système d'information foncière budgétisée à près du milliard porte sur plusieurs années et non seulement l'exercice 2025.

Enfin, il faut relever que plusieurs activités ont été exécutées sans incidence financière notamment au niveau de la direction de l'informatique dont les capacités ont été renforcées en personnel.

Au titre des activités relatives à l'accélération de la transformation numérique, le taux d'exécution physique s'est fixé à 57,98% pour un taux d'exécution financière de 15,38%. A ce niveau, la DGI a, en 2025, pu renforcer son système décisionnel (87,50%), la digitalisation des services offerts aux usagers (80,00%), la gouvernance et la sécurité de son système d'information (76,67%). En revanche, les activités de modernisation des fonctions de support et celle de la gestion foncière, domaniale et cadastrale affichent des taux de réalisation assez faibles respectivement de 26,67% et de 19,45%.

Concernant les activités de promotion du civisme fiscal, le taux d'exécution physique s'est établi à 65,60% contre un taux d'exécution financière de 22,19%. Pour cet axe stratégique, la DGI a su valoriser la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle (100% de réalisation des activités), améliorer ses relations avec les usagers/clients (100%), améliorer le processus de sélection des contribuables à contrôler (76,96%) et renforcer sa communication externe (75,00%) ainsi que le suivi et l'encadrement des services de contrôle (96,33%). Cependant, les activités de renforcement de la sécurité foncière et les services rendus aux usagers ont connus des résultats mitigés (49,45%). On retient qu'aucune activité n'a été menée au titre du renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal.

Pour ce qui de l'axe stratégique 3, l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles, le taux d'exécution physique s'est élevé à 62,56% contre un taux d'exécution financière de 54,10%. Dans l'ensemble, les activités programmées se sont bien réalisées notamment celles relatives à l'amélioration du cadre institutionnel et les capacités de pilotage (79,16%). Les activités liées à la dynamisation de la collaboration avec les partenaires affichent aussi un bon taux de réalisation (70,06%) même si le partenariat avec les organisations professionnelles est à améliorer (15,63%). Quant à la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités opérationnelles, elles affichent un taux de réalisation encourageant de 56,15% mais des efforts restent à faire au niveau du renforcement des compétences des acteurs (38,95%) et du partage de l'information au sein de la DGI (33,33%). Pour terminer, la DGI doit revoir sa stratégie de conduite du changement dont les activités présentent un taux de réalisation de 44,88%, ce taux est tiré vers le bas par la faible réalisation des activités de dynamisation de la politique sociale (31,25%).

Tableau 9 : Exécution du programme d'activités 2025 de la DGI au 31 décembre 2025 par axe et par objectif stratégique

Code activité	Objectifs/axes	Taux d'exécution physique	Montant estimatif (en milliers)	Montant exécuté (en milliers)	Taux d'exécution financière
TGE	**Taux Global d'Exécution**	**62,05%**	**8 588 441**	**2 036 395**	**23,71%**
1	**Axe 1 : Accélérer la transformation numérique**	**57,98%**	**6 523 501**	**1 003 236**	**15,38%**
OS 1.1	***Objectif stratégique 1 : Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI***	***65,56%***	***3 363 949***	***715 403***	***21,27%***
Action 1.1.1	Renforcer les infrastructures de production et d'exploitation	54,46%	2 793 294	629 684	22,54%
Action 1.1.2	Renforcer la gouvernance et la sécurité du système d'information	76,67%	570 655	85 719	15,02%
OS 1.2	***Objectif stratégique 2 : Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale***	***50,39%***	***3 159 552***	***287 833***	***9,11%***
Action 1.2.1	Optimiser l'exécution numérique des fonctions fiscales	38,33%	1 446 000	0	0,00%
Action 1.2.2	Renforcer le système décisionnel	87,50%	135 000	13 896	10,29%
Action 1.2.3	Moderniser la gestion foncière, domaniale et cadastrale	19,45%	1 456 552	268 966	18,47%
Action 1.2.4	Moderniser l'exécution des fonctions de support de la DGI	26,67%	90 000	0	0,00%
Action 1.2.5	Renforcer la digitalisation des services offerts aux usagers	80,00%	32 000	4 971	15,53%
2	**Axe 2 : Construire une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière**	**65,60%**	**263 001**	**58 347**	**22,19%**
OS 2.1	***Objectif stratégique 1 : Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients***	***56,25%***	***89 912***	***41 366***	***46,01%***
Action 2.1.1	Renforcer le cadre juridique incitatif au civisme fiscal	0,00%	PM	PM	PM
Action 2.1.2	Améliorer les relations avec les usagers/clients	100,00%	40 800	1 190	2,92%
Action 2.1.3	Renforcer la communication externe	75,00%	27 364	24 001	87,71%
Action 2.1.4	Contribuer au renforcement de la légitimité de l'impôt	50,00%	21 748	16 175	74,37%
OS 2.2	***Objectif stratégique 2 : Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme***	***91,10%***	***73 009***	***15 165***	***20,77%***
Action 2.2.1	Améliorer le processus de sélection des contribuables à contrôler	76,96%	1 000	1 000	100,00%
Action 2.2.2	Renforcer le suivi et l'encadrement des services de contrôle	96,33%	56 009	3 934	7,02%
Action 2.2.3	Valoriser la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle	100,00%	16 000	10 231	63,94%
OS 2.3	***Objectif stratégique 3 : Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients***	***49,45%***	***100 080***	***1 816***	***1,81%***
Action 2.2.4	Renforcer l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale	51,19%	55 400	0	0,00%
Action 2.2.5	Améliorer la qualité du service rendu aux usagers/clients	50,00%	12 680	1 816	14,32%

Code activité	Objectifs/axes	Taux d'exécution physique	Montant estimatif (en milliers)	Montant exécuté (en milliers)	Taux d'exécution financière
Action 2.2.6	Développer les offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales	47,16%	32 000	0	0,00%
3	**Axe : Amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles**	**62,56%**	**1 801 939**	**974 812**	**54,10%**
OS 3.1	***Objectif stratégique 1 : Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage***	***79,16%***	***1 042 542***	***774 937***	***74,33%***
Action 3.1.1	Renforcer le cadre institutionnel, les outils, les moyens, cadres de pilotage et les stratégies opérationnelles	70,73%	904 162	685 428	75,81%
Action 3.1.2	Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation	89,24%	112 880	89 509	79,30%
Action 3.1.3	Améliorer le système de contrôle interne	77,50%	25 500	0	0,00%
OS 3.2	***Objectif stratégique 2 : Renforcer les capacités opérationnelles***	***56,15%***	***381 209***	***84 026***	***22,04%***
Action 3.2.1	Améliorer le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral	67,50%	81 382	24 922	30,62%
Action 3.2.2	Renforcer les ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion	75,00%	52 700	0	0,00%
Action 3.2.3	Améliorer la gestion des ressources humaines	65,96%	39 450	8 410	21,32%
Action 3.2.4	Renforcer les compétences des acteurs	38,95%	192 677	50 694	26,31%
Action 3.2.5	Améliorer le partage de l'information au sein de la DGI	33,33%	15 000	0	0,00%
OS 3.3	***Objectif stratégique 3 : Mettre en place une stratégie de conduite du changement***	***44,88%***	***252 167***	***113 707***	***45,09%***
Action 3.3.1	Développer une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI	58,50%	227 167	112 845	49,67%
Action 3.3.2	Poursuivre la dynamisation de la politique sociale	31,25%	25 000	862	3,45%
OS 3.4	***Objectif stratégique 4 : Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI***	***70,06%***	***126 021***	***2 142***	***1,70%***
Action 3.4.1	Améliorer le partenariat avec les collectivités territoriales	100,00%	9 825	2 142	21,80%
Action 3.4.2	Dynamiser le partenariat avec les organisations professionnelles	15,63%	22 196	0	0,00%
Action 3.4.3	Renforcer la collaboration avec les organisations internationales	94,57%	94 000	0	0,00%

Source : *DGI/DPSR*

La mise en œuvre au 31 décembre 2025 des activités de la DGI ne s'est pas faite sans difficultés.

III DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres. Dans le cadre du présent rapport, nous retenons les plus importantes ci-dessous :

- l'insuffisance des ressources humaines notamment en personnel du cadre et d'appui d'une manière générale et plus concrètement en personnel spécifique surtout dans les domaines du contrôle interne, de la planification, du foncier, du cadastre et de l'informatique ;
- l'insuffisance des moyens matériels pour l'exécution des activités ;
- les incidents informatiques survenus sur les applications métiers couplés aux perturbations du réseau internet ;
- la situation sécuritaire qui limite les actions de recouvrement ;
- la persistance de l'incivisme et de la fraude fiscale ;
- l'indisponibilité du module e-Enregistrement ;
- la mise à disposition tardive des programmes de vérification ;
- l'exigüité et le manque de bâtiments administratifs notamment pour les CDI ;
- les interférences de plus en plus aigüe des courtiers informels dans les activités des GUF ;
- la non mise à jour des plans d'aménagement qui pourtant servent de base aux opérations d'évaluations.

Pour surmonter ces difficultés et améliorer la performance de la DGI, des recommandations stratégiques et opérationnelles s'imposent.

IV RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Les recommandations et suggestions suivantes sont formulées :

- renforcer les capacités de la DGI en personnel d'appui et en moyens matériels ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan de continuité des activités afin de surmonter les obstacles liés au défi sécuritaire ;
- renforcer les actions de promotion du civisme fiscal ;
- renforcer la mitigation des incidents informatiques et des infrastructures de communication ;
- mettre à jour les plans d'aménagement ;
- poursuivre la construction de bâtiments au profit des structures ;
- disponibiliser à temps les programmes de vérification ;
- mener des actions de sensibilisation à l'endroit des acteurs intervenant au niveau des GUF.

La mise en œuvre de ces recommandations constituera un levier essentiel pour renforcer l'efficacité de la DGI.

V PERSPECTIVES

Au titre des perspectives, il faut souligner :

- la poursuite des travaux de renforcement du Datacenter pour stabiliser le fonctionnement des applications métiers ;
- la poursuite de la digitalisation des procédures à travers la mise en place de la facturation électronique certifiée et la mise en production des différentes applications métiers en cours de développement ;
- la mise en œuvre du plan d'action opérationnel 2025 – 2027 de renforcement de l'intégrité à la DGI ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'investissement 2026 – 2030 de la DGI ;
- la mise en œuvre du plan intégré de formation continue 2025 - 2027 ;
- la poursuite de l'amélioration du système de contrôle interne de la DGI ;
- le renforcement de la communication et de la sensibilisation.

Avec ces initiatives, la DGI se positionne pour aborder l'année 2026 avec sérénité pour l'atteinte des objectifs à elle assignés.

CONCLUSION

Au terme de l'année 2025, la Direction générale des impôts a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'activités en cohérence avec les orientations du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) et du Plan stratégique 2023-2027. Les résultats enregistrés témoignent des efforts soutenus en matière de mobilisation des ressources intérieures, de modernisation de l'administration fiscale et d'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers.

En matière de mobilisation des recettes, la DGI a recouvré au profit du budget de l'Etat 1 578,837 milliards de FCFA pour une prévision de 1 574,917 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,25%, au bénéfice du Fonds de soutien patriotique la somme de 132,838 milliards de FCFA sur une prévision de 85 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 156,33% et au profit des budgets des collectivités 51,107 milliards de FCFA sur une prévision de 45,745 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 111,72%. Les performances enregistrées traduisent notamment les effets conjugués de l'amélioration de l'assiette fiscale, des actions de communication sur le civisme fiscal, du renforcement du contrôle fiscal et de la modernisation progressive des procédures. Elles confirment la contribution déterminante de l'administration fiscale au financement du budget de l'État et au soutien des politiques publiques.

Quant à la transformation numérique de l'administration fiscale, des avancées notables ont été réalisées à travers notamment le renforcement des infrastructures informatiques et la poursuite de la digitalisation des procédures fiscales, foncières et cadastrales. Ces initiatives contribuent à améliorer la transparence, la traçabilité des opérations et la qualité du service rendu aux contribuables.

Toutefois, la mise en œuvre du programme d'activités a été marquée par certaines contraintes, notamment des retards dans la réalisation de certaines activités structurantes, la persistance de défis organisationnels et les besoins en renforcement des capacités institutionnelles et techniques. Ces difficultés appellent à la poursuite des réformes engagées et à la consolidation des dispositifs de pilotage, de planification et de suivi-évaluation.

Au regard de ces résultats et des enseignements tirés de l'exercice 2025, la DGI entend intensifier ses efforts en 2026 afin de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, accélérer la transformation numérique, promouvoir davantage le civisme fiscal et améliorer la performance globale de l'administration fiscale. L'atteinte de ces objectifs nécessitera l'engagement constant de l'ensemble des acteurs ainsi que le renforcement de la collaboration avec les partenaires institutionnels et les contribuables.

ANNEXES

MJNISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

FICHE DE VALIDATION DE PROJET
Cette fiche devra obligatoirement être insérée dans le rapport final en première page des annexes

Instance de validation	Conseil de direction (CODIR)
Date et lieu de la validation	Mardi 07 mars 2026, salle Lumière de la Direction générale des impôts (DGI)
Intitulé du projet	Rapport d'activités au 31 décembre 2025 de la DGI
Références du projet	Note de service N°2024-0577/MEF/SG/DGI/DPSR du 20 septembre 2024 portant création du Secrétariat technique de suivi-évaluation (STS/E) du plan stratégique (PS) 2023 - 2027 de la DGI
Commanditaire	Direction générale des impôts
Structure porteuse	Direction de la prospective et du suivi des réformes (DPSR)
Contexte et justification	La Direction générale des impôts (DGI) s'est dotée d'un plan stratégique 2023- 2027 qui ambitionne de la transformer à l'horizon 2027 en une administration fiscale de services, moderne, performante et résiliente. L'atteinte de cette vision repose sur la disponibilité d'outils de pilotage et de suivi-évaluation conformément à l'objectif stratégique 3.1 « Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage ». Parmi ces outils figure le rapport d'activités. Il permet de faire le bilan des performances réalisées au titre du programme d'activités à des échéances précises, de tirer les leçons des insuffisances constatées et de dégager les perspectives pour les échéances futures ou de réajuster au besoin le programme. C'est dans ce sens que le présent rapport d'activités au 31 décembre 2025 a été élaboré.
Résumé synthétique du projet	Le programme d'activités initial de l'année 2025 de la DGI comportait **252** activités. Une revue à mi-parcours a été réalisée ramenant ainsi le nombre d'activités à **224** pour un budget prévisionnel de **8,588** milliards de francs CFA. Au 31 décembre 2025, le taux d'exécution physique global du programme d'activités de la DGI s'est établi à **62,05%**. Sur les **224** activités programmées, **115** ont été entièrement réalisées, **19** ont un taux d'exécution compris entre 75% et 100%, **13** ont un taux d'exécution compris entre 50% et 75%, **07** ont un taux d'exécution compris entre 25% et 50%, **16** ont un taux d'exécution compris entre 0% et 25% et enfin **54** activités n'ont pas connu de début de réalisation. En ce qui concerne l'exécution financière, le taux global s'est établi à **23,71%**. En effet pour la mise en œuvre de l'ensemble des activités planifiées au titre de l'année 2025, les sommes dépensées au 31 décembre 2025 se chiffrent à **2,036 milliards.**

Résultats atteints	Le rapport d'activités au 31 décembre 2025 a été élaboré et validé.
Points d'intérêts ou Points d'attention	Au regard des niveaux d'exécution physique et financière du programme d'activités 2025 moins satisfaisants, il est important dans le cadre de l'élaboration du programme d'activités 2026, de mettre l'accent sur les activités à fort impact et d'en assurer une bonne budgétisation.
Recommandations	Les recommandations suivantes ont été formulées : ✓ renforcer les capacités des points focaux en charge du suivi-évaluation du plan stratégique ; ✓ améliorer la synergie entre les points focaux et leurs premiers responsables dans le suivi de l'exécution du programme d'activités ; ✓ améliorer la programmation physique et renforcer le suivi de l'exécution financière des activités ; ✓ assurer la vulgarisation du rapport d'activités.
Observations et/ou conclusions de l'instance de validation	**Au titre des observations :** Prendre en compte les propositions d'amélioration du rapport qui ont été formulées. **Au titre des conclusions :** Les membres du Codir ont apprécié la qualité du travail rendu par le Secrétariat technique de suivi du PS. Ils ont validé le rapport d'activités au 31 décembre 2025 de la DGI sous réserve de la prise en compte des observations.

Signature / Porteur du dossier	Signature / Secrétaire de séance	Signature / Présidente de Séance
Directeur de la prospective et du suivi des réformes	*Chef de service du suivi et de l'évaluation des réformes*	*Directrice générale des impôts*
Hamadou KABORE *Chevalier de l'Ordre National*	**Kammité Romuald MANA** *Inspecteur des impôts*	**Eliane T. DJIGUEMDE** *Chevalier de l'Ordre de l'Etalon*

Tableau 10 : Etat comparé des recouvrements par nature d'impôts et taxes entre 2025 et 2024

Impôts et taxes	Recouvrements année 2024	Recouvrements année 2025	Taux de progression
Impôts sur les Sociétés (IS)	397 298 139 503	504 411 149 326	26,96%
Impôts Unique sur les Traitements et Salaire (IUTS)	176 796 299 519	188 110 394 032	6,40%
Impôts sur les Bénéfices Industriels Commerciaux et Agricoles (IBICA)	32 529 245 640	40 921 521 471	25,80%
Impôts sur les Bénéfices des professions non commerciales (IBNC)	13 307 529 723	25 730 139 549	93,35%
Impôts sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM)	89 460 753 369	142 288 151 761	59,05%
Impôts sur le Revenu Foncier (IRF)	8 284 157 285	8 871 493 811	7,09%
Taxe sur les Plus-Values immobilières (TPVI)	553 892 328	846 506 981	52,83%
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	1 191 897 129	3 693 539 236	209,89%
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	669 331 619	11 122 573 399	1561,74%
Total-Rub.711 : Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	**720 091 246 115**	**925 995 469 566**	**28,59%**
Taxe Patronale et d'Apprentissage (TPA)	20 130 394 092	22 306 514 334	10,81%
Total-Rub.712 : Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	**20 130 394 092**	**22 306 514 334**	**10,81%**
Droits d'Immatriculation et d'Inscription Foncière (DIIF)	**3 825 148 324**	**3 347 287 636**	-12,49%
Droits d'Immatriculation Foncière (DIF_IMMA)	1 460 420	2 976 148	103,79%
Droits d'Inscription Foncière (DIF_INSC)	329 115 038	106 515 675	-67,64%
Droits de Radiation Hypothécaire (DRH)	6 696 667	6 666 667	-0,45%
Droits d'Inscription de Bail Emphytéotique (DIBE)	10 946 286	60 319 200	451,05%
Droits d'Inscription de Commandement (DIC)	34 500	40 500	17,39%
Droits d'Inscription Hypothécaire (DIH)	1 815 916 894	1 561 019 310	-14,04%
Droits d'Inscription Hypothèque Judiciaire	2 497 953	12 049 752	382,39%
Droits de Renouvellement d'Hypothèque	382 631 649	356 013 451	-6,96%
Autres Droits de Publicité Foncière (DPF)	1 275 848 917	1 241 686 934	-2,68%
Total-Rub.713 : Impôts sur le patrimoine	**3 825 148 324**	**3 347 287 636**	**-12,49%**
Autres impôts directs	0	0	#DIV/0 !
Total-Rub.714 : Autres Impôts Directs	**0**	**0**	**#DIV/0 !**
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	307 789 507 316	355 778 527 179	15,59%
Taxe sur les Activités Financières (TAF)	70 023 755 685	66 183 852 818	-5,48%
Taxe spécifique sur le ciment	5 498 375 600	7 511 880 000	36,62%
Taxe Spécifique sur les Entreprises de Télécommunication (TS/ET)	12 030 317 452	12 593 720 558	4,68%
Taxe sur les boissons (TSB)	35 701 638 959	44 429 382 841	24,45%
Contribution du Secteur Boisson (CSB)-recettes des exercices antérieurs	8 380	8	-99,90%
Taxe sur les tabacs, cigares et cigarettes (T/Tabacs)	25 179 752 500	30 532 590 000	21,26%
Taxe sur les Emballages et Sachets Plastiques (TESPB&NB)	386 819	216 610	-44,00%
Taxe Unique sur les contrats d'Assurance (TUA)	7 806 341 734	7 855 994 963	0,64%
Total-Rub.715 : Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	**464 030 084 444**	**524 886 164 978**	**13,11%**
Droits de Mutation (DM)	**17 817 798 396**	**12 931 106 198**	-27,43%
Droits de Mutation d'Immeubles (DMI)	17 809 651 135	12 922 104 695	-27,44%
Droits de Mutation de Meubles (DMM)	1 361 800	6 165 608	352,75%
Droits de Mutation de Fonds de Commerce (DMFC)	6 785 461	2 835 895	-58,21%
Cessions de Parts (CP)	0	0	#DIV/0 !
Droits de Succession (DS)	428 193 301	622 176 542	45,30%

Impôts et taxes	Recouvrements année 2024	Recouvrements année 2025	Taux de progression
Droits de Donation (DD)	64 067 244	12 274 690	-80,84%
Droits de Timbres (DT)	**10 780 549 952**	**12 145 352 166**	12,66%
Droits de Timbres Mobiles (DTM)	1 788 404 382	2 338 724 201	30,77%
Droits de timbres électroniques (DT_ électronique)	1 420 348 814	1 640 983 103	15,53%
Droits de Timbres Payés sur état (DTE)	7 571 796 756	8 165 644 862	7,84%
Autres Droits d'Enregistrement (ADE)	53 838 642 602	72 623 909 563	34,89%
Total-Rub.716 : Droits de timbre et d'enregistrement	**82 929 251 495**	**98 334 819 159**	**18,58%**
Taxe sur les Jeux de Hasard (TJH)	326 912 154	1 736 509 176	431,19%
Taxe de Développement Touristique (TDT)	786 233 839	624 770 951	-20,54%
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	135 140 500	126 759 982	-6,20%
Autres recettes fiscales	0	0	#DIV/0 !
Total -Rub.719 : Autres recettes fiscales	**1 248 286 493**	**2 488 040 109**	**99,32%**
Total-Art.71 : Recettes fiscales	**1 292 254 410 963**	**1 577 358 295 781**	**22,06%**
Revenu du Domaine Immobilier	9 450	18 237 911	192893,77%
Ventes d'Imprimés	**31 590 216**	**39 853 330**	26,16%
Ventes d'Imprimés d'ASF (ASF)	11 500 762	6 213 716	-45,97%
Autres Imprimés (AI)	20 089 454	33 639 614	67,45%
Frais d'évaluation (FE)	302 264 250	170 804 780	-43,49%
Prestations des Services des impôts (PSI)	335 014 295	416 784 086	24,41%
Total-Rub.722 : Droits et frais administratifs	**668 878 211**	**645 680 107**	**-3,47%**
Pénalités	363 239 751	833 173 618	129,37%
Total-Rub.723 : Pénalités	**363 239 751**	**833 173 618**	**129,37%**
Vente de Terrain et d'Actif Incorporel (VTAI)	31 538 759	201 772	-99,36%
Total-Rub.729 : Autres recettes non fiscales	**31 538 759**	**201 772**	**-99,36%**
Total-Art.72 : Recettes non fiscales	**1 063 656 720**	**1 479 055 497**	**39,05%**
Total budget Etat (Art.71+Art.72)	**1 293 318 067 684**	**1 578 837 351 278**	**22,08%**
Patente	29 429 329 480	31 240 841 937	6,16%
Taxe de Résidence	1 053 058 846	1 204 492 035	14,38%
Taxe Foncière sur les Sociétés	2 535 952 531	2 362 429 060	-6,84%
Taxe Armes	36 816 300	41 013 650	11,40%
Taxe Voirie	25 231 530	27 961 282	10,82%
Licences	25 567 872	41 919 354	63,95%
Contribution Foncière sur les Propriétés Bâtis et Non Bâtis	567 622 131	677 301 066	19,32%
Taxe sur les Véhicules à Moteur	4 214 833 903	5 312 598 637	26,05%
Autres impôts directs locaux	305 260	1 200	-99,61%
Total impôts directs locaux (IDL)	**37 888 717 853**	**40 908 558 221**	**7,97%**
Taxe de Jouissance	7 346 166 612	6 312 296 356	-14,07%
Autres impôts indirects locaux	880 000	0	-100,00%
Total impôts indirects locaux (IIL)	**7 347 046 612**	**6 312 296 356**	**-14,08%**
Taxe Balayage	0	0	#DIV/0 !
Autres Taxes locales et assimilées		0	#DIV/0!
Total Taxes locales et assimilées (TLA)	**0**	**0**	**#DIV/0!**
Contribution des Micro-Entreprises	2 948 042 499	3 885 834 359	31,81%
Autres centimes additionnels et impôts synthétiques		0	#DIV/0!
Total Centimes additionnels et impôts synthétiques (CA et IS)	**2 948 042 499**	**3 885 834 359**	**31,81%**
Total budgets Locaux	**48 183 806 964**	**51 106 688 936**	**6,07%**
TOTAL BUDGET ETAT & BUDGETS LOCAUX	**1 341 501 874 648**	**1 629 944 040 214**	**21,50%**

Tableau 11: Etat des indicateurs de mise en œuvre des activités des unités de recouvrement

Indicateurs	DGE	DME-CI	DME-C II	DME-C III	DME-C IV	DME-C V	DME-HBS	DRI-BMHN	DRI-C	DRI-CE	DRI-CN	DRI-CO	DRI-CS	DRI-CSC	DRI-E	DRI-HBS	DRI-N	DRI-PCL	DRI-SHL	DRI-SO	DGI	Cibles	Source
Nombre de visites pédagogiques	6	30	4	8	9	6	2	18	75	33	0	0	5	9	0	9	3	3	2	0	**222**	**416**	UR
Actions de sensibilisation	PM	PM	PM	PM	PM	PM	8	30	59	14	0	0	2	5	0	2	2	4	1	1	**128**	**180**	UR
Nombre de structures touchées (mois de l'exemplarité fiscale)	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	200	34	34	0	13	12	3	0	21	14	10	12	58	**411**	**202**	UR
Nombre de contrôle de contrats de bail et des IRF sorties organisées	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	88	1201	87	10	88	103	24	0	556	72	0	4	70	**2303**	**2 800**	UR
Nombre de sessions des comités de traitement des contrôles des contrats de bail et des IRF tenues	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	42	495	17	12	0	4	0	0	192	0	0	2	3	**767**	**650**	UR
Nombre de sessions des comités d'apurement des RAR tenues	12	4	11	12	12	6	22	74	409	9	0	24	20	12	0	108	20	0	0	9	**764**	**500**	UR
Taux d'exécution du programme de vérification générale	56,67%	40,93%	58,17%	62,05%	58,59%	64,34%	95,24%	33,33%	52,62%	66,67%	15,69%	70,77%	64,29%	47,92%	66,67%	69,77%	63,33%	63,64%	25,58%	95,83%	**55,53%**	100,00%	DSF
Taux d'exécution du programme de vérification ponctuelle	76,47%	64,76%	93,00%	44,07%	100,00%	45,83%	80,39%	60,00%	38,18%	8,33%	0,00%	75,00%	100,00%	20,00%	37,50%	4,65%	45,45%	40,00%	200,00%	PM	**56,60%**	100,00%	DSF
Taux d'exécution du programme de contrôle sur pièces	131,43%	145,83%	152,17%	168,75%	245,31%	138,19%	91,67%	26,19%	183,33%	79,17%	73,33%	97,22%	59,26%	133,33%	83,33%	111,67%	51,85%	91,67%	58,33%	69,05%	**130,99%**	100,00%	DSF
Taux de couverture du contrôle fiscal	40,41%	29,01%	29,42%	28,34%	56,67%	38,23%	21,75%	8,76%	4,81%	10,26%	9,93%	20,29%	24,12%	22,92%	13,20%	8,69%	9,93%	15,93%	7,66%	23,21%	**13,94%**	PM	DSF
Taux de recouvrement des RAR cantonnées au 31/12/2024	9,01%	6,64%	5,56%	2,69%	15,33%	14,60%	5,83%	9,86%	4,15%	10,21%	7,00%	13,67%	8,86%	12,17%	5,04%	7,08%	3,40%	5,42%	13,68%	14,75%	7,66%	8,00%	DSF
Nouvelles immatriculations	0	88	113	67	1 719	0	1 052	1 827	18 828	1 607	1 219	1 523	1 018	1 111	691	3 552	1 199	805	462	784	37 665	PM	DSF
Désactivations	91	1 747	1 898	1 790	1 445	116	922	479	45 649	711	494	845	880	473	456	3 351	1 063	566	372	250	63 598	PM	DSF
Taux de défaillance chronique	0,00%	2,74%	0,40%	4,67%	1,88%	0,50%	1,20%	21,04%	9,17%	12,06%	4,80%	5,76%	3,24%	14,04%	9,92%	10,45%	4,29%	8,12%	28,00%	5,16%	6,95%	PM	DSF
Taux de contribuables actifs géolocalisés des RNI et RSI (DCI et DPI chefs-lieux de régions pour les DRI)	100,00%	91,79%	96,52%	91,07%	78,39%	95,14%	98,20%	64,77%	1389,00%	18,01%	53,33%	84,96%	91,30%	71,93%	23,81%	23,18%	93,12%	19,26%	55,35%	34,26%	46,14%	1. 100% (DGE) 2. 95% (DME) 3. 90% (DRI)	DSF
Taux de contribuables actifs réels	100,00%	99,92%	100,00%	100,00%	93,38%	100,00%	99,73%	77,89%	29,62%	98,81%	71,06%	99,30%	94,55%	71,93%	76,98%	22,06%	57,77%	80,79%	62,87%	99,77%	51,12%	100%	DSF
Taux de saisie des chiffres d'affaires	99,75%	99,83%	100,00%	99,60%	99,71%	100,00%	100,00%	95,21%	88,62%	93,75%	97,83%	99,63%	100,00%	75,38%	72,61%	94,86%	94,48%	100,00%	94,74%	100,00%	93,79%	100%	DSF

Indicateurs	DGE	DME-CI	DME-C II	DME-C III	DME-C IV	DME-C V	DME-HBS	DRI-BMHN	DRI-C	DRI-CE	DRI-CN	DRI-CO	DRI-CS	DRI-CSC	DRI-E	DRI-HBS	DRI-N	DRI-PCL	DRI-SHL	DRI-SO	DGI	Cibles	Source
(DCI et DPI chefs-lieux de régions pour les DRI)																							
Taux de saisie des déclarations TVA (DCI et DPI chefs-lieux de régions pour les DRI)	99,89%	99,34%	100,00%	99,90%	100,00%	100,00%	100,00%	99,77%	98,51%	75,93%	89,57%	100,00%	99,62%	94,75%	97,32%	95,41%	100,00%	100,00%	97,22%	100,00%	99,44%	100%	DSF
Taux d'adhésion aux téléprocédures (RNI & RSI)	100,00%	97,56%	97,64%	96,16%	89,45%	99,75%	99,70%	72,46%	82,23%	59,39%	75,74%	76,79%	75,80%	68,18%	68,92%	98,51%	82,63%	73,28%	57,33%	76,55%	84,77%	100%	DSF
Taux d'adhésion à la facture normalisée (Réels actifs)	98,24%	86,92%	86,68%	85,78%	21,95%	94,14%	25,93%	25,56%	50,73%	16,98%	28,17%	22,37%	24,87%	23,63%	31,80%	43,14%	23,49%	24,14%	31,37%	19,28%	38,33%	PM	DSF
Taux de télédéclaration	99,95%	99,97%	99,72%	100,00%	97,54%	99,97%	99,73%	9216,00%	95,86%	61,10%	59,79%	73,58%	89,14%	74,02%	46,80%	93,36%	59,02%	93,29%	42,86%	95,82%	95,68%	1. 98% (DGE & DME) 2. 90% (DRI)	DSF

Tableau 12 : Matrice de l'état d'exécution du programme d'activités 2025 au 31 décembre

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
	TOTAL PROGRAMMATION BUDGETAIRE					**8 588 441**		**74,18%**	**036 395**	**23,71%**		
Axe 1	**Accélération de la transformation numérique**	**La DGI a atteint une maturité de transformation numérique appréciable**	**Taux global de télédéclaration des impôts et taxes par les contribuables immatriculés à l'IFU**			**6 523 501**		**60,68%**	**1 003 236**	**15,38%**		
OS 1.1	**Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI**	**La continuité de service est assurée**	**Taux de disponibilité informatique**			**3 363 949**		**67,12%**	**715 403**	**21,27%**		
		La capacité du Datacenter est accrue	**Taux d'accroissement de la capacité du Datacenter**									
Action 1.1.1	**Renforcement des infrastructures de production et d'exploitation**	**La performance du système d'information est assurée**	**Taux de couverture des besoins de stockage**			**2 793 294**		**57,58%**	**629 684**	**22,54%**		
			Taux de couverture de la puissance de calcul									
			Taux de disponibilité du réseau informatique									
			Disponibilité d'un Datacenter de secours									
			Taux d'équipement informatique									
A1.1.1.1	Renforcer les capacités du Datacenter (boubouan)	La capacité de stockage du Datacenter est passée de 535 To à 940 To	Capacité de stockage	535To	940 To	198 800	La capacité de stockage du Datacenter est passé de 535 à 915 To soit une augmentation de 380 To donc un taux de réalisation de 97,34%	97,34%	136 511	68,67%	-	DI
		Des serveurs de production et de sauvegarde sont acquis	Nombre de serveurs acquis	5	5		Un (01) serveur a été acquis	20,00%			Les 05 serveurs acquis en 2024 ont été installé en 2025 plus un serveur acquis en 2025	DI
		La capacité de la bande passante internet est passée de 30 Mbps à 50 Mbps	Capacité de bande passante	30Mps	50 Mbps		La capacité de la bande passante internet est actuellement à 50 Mbps.	100,00%			-	DI
A1.1.1.2	Mettre en place un Datacenter de secours (distant d'au moins 100 km)	La DGI dispose du bâtiment du Datacenter de secours à une distance d'au moins 100 Km	Disponibilité du bâtiment du Datacenter	Non	Oui	1 000 000	Les travaux de construction du bâtiment du Datacenter sont en cours de finition.	89,55%	197 841	19,78%	Une surestimation du budget initial (1 000 000 000 FCFA) a été constatée, ce qui a contribué à un faible taux d'exécution financière.	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A1.1.1.3	Renforcer le réseau informatique	Dix-sept (17) sites de la DGI sont interconnectés au RESINA	Nombre de sites de la DGI interconnectés au RESINA	12	5	855 000	Cinq (05) sites ont été connecté au RESINA soit un taux de réalisation de 29,41%	29,41%	190 963	22,33%	En rappel 14 sites ont été interconnectés en 2024. Le taux d'exécution faible s'explique par une surestimation de la cible qui n'a pas tenu compte des réalisations de 2024	DI
		Des liaisons redondantes sont créées	Nombre de liaisons redondantes mises en place	0	5		Activité non réalisée	0,00%			Activité prise en charge par une structure partenaire (ANPTIC), entraînant une dépendance dans l'exécution.	DI
		Des sites de la DGI sont dotés d'énergie alternatives	Nombre de sites de la DGI dotés d'énergie alternative	12	12		Trois (03) sites de la DGI ont été dotés d'énergie alternative notamment d'énergie solaire	0,00%			-	DI
		Des sites névralgiques du RESINA sont dotés d'énergie alternatives	Nombre de sites du RESINA dotés d'énergie alternative	0	5		Activité non réalisée	0,00%			Activité prise en charge par une structure partenaire (ANPTIC), entraînant une dépendance dans l'exécution.	DI
		Les réseaux de la DGI sont cartographiés	Pourcentage de réseaux locaux identifiés en début d'année cartographiés	20%	100%		Les réseaux de la DGI sont en train d'être cartographiés.	15,00%			-	DI
A1.1.1.4	Acquérir des licences d'exploitation	Des licences d'exploitation sont acquises	Nombre de licences acquises		22	612 494	Des licences d'exploitation ont été acquises	100,00%	36 677	0,00%	-	SF
A1.1.1.5.NA	Réaliser les travaux d'intégration en base unique de sintax et de esintax	Les bases sintax et de esintax sont unifiées en base unique	Disponibilité de la base unifiée	NA	Oui	5 000	Les travaux de l'unification des deux bases ont été réalisés et déployé en test. Un atelier de diagnostic de compréhension a été réalisé et la prise en mains des deux bases a été réalisé.	100,00%	3 972	79,44%	-	DI
A1.1.1.6.NA	Identifier et de modéliser les besoins fonctionnels pour la mise à niveau du système d'information de gestion de l'identifiant financier unique	Les besoins fonctionnels de la mise à niveau du système d'information sont identifiés et modélisés	Pourcentage de besoins identifiés et modélisés	NA	100%	9 600	Les besoins fonctionnels de la mise à niveau du système d'information ont été identifiés et modélisés	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DI
A1.1.1.7.NA	Développer les programmes informatiques pour la mise à niveau du système d'information de gestion de l'identifiant financier unique	Le logiciel IFU est mis à jour	Taux de mise à jour du logiciel IFU	NA	100%	7 400	La mise à jour du logiciel IFU a été effectuée. Le déploiement se fera en 2026	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DI
A1.1.1.12.NA	Mettre à niveau les interfaces entre DGI et l'ISND	Les interfaces entre la DGI et l'INSD sont mis à jour	Taux d'interface mise à jour	NA	100%	10 000	TDR rédigés et non signés	10,00%	-	0,00%	-	DI
A1.1.1.13.NA	Mettre à niveau les écrans de consultation pour l'INSD	Les écrans de consultations de l'INSD sont mis à jour	Taux d'écrans de consultation mis à jour	NA	100%	10 000	TDR rédigés et non signés	10,00%	-	0,00%	-	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A1.1.1.14.NA	Acquérir des ordinateurs spécifiques pour les informaticiens et les statisticiens de la DGI	Des ordinateurs sont acquis pour les informaticiens et les statisticiens de la DGI	Nombre d'ordinateurs acquis	NA	20	85 000	30 ordinateurs ont été acquis	150,00%	63 720	74,96%	-	DI
Action 1.1.2	**Renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'information**	**L'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données sont assurées**	**Niveau de conformité du système d'information**			**570 655**		**76,67%**	**85 719**	**15,02%**		
			Taux de vulnérabilité									
			Taux d'applications couvertes par une politique de gestion d'accès									
			Taux des acteurs sensibilisés à la sécurité informatique									
			Nombre d'accès non autorisés sur les applications sensibles									
			Taux de résolution d'incidents									
			Taux de conformité des applications avec les normes nationales et internationales									
A1.1.2.2	Renforcer la sécurité du Datacenter (boubouan) et des applications métiers	Des équipements de sécurité sont acquis, installés et configurés	Nombre d'équipements de sécurités acquis, installés et configurés	11	12	105 000	Neuf (09) équipements de sécurités ont été acquis mais n'ont pas encore été installés et configurés.	75,00%	56 735	54,03%	-	DI
		La sécurité de l'accès physique au Datacenter est renforcée	Disponibilité du dispositif de sécurité d'accès physique du Datacenter	Non	Oui		Le dispositif de sécurité de renforcement d'accès physique était en cours de finition	90,00%			Il reste la réception	DI
		Des zones d'accès sécurisé des données sont mises en place	Nombre de zones d'accès sécurisé des données mises en place	2	4		Les zones d'accès sécurisées aux données sont en cours avec un taux de réalisation de 75%	75,00%			-	DI
		Le système de contrôle d'accès est implémenté	Disponibilité du système de contrôle d'accès	Non	Oui		Les termes de référence ont été élaborés. L'activité demeure au stade préparatoire, sans mise en œuvre effective à la date du 31 décembre 2025.	25,00%			-	DI
A1.1.2.3	Réaliser une évaluation du système d'information de la DGI	L'évaluation du système d'information de la DGI est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	150 000	Deux (02) évaluations du système d'information de la DGI ont été réalisés	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A1.1.2.4	Réaliser un audit de sécurité du système d'information de la DGI	L'audit de sécurité du système d'information de la DGI est réalisé	Disponibilité du rapport d'audit	Non	Oui	150 000	L'audit de sécurité du système d'information a été réalisé	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DI
A1.1.2.6	Renforcer le cadre juridique du système d'information	Des protocoles d'échange de données sont élaborés	Nombre de protocoles d'échange de données élaborés	0	4	23 000	Trois protocoles d'échange de données ont été élaborés	75,00%	-	0,00%	ONEA, DOUANE et SONABEL	DI
		Le rapport de conformité des applications est élaboré	Nombre de rapport de conformité	2	2		Deux (02) rapport de conformité des applications a été élaborée	100,00%			-	DI
A1.1.2.7	Assurer la maintenance des applications métiers et du système décisionnel	Les contrats de maintenance de SINTAX et du système décisionnel sont signés	Nombre de contrats de maintenance signés	2	1	120 000	Aucun contrat de maintenance n'a été signé au cours de l'année 2025	0,00%	28 984	24,15%	Le contrat de maintenance de SINTAX est arrivé à terme en 2024 et le contrat de maintenance du système décisionnel est toujours en cours. Au regard de l'importance du personnel de la DI les maintenances des plateformes sont assurées en interne	DI
		Les rapports de maintenance sont produits	Nombre de rapports de maintenance	2	4		Les rapports de maintenance ont été produits	100,00%			-	DI
		L'outil SINTAXNET est mis à niveau	Disponibilité de l'outil SINTAXNET mis à niveau	Non	Oui		La plateforme sintaxnet est mise à jour et migré en java	100,00%			-	DI
		L'application gestion des tâches est migrée en Java	Disponibilité de la nouvelle version de l'application gestion des tâches	Non	Oui		L'application gestion des tâches a été migré en Java	100,00%			Activité réalisée sans incidence financière	DI
		Les flux de données SINTAX-eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des flux de données	33%	95%		Les flux de données SINTAX-eSINTAX ont été corrigés	100,00%			-	DI
		Les bugs et les insuffisances de eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des bugs	95%	100%		Les bugs et les insuffisances de eSINTAX ont été corrigés	100,00%			-	DI
A1.1.2.9	Vulgariser la politique de sécurité et la charte informatique	Des agents sont sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Nombre d'agents sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Non	500	22 655	Les TDR ont été rédigés	10,00%	-	0,00%	Les formations n'ont pas été inscrites dans plan de formation de 2025 entrainant un manque de budget	DI
OS1.2	**Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale**	**Les coûts et les délais de gestion de l'impôt et de délivrance des actes sont réduis**	**Nombre d'usagers qui utilisent les services en ligne**			**3 159 552**		**54,24%**	**287 833**	**9,11%**		
			Taux de contribuables actifs de la DGE et des DME qui utilisent les téléprocédures									
			Taux de contribuables actifs des autres									

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
			segments qui utilisent les téléprocédures									
			Taux d'actes traités dans les délais									
Action 1.2.1	**Optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales**	**L'exécution numérique des fonctions fiscales est améliorée**	**Taux de fonctions fiscales numériques améliorées**			**1 446 000**		**38,33%**	**-**	**0,00%**		
			Nombre de fonctions fiscales numériques implémentées									
			Nombre de sources de données intégrées au système décisionnel									
			Nombre d'indicateurs intégrés au système décisionnel									
			Disponibilité d'un système intégré des procédures fiscales									
			Disponibilité d'un système de facturation électronique									
A1.2.1.1	Refondre les applications métiers de la DGI	Le consultant pour l'assistance à la conception et au développement des fonctionnalités du système intégré est recruté et les informaticiens sont formés	Taux de prise en compte des fonctions fiscales par les applications métiers	0	100%	1 321 000	Le consultant a été recruté, la notification provisoire lui a été faite mais le contrat n'est encore signé	25,00%	-	0,00%	-	DI
		Les fonctionnalités du logiciel IFU sont améliorées	Taux des fonctionnalités du logiciel IFU améliorées	0	100%		Le logiciel IFU est en cours d'amélioration avec un taux de réalisation de 90% au 31 décembre 2025	90,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DI
A1.2.1.2	Mettre en place un système de facturation électronique certifiée	La facture électronique certifiée est opérationnelle à la DGE et dans les DME	Existence du dispositif configuré	- Consultant recruté - 250 SECeF acquis et configurés - 200 cartes SIM acquis et configurés - le logiciel SYGMEF installé - 150 contribuables identifiés pour phase pilote	Généralisation de la réforme aux contribuables DGE et des DME	125 000	La phase pilote a été réalisée. Toutefois, la facturation électronique certifiée n'a pas été généralisée à la DGE et dans les DME	0,00%	-	0,00%	Le lancement officiel de la réforme a eu lieu le 06 janvier 2026	DI
Action 1.2.2	**Renforcement du système décisionnel**	**Le recoupement d'information et la prise de décision opérationnelle et stratégique sont améliorés**	**Nombre de décisions prises sur la base des données du système décisionnel**			**135 000**		**94,43%**	**13 896**	**10,29%**		

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A1.2.2.1	Intégrer de nouveaux indicateurs au système décisionnel	De nouveaux indicateurs sont intégrés au système décisionnel	Nombre de nouveaux indicateurs intégrés au système décisionnel		-	100 000	Des nouveaux indicateurs ont été intégrés suite à l'interface avec l'ONEA et la SONABEL	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DI
A1.2.2.2	Intégrer des données de sources internes et externes dans le système décisionnel	Les données de sources internes et externes sont intégrées dans le système décisionnel	Nombre de sources de données intégrées		4	30 000	Les données de la SONABEL et de la SONASP ont été intégrées dans le système décisionnel	50,00%	8 525	28,42%	-	DI
A1.2.2.3	Assurer la collecte, la diffusion et le suivi de l'exploitation des données du système décisionnel	Les données du système décisionnel sont collectées et diffusées	Nombre de contribuables détectés suite à l'analyse risque		-	5 000	783 contribuables ont été détectés suite à l'analyse risque	127,73%	5 371	107,42%	-	DERF
		L'interface avec la SONABEL est fonctionnelle	Une connexion fonctionnelle existe entre la DGI et la SONABEL				La connexion fonctionnelle existe entre la DGI et la SONABEL	100,00%			La consommation financière concerne seulement l'interface la DGI et la SONABEL	DERF
Action 1.2.3	**Modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale**	**L'exécution des procédures foncières, domaniales et cadastrale est dématérialisée aux fins de sécurisation foncière et d'évaluation massive des propriétés foncières**	**Taux de numérisation des documents fonciers et cadastraux**			**1 456 552**		**31,76%**	**268 966**	**18,47%**		
			Taux de procédures foncières et cadastrales digitalisées									
			Taux de communes disposant d'un plan cadastral									
			Disponibilité d'un fichier à jour des titulaires de droits réels immobiliers									
			Disponibilité du SIF									
			Taux de déploiement du SIF au niveau national									
			Taux d'accroissement des recouvrements des impôts fonciers									
A1.2.3.1	Assurer la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI	Des références cadastrales sont numérisées	Nombre de références cadastrales numérisées	218 679	100 000	25 000	186 203 références cadastrales ont été numérisées	186,20%	0	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	
		Des plans cadastraux des zones non aménagées sont numérisés	Nombre de plans cadastraux numérisés		351		Les plans cadastraux de la commune de Ouagadougou et des six (06) communes rurales de la région du	2,80%			-	DC

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
							centre ont été numérisés, soit 07/250.					
A1.2.3.2	Mettre en place le livre foncier électronique	La tenue des registres et livres fonciers est dématérialisé	Disponibilité du livre foncier électronique		Oui	485 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DADF
A1.2.3.3	Mettre en place le système d'information foncière (SIF)	Les fonctionnalités de l'application SYC@D sont améliorées pour intégrer les procédures du foncier et des domaines jusqu'au livre foncier	Disponibilité de SYC@D améliorée	Consultant recrutéDeux procédures de titre intégrées à SYC@D, procédure d'archivage des PV, Procédure de saisie des attributaires, délivrance d'attestation d'attribution de parcelle	Oui	946 552	Le lancement de l'application a eu lieu le vendredi 21 mars 2025. A ce jour:- Les plans cadastraux sont numérisés et chargés dans SYCAD. La plateforme contient donc à ce jour 670 286 références cadastrales numérisées - les attestations d'attribution de parcelles sont exclusivement délivrées sur la plateforme ; - les attestations d'acquit de droit à la suite de mutations de parcelles sont exclusivement délivrés dans SYCAD - les arrêtés de cession définitives aboutissant à la création de titres fonciers sont délivrés sur la plateformes (les premiers arrêtés ont pu être signés après des ajustements techniques) - les extraits cadastraux sont délivrés à partir de la plateforme	33,33%	268 966	28,42%	-	DI
		L'interface entre SYC@D et eCADASTRE est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et eCADASTRE	Non	Oui		Activité non réalisée	0,00%			-	DI
		L'interface entre eCADASTRE et SINTAX est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et SINTAX	Non	Oui		Activité non réalisée	0,00%			-	DI
		L'application eCADATRE est maintenue pour corriger les insuffisances	Disponibilité de eCADASTRE améliorée	Non	Oui		Activité non réalisée	0,00%			-	DI
Action 1.2.4	**Modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI**	**L'exécution de la fonction support de la DGI est informatisée**	**Taux de fonctions support numérisées**			**90 000**		**26,67%**	**-**	**0,00%**		
A1.2.4.1	Informatiser la gestion des ressources humaines	Le logiciel de gestion des ressources humaines est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion des ressources		Oui	60 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	2 026	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A1.2.4.2	Informatiser la gestion des archives et de la documentation administrative	Le logiciel de gestion des archives et de la documentation administratives conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion des archives et de la documentation administratives		Oui	25 000	La conception, la modélisation et le développement ont été réalisés	80,00%	-	0,00%	-	DI
A1.2.4.3	Informatiser la gestion financière	Le logiciel de gestion financière est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion financière		Oui	5 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DI
Action 1.2.5	**Renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers**	**Les services rendus aux usagers sont améliorés**	**Nombre d'adhérents aux téléprocédures**			**32 000**		**80,00%**	**4 971**	**15,53%**		
			Taux de télédéclaration									
			Taux de télépaiement									
			Taux de services fonciers offerts en ligne									
			Taux de services fiscaux offerts en ligne									
A1.2.5.1	Poursuivre l'implémentation des téléprocédures	La déclaration de la liasse des compagnies d'assurance est des banques est implémentée dans eLiasse	Disponibilité de la déclaration de la liasse des compagnies d'assurance et des banques et implémentée dans eLiasse	Non	Oui	7 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	La déclaration de la liasse des compagnies d'assurance et des banques sera prise en compte dans la version JAVA de Esintax	DI
		Le module eCME est effectif	Effectivité du module eCME	Kits eCME acquis	Oui		Le module eCME est installé, configuré sur chaque kit et distribuer dans les structures opérationnelles retenues. Il reste la formation	100,00%			Activité réalisée sans incidence financière	DI
		Le paiement en ligne des impôts et taxes fonciers (TJ, CF, IRF, DIIF, etc.) est implémenté	Effectivité des paiements en ligne des impôts et taxes fonciers		Oui		Certains impôts peuvent être payés en ligne, les autres sont en cours d'implémentation dans SYC@D. Le consultant travaille pour le rendre opérationnel	100,00%			Activité réalisée sans incidence financière	DI
		Le module de demande de quitus fiscal en ligne est effectif	Effectivité du module de demande de quitus fiscal en ligne	Non	Oui		L'application de demande de quitus fiscale est développée et mise en ligne.	100,00%			Activité réalisée sans incidence financière	DI
A1.2.5.2	Informatiser l'ensemble des services rendus aux usagers	De nouveaux services en ligne sont développés au profit des usagers	Nombre de nouveaux services en ligne développés	Non réalisé	1	25 000	L'attestation de revenu des parents, les certificats d'imposition, de non-imposition et d'exonération ont été informatisé	100,00%	4 971	19,88%	-	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
Axe 2	**Construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière**	**Le citoyen adhère à l'impôt et à la recherche de la sécurité foncière**	**1. Taux des déclarations spontanées 2. Taux de paiement des déclarations spontanées**			**263 001**		**94,51%**	**58 347**	**22,19%**		
OS2.1	**Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients**	**Les usagers/clients sont satisfaits de l'engagement de la DGI à leur service**	**Taux de satisfaction des usagers clients**			**89 912**		**68,75%**	**41 366**	**46,01%**		
Action 2.1.1	**Renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal**	**Les usagers/clients sont satisfaits des mesures incitatives définies**	**1. Taux de satisfaction des usagers /clients 2. Taux des contribuables ayant le statut civique**			**PM**		**0,00%**	**PM**	**PM**		
A2.1.1.1	Procéder à un allègement du régime des sanctions applicables (Réduction sensible des taux de pénalités)	Le régime des sanctions est allégé dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI		Oui	PM	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DLC
A2.1.1.2	Proposer des mesures d'allègement des droits au profit des contribuables de bonne foi en matière de recours gracieux	Une prérogative d'allègement des sanctions au profit des contribuables de bonne foi est inscrite dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI		Oui	PM	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DLC
A2.1.1.3	Instituer un mécanisme de réduction d'impôts au profit des meilleurs contribuables reconnus par l'administration fiscale	Une disposition portant réduction d'impôts au profit des meilleurs contribuables est inscrite dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI		Oui	PM	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DLC
A2.1.1.4	Prévoir dans le CGI le principe du contrôle pédagogique (contrôle sans émissions de droits et/ou de pénalités)	Une disposition portant contrôle pédagogique est inscrite dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI		Oui	PM	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DLC
A2.1.1.5	Définir un régime spécifique de l'ASF pour les entreprises citoyennes	Un régime spécifique de l'ASF pour les entreprises citoyennes est défini	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI		Oui	PM	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DLC
Action 2.1.2	**Amélioration des relations avec les usagers/clients**	**Les usagers ont une bonne perception de l'administration fiscale**	**1. Taux des usagers clients ayant une bonne perception de la DGI2. Nombre de plaintes, conflits3. Nombre des usagers/clients qui interagissent avec l'administration**			**40 800**		**100,00%**	**1 190**	**2,92%**		
A2.1.2.3	Réaliser une enquête d'opinion et de satisfaction	Une enquête d'opinion et de satisfaction est réalisée	Disponibilité du rapport d'enquête		Oui	33 000	L'enquête de satisfaction a été réalisée en	100,00%	-	0,00%	-	SCRP

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
							collaboration avec la DI sur la plateforme eDOCUMENT					
A2.1.2.5	Organiser la rentrée fiscale	La 10 -ème rentrée fiscale est organisée	Disponibilité du rapport de tenue de la rentrée fiscale		Oui	7 800	La 10 -ème rentrée fiscale a été organisée le vendredi 10 janvier 2025 et était placée sous le thème "Pour un Burkina Faso résilient et souverain, je déclare et je paie mes impôts"	100,00%	1 190	15,26%	-	SCRP
Action 2.1.3	**Renforcement de la communication externe**	**Les usagers/clients sont satisfaits de la communication de la DGI**	**1. Le taux de satisfaction 2. Le nombre de supports utilisés pour diffuser les messages 3. Nombre de personnes touchées**			**27 364**		**125,00%**	**24 001**	**87,71%**		
A2.1.3.3	Participer à la cérémonie de récompense des journalistes (Concours Prix Gallian)	Un (01) prix spécial est décerné	Disponibilité du rapport de tenue des Prix Gallian	Oui	Oui	3 500	La DGI a participé à la cérémonie de récompense des journalistes, concours "Prix Galian", 28ème édition organisée le 13 juin 2025. Le lauréat du prix spécial de la DGI a été Monsieur BONKOUNGOU Soumaïla avec son œuvre intitulé "villas et appartements meublés: de l'anarchie dans un business florissant".	100,00%	2 500	71,43%	-	SCRP
A2.1.3.8.NA	Assurer la participation de la DGI au tour du Faso 2025	La participation de la DGI au tour du Faso 2025 est assurée	Disponibilité du rapport de participation au tour du Faso 2025	Oui	Oui	21 000	La DGI a pris part au 36ème Tour du Faso qui s'est déroulé du 24 octobre au 02 novembre 2025 en parrainant l'écharpe du plus jeune coureur combatif burkinabé	100,00%	20 000	95,24%	-	SCRP
A2.1.3.9.NA	Produire et publier des articles à caractère fiscal sur les différentes plateformes de la DGI	Des articles de presse sont produits et publiés	Nombre d'articles produits et publiés	112	120	PM	168 articles ont été produits et publiés sur les plateformes de communication de la DGI en 2025	140,00%	PM	PM	-	SCRP
		Des vidéos intitulées "Dans les couloirs de la DGI" sont produites et publiées	Nombre de vidéos produites	0	10	PM	36 vidéos de la rubrique ont été produites et diffusées sur les plateformes de communication de la DGI	360,00%	PM	PM	-	SCRP
		Des numéros de Fisc infos sont produits et publiés	Nombre de numéros produits	3	4	2 864	Le numéro du dernier trimestre de 2024 a été produit et un numéro double du 1er semestre de 2025 a aussi été produit, Le numéro du 2e semestre est en cours de production	50,00%	1 501	52,41%	-	SCRP

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A2.1.3.10.NA	Organiser une campagne de sensibilisation des contribuables sur les procédures et règles d'immatriculation	Une campagne de sensibilisation des contribuables sur les procédures et règles d'immatriculation est organisée	Disponibilité du rapport de sensibilisation		oui	15 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Activité reportée en 2026 pour prendre en compte la Facture électronique certifiée qui a été lancée officiellement le 06 janvier dernier,	SCRP
Action 2.1.4	**Contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt (transparence, redevabilité, gouvernance fiscale).**	**Les citoyens ont compris le rôle et la nécessité de l'impôt**	**1. Taux de satisfaction des usagers/clients quant à l'utilisation du produit de l'impôt 2. Nombre de contrôles externes de l'administration fiscale disséminées 3. Nombre d'actions de redevabilité**			**21 748**		**50,00%**	**16 175**	**74,37%**		
A2.1.4.1	Organiser le mois de l'exemplarité fiscale	Le mois de l'exemplarité fiscale est organisé	Nombre de structures publiques ayant participé au mois de l'exemplarité fiscale		15	10 000	Les Journées de l'exemplarité fiscale, édition 2025, ont été lancées le 21 février par le Ministre de l'économie et des finances au sein de son département. Ces Journées ont été tenues dans toutes les treize (13) régions sous la houlette des Directions régionales des impôts et de concert avec les gouvernorats. Dans la région du Centre, ce sont au total vingt (20) ministères, institutions et sociétés qui ont été touchés. Au cours de ces journées, 81 462 271 ont été recouvrés.	100,00%	1 040	10,40%	Dans la région du Centre les structures touchées sont: - la Présidence du Faso; - la Primature; - l'Assemblée législative de la transition; - 14 ministères; - le Conseil régional du Centre; - la SONABEL ; - la société Burkina équipements	SCRP
A2.1.4.3	Organiser en collaboration avec une collectivité locale une journée de redevabilité sur les impôts locaux	Une (01) journée de redevabilité est organisée en collaboration avec une collectivité locale	Disponibilité du rapport de tenue de la journée de redevabilité		Oui	5 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	SCRP
A2.1.4.4,NA	Organiser des sessions de sensibilisation des contribuables sur la facturation électronique certifiée	Des sessions de sensibilisation des contribuables sur la facturation électronique certifiée sont organisées	Nombre de sessions	NA	10	6 748	05 sessions ont été réalisées. - Cent cinquante (150) contribuables du régime du réel normal d'imposition (DGE, DME CI, DME CII, DME CIII et DME CV) sélectionnés pour prendre	50,00%	15 135	224,29%	-	DOS

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
							part à la phase pilote ont été sensibilisés sur la réforme du 04 au 06 décembre 2024 et du 20 au 24 janvier 2025 ; - vingt-neuf (29) contribuables des DME I, II, III, et V ont été sensibilisés sur la réforme et former à l'utilisation des UF; - quinze (15) contribuables de la DME-HBS ont été sensibilisés sur la réforme et former à l'utilisation des UF). du 28 au 29 janvier 2025 à Ouaga première phase, du 26 au 30 mai 2025 à Ouaga deuxième phase, du 02 au 04 juin 2025 à Bobo					
OS2.2	**Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme**	**Les contribuables ayant bénéficié des actions de contrôle ont un meilleur comportement fiscal**	**1. Taux de déclarations spontanées des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique** **2. Taux de conformité aux règles fiscales**			**73 009**		**160,04%**	**15 165**	**20,77%**		
Action 2.2.1	**Action 2.2.1 : Amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler**	**Les contribuables présentant les plus grands risques sont prioritairement programmés**	**1. Taux de dossiers programmés suivant l'analyse risques informatisée**			**1 000**		**103,78%**	**1 000**	**100,00%**		
A2.2.1.2	Elaborer les programmes de vérifications principalement sur la base de l'analyse risque informatisée (intégrer la cartographie des risques dans la base de données	Les programmes de vérifications sont élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée	Pourcentage des programmes de vérifications élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée		60%	1 000	Les deux quantums du programme de vérification de l'année 2025 ont été élaborés principalement sur la base de l'analyse risque informatisée. Ces programmes sont composés de 1 754 contribuables, dont 1 371 pour les vérifications générales (VG) et 383 pour les vérifications ponctuelles (VP). Parmi ces contribuables,1 617 ont été sélectionnés sur la base de l'outil d'analyse de risque automatisé, ce qui	153,65%	1 000	0,00%	Faire évoluer la cible après l'évaluation et la mise à jour du dispositif de sélection	DCF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
							représente un taux de 92,19% des dossiers programmés. En comparaison avec l'objectif de 60%, le taux d'exécution physique atteint est de 153,65%.					
A2.2.1.3	0	Des programmes spéciaux de vérification sont élaborés	Pourcentage des dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles et pertinentes reçues		90%	PM	Des programmes spéciaux fondés sur les informations pertinentes non encore intégrées à la base de données ont été élaborés dont, deux (02) programmes commandités par le MEF visant 11 contribuables . Parallèlement, un (01) programme de la DGI relatif au contrôle de l'application des textes du Fonds de soutien patriotique (FSP) concernant 84 contribuables a été élaboré. A cela s'ajoutent cinq (05) propositions de programmes de vérification faisant suite à des enquêtes (portant sur 07 contribuables) et dix (10) programmes proposés par les UR (portant sur 28 contribuables). En outre, un programme proposé par le Conseil national de sécurité de l'Etat (CNSE), s'appuyant sur les écarts identifiés par un module spécifique du projet Revenue Assurance (RA) et ciblant les trois opérateurs de téléphonie ainsi qu'une entreprise de transfert d'argent, a été finalisé. Enfin, trois programmes de vérification, dont deux consécutifs à des réclamations (portant sur 2 contribuables) et un relatif à une demande de remboursement de crédit TVA (01 contribuable), ont été élaborés. Au 31 décembre 2025, 48,52 % des dossiers prévus aux programmes spéciaux ont été vérifiés (soit 66 sur 135). Rapporté à la cible de 90%, ce taux s'établit à 53,91%.	53,91%	-	0,00%	Le concept de programmation spéciale doit être repensé afin d'être en cohérence avec l'esprit de la programmation automatisée. Celle-ci doit intégrer les indicateurs de risques majeurs permettant de cibler les opérations ou les secteurs d'activité devant faire l'objet de ces contrôles spécifiques	DCF
Action 2.2.2	**Renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle**	**Les droits et garanties des contribuables sont préservés**	**Evolution du nombre des recours (réclamations et recours hiérarchiques)**			**56 009**		**276,33%**	**3 934**	**7,02%**		
A2.2.2.1	Elaborer des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal (sur des chefs de redressements complexes, sur des secteurs spécifiques)	Des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal sont élaborés et diffusés	Disponibilité des notes et des guides techniques élaborés	2	Oui	10 416	Deux (02) notes techniques ont été signées le 29 avril 2025. L'une d'elles a porté sur les chefs de redressement du secteur bancaire et l'autre a concerné d'autres secteurs spécifiques.	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière et manque de personnel	DOS
A2.2.2.2	Mener des missions de contrôle fiscal des secteurs spécifiques (banques, mines, assurances, PPP,	Des missions de contrôle des secteurs spécifiques sont menées de concert avec le réseau des experts	Nombre de missions de contrôle spécifiques menées	10	4	35 840	Sur vingt-deux (22) dossiers programmés au titre de l'exercice 2025, treize (13) sont clôturés et neuf (09) se	300,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière et manque de personnel	DOS

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
	etc.) avec l'appui du réseau d'experts de la DGI pour une assurance qualité						trouvent à l'étape de la notification initiale de redressement. Ces dossiers portent sur les secteurs de banques, assurances, mines et téléphonies. Par ailleurs, sept (07) dossiers provenant d'autres secteurs d'activités (transport aérien, prestations de services et sociétés de Holding) ont également été programmés, dont trois (03) sont clôturés et quatre (04) à l'étape de la notification initiale de redressement.					
A2.2.2.4	Organiser des rencontres techniques au profit des services de contrôles	Des rencontres techniques sont tenues avec les services de contrôles	Nombre de rencontres techniques tenues		3	6 433	Trois (03) rencontres d'échanges dans le cadre du dialogue de gestion entre la DCF et les services en charge du contrôle ont été organisées par visio-conférence le jeudi 8 mai 2025 autour de la clarification des objectifs de qualité recherchés en matière de contrôle fiscal, le 1er juillet 2025 autour de la lecture des documents douaniers relatifs aux importations et exportations en prélude à la vérification spéciale sur certains importateurs et le 6 novembre 2025 autour du traitement fiscal et comptable des ristournes et sur la soumission à l'IRCM du bénéfice réputé distribué suite à une reconstitution du résultat fiscal.	100,00%	-	0,00%	Le défaut d'organisation des rencontres techniques avec les services en charge du contrôle fiscal situés hors de la ville de Ouagadougou.	DCF
A2.2.2.5	Traiter les dossiers de recours dans les délais	90% des dossiers de recours sont traités dans les délais	Taux de traitement des dossiers de recours dans les délais		80%	2 000	Pour l'année 2025, sur un total de 434 dossiers enregistrés, 427 ont été traités. Au 31 décembre 2025, 279 dossiers l'ont été	81,67%	2 614	130,70%	Insuffisance du personnel par rapport aux flux des dossiers entrants en évolution croissante.Le stock des dossiers des années précédentes influe	DCF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
							dans les délais requis, soit un taux de traitement des recours de 65,33% (calculé sur le total des dossiers traités). Par rapport à l'objectif cible de 80%, le taux d'exécution physique s'établit ainsi à 81,67%.				négativement sur le taux de traitement des dossiers de l'exercice. Le stock des recours gracieux des années précédentes a été traité. Il subsiste toutefois un stock réduit de réclamation des années précédentes.la perspective est de traiter le stock de réclamation des années précédentes au cours du 1er semestre 2026, avec l'appui des Unités de recouvrement.	
A2.2.2.6	Assurer le secrétariat technique de la commission d'examen des réclamations et des transactions	Le secrétariat technique de la commission d'examen des réclamations et des transactions est assuré	Nombre de sessions tenues		2	1 320	9 sessions au niveau ministériels et 7 sessions au niveau de la DGI ont été tenues et ont fait l'objet de procès-verbaux.	800,00%	1 320	100,00%	les procès-verbaux des commissions sont disponibles. Les rapports en finalisation.	DCF
Action 2.2.3	**Valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle**	**Les contribuables ayant fait l'objet du contrôle pédagogique ont une meilleure compréhension des règles fiscales**	**1. Evolution du taux de conformité des déclarations des contribuables contrôlés (Evolution des résultats des contrôles des contribuables concernés) 2. Evolution des déclarations fiscales des contribuables concernés**			**16 000**		**100,00%**	**10 231**	**63,94%**		
A2.2.3.1	Organiser des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée	Des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée sont organisées	Nombre d'opérations	6	3	15 000	Trois (03) opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée ont été organisées du 03 au 08 novembre à Bobo, du 18 au 21 novembre à Koudougou et du 16 au 19 décembre à Ouahigouya.	100,00%	9 231	61,54%	-	DOS
A2.2.3.3	Effectuer le suivi statistique du comportement fiscal des contribuables vérifiés dans le cadre du contrôle pédagogique	Les rapports de suivi statistique sont produits	Nombre de rapports produits		2	1 000	Un rapport annuel de suivi statistique est disponible.	100,00%	1 000	0,00%	-	DCF
OS2.3	**Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients**	**Les coûts d'accès aux services offerts par l'administration fiscale sont réduits**	**1. Taux des interactions via les nouvelles offres de services par rapport**			**100 080**		**54,75%**	**1 816**	**1,81%**		

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
			aux cibles 2. Taux de satisfaction relatif aux services innovants									
Action 2.3.1	**Renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale**	**Les usagers/clients sont satisfaits des prestations domaniale, foncière et cadastrale**	**1. Evolution du nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais2. Le taux de satisfaction des usagers/clients sur les prestations des services fonciers**			**55 400**		**53,08%**	**-**	**0,00%**		
A2.3.1.1	Organiser des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation, aux usagers/clients	Des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation sont organisées	Nombre de titres d'occupation délivrés		2	12 400	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	L'apurement des demandes s'est fait en novembre 2024 et après cela il y'a eu un remaniement ministériel suivi d'un changement d'année . Ces deux facteurs nécessitent une nouvelle intervention de la DI avant la signature par DGI. Ils ont freiné l'effort de l'apurement.	DADF
A2.3.1.2	Organiser des opérations spéciales d'apurement des dossiers fonciers en instance	Des opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage organisées		3	30 000	Activité financée par le PARGFM en collaboration avec l'OGEB et qui se déroule en 2 phases: - Phase 1 achevée : 4500 dossiers traités, - Phase 2 : 2500 dossiers attendus.	50,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DC
		Des opérations spéciales d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers organisées		3		Activité financée par le PARGFM en collaboration avec l'OGEB et qui se déroule en 2 phases: Durant la Phase 1 qui est achevée1 020 dossiers d'évaluation ont été traités et ont concouru à l'atteinte de la cible de la cible de 4500 TF.	50,00%			Activité réalisée sans incidence financière	DC
A2.3.1.4.NA	Assurer le traitement des demandes de cessions définitives dans les délais	Les demandes de cessions définitives de l'année 2025 sont traitées dans les délais	Pourcentage de demandes de cessions définitives de l'année 2025 traité dans les délais		75%	PM	Sur 1232 dossiers validés au niveau des RDPF, 882 ont été effectivement validés à la DGI soit un taux de 71,59%, qui est en deçà de la cible 75%	95,45%	-	0,00%	-	DADF
A2.3.1.5.NA	Assurer le traitement des demandes d'affectation de terrains dans les délais	Les demandes d'affectation de terrains de l'année 2025 sont traitées dans les délais	Pourcentage de demandes d'affectation de terrain de l'année 2025 traité dans les délais		75%	PM	Sur 106 dossiers validés au niveau des RDPF, 93 ont été effectivement validés à la DGI soit un taux de 87,74%, qui est au-dessus de la cible 75%	116,99%	-	0,00%	-	DADF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A2.3.1.6.NA	Assurer le traitement des demandes de cessions provisoires dans les délais (opération spéciale)	Les demandes de cessions provisoires de l'année 2025 sont traitées dans les délais	Pourcentage de demandes de cessions provisoires de terrain de l'année 2025 traité dans les délais		75%	PM	Sur 4662 dossiers validés au niveau des RDPF, 2982 ont été effectivement validés à la DGI soit un taux de 63,96%, qui est en deçà de la cible 75%.	85,28%	-	0,00%	Une opération spéciale serait indispensable pour améliorer le taux	DADF
A2.3.1.7.NA	Conduire les opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique (SONABEL Ministère infrastructure, AMGT; Barrage Bougouriba, Agence de l'eau du Nakambé, SOPAFER-B)	Les opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique sont assurées	Disponibilité du rapport des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique	NA	1	PM	Processus d'expropriation en cours (Centre Universitaire de Dori, Port sec Multimodal de Ouagadougou, DGIT avec les RN2&4; SONABEL)	80,00%	-	0,00%	la faiblesse des avancements des travaux est liée au manque de dynamisme des structures bénéficiaires (indisponibilité financière pour indemniser les PAP)	DADF
A2.3.1.8.NA	Assurer la reprise des titres d'occupation des personnes affectées par les projets dans le cadre des expropriations	Les titres d'occupations sont repris en tenant compte des nouvelles dimensions restantes	Disponibilité du rapport de tenue de l'activité	NA	1	10 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Processus de reprise en vue pour la voie du Contournement	DADF
A2.3.1.9.NA	Organiser un atelier de sensibilisation des acteurs judiciaires sur le processus de demandes de terrains à usage autre que d'habitation	Un atelier de sensibilisation des acteurs judiciaires sur le processus de demandes de terrains à usage autre que d'habitation est organisé	Disponibilité du rapport d'atelier	oui	1		Activité non réalisée	0,00%			-	DADF
Action 2.3.2	**Amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients**	**Les usagers/clients sont satisfaits de la qualité des services rendus**	**1. Taux d'utilisation des services 2. Taux de satisfaction des usagers/clients**			**12 680**		**64,00%**	**1 816**	**14,32%**		
A2.3.2.1	Former les agents des impôts sur l'accueil et l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers	Les agents des impôts sont formés sur l'accueil et l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers	Nombre d'agents formés	73	100	5 000	50 agents ont été formés à Bobo et 78 agents à Ouaga	128,00%	1 816	36,32%	-	DOS
A2.3.2.2	Œuvrer à la certification de la DGI	Des ateliers sont organisés en vue d'examiner et de valider les documents produits par le consultant	Nombre d'ateliers organisés		2	7 680	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Activité reportée pour 2026 à l'occasion de la revue à mi-parcours du PA 2025	DPSR/CAT
Action 2.3.3	**Développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales**	**Les usagers /clients ont une plus grande facilité d'accès aux services de la DGI**	**1. Le nombre de services innovants fonctionnels 2. Le taux de satisfaction des usagers/clients**			**32 000**		**47,16%**	**-**	**0,00%**		
A2.3.3.1	Effectuer la géolocalisation des services de la DGI	La géolocalisation des services de la DGI est effectuée	Taux de géolocalisation des services			2 000	Tous les services de la DGI dans la région du Centre ont été géolocalisés. Il reste les structures de la DGI des autres régions ou des agents sur place seront mis à contribution pour la géolocalisation des sites	19,33%	-	0,00%	-	SCRP

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A2.3.3.5	Opérationnaliser le numéro vert	Le numéro vert est opérationnel	Disponibilité du rapport d'opérationnalisation du numéro vert		Oui	30 000	Les équipements ont été acquis dans le cadre de la mise en œuvre du PATF-DGI, phase 3. Les termes de référence pour la formation des agents qui vont animer le numéro vert sont rédigés. Cependant le SCRP n'a pas pu obtenir les équipements substantiels pour opérationnaliser le call center tels que les cartes Sim et la connexion internet dédiée comme recommander par le prestataire.	75,00%	-	0,00%	-	SCRP
Axe 3	**Amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles**	**Le système managérial de la DGI favorise une mise en œuvre efficace de ses activités et permet de mobiliser 8 595 milliards sur la période 2023-2027**	**Taux d'exécution du PTA**			**1 801 939**		**67,35%**	**974 812**	**54,10%**		
			Taux de recouvrement des prévisions									
			Taux de croissance des recettes									
OS3.1	**Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage**	**Les capacités de pilotage améliorées contribuent à l'accroissement des performances**	**Taux d'exécution du programme d'activités**			**1 042 542**		**89,74%**	**774 937**	**74,33%**		
Action 3.1.1	**Renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles**	**Le cadre institutionnel, les outils, moyens et cadres de pilotage participent efficacement à l'amélioration des capacités de pilotage**	**Disponibilité des outils de pilotage**			**904 162**		**82,78%**	**685 428**	**75,81%**		
A3.1.1.1	Assister les unités de recouvrement (UR) dans l'analyse et l'apurement des RAR	L'analyse des RAR des grandes UR est assuré	Disponibilité du rapport d'analyse		Oui	15 200	Rapport d'analyse disponible	100,00%	7 276	28,87%	-	DSF
		Les RAR des gros reliquataires des UR sont apurés	Taux de recouvrement des RAR cantonnés		8%		Sur un montant cantonné de 1 254,072 milliards au 31 décembre 2024, les RAR se sont établis au 31 décembre 2025 à 970,201 milliards d'où un apurement de 283,871 milliards., Le montant des recouvrements sur les RAR s'est élevé à 80,430 milliards, soit un taux de recouvrement de 7,66%. Rapporté à la cible de 8%, ce taux s'établit à 95,75%.	95,75%			-	DSF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
			Taux d'apurement des RAR cantonnés		20%		Sur un montant cantonné de 1 254,072 milliards au 31 décembre 2024, les RAR se sont établis au 31 décembre 2025 à 970,201 milliards d'où un apurement de 283,871 milliards, soit un taux d'apurement de 22,63%. Rapporté à la cible de 20%, ce taux s'établit à 113,15%.	113,15%			-	DSF
		15 séances d'encadrement technique sont tenues avec les UR	Nombre de séances tenues		15		57 séances d'encadrement technique ont été tenues avec les UR	380,00%			-	
A3.1.1.2	Effectuer des opérations spécifiques de recouvrement forcé	Les procédures d'inscriptions hypothécaires légales sont mises en œuvre.	Nombre de demandes d'inscriptions hypothécaires légales initiées	42	25	30 000	Quatre (04) inscriptions hypothécaires légales ont été mises en œuvre	16,00%	-	0,00%	Les requêtes pour l'identification des biens immobiliers des redevables ont été transmis aux acteurs de la chaine foncière pour la reconstitution des titres de propriété afférents à chaque bien immeuble concerné. Cette action devra permettre :• la constitution d'une base de données exhaustive et actualisée des biens immobiliers appartenant au débiteur ;• la clarification de la situation juridique des immeubles recensés (immatriculation effective, charges éventuelles, hypothèques ou autres droits réels) ;• l'obtention et la validation des états des droits réels (EDR) confirmant officiellement la titularité et la disponibilité des immeubles identifiés ;• la réalisation d'une estimation de la valeur marchande et patrimoniale des biens, en vue d'apprécier leur capacité à couvrir, totalement ou partiellement, les dettes fiscales en cause.	DOS
A3.1.1.7	Opérationnaliser la mise en œuvre du droit de préemption de l'administration	Le droit de préemption est exercé	Nombre de procédures de rachat d'immeuble diligentées	0	2	200 000	Aucune procédure de rachat d'immeuble n'a été initiée	0,00%	-	0,00%	Une rencontre a été tenue avec les acteurs de la chaine foncière et un groupe de travail a été institué pour l'exploitation du fichier transmis par la DGAIE sur les besoins de l'Etat en immeubles. Les retours sont attendus sur l'identité des immeubles correspondants aux besoins exprimés et susceptibles de faire l'objet de rachat avant l'entame de la procédure proprement dite.	DOS
A3.1.1.8	Elaborer un plan de continuité des activités de la DGI	Un plan de continuité des activités de la DGI est élaboré	Disponibilité du plan de continuité des activités	Non	Oui	3 870	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Activité reportée pour 2026 à l'occasion de la revue à mi-parcours du PA 2025	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A3.1.1.10	Produire et actualiser des monographies sur des secteurs d'activités spécifiques	Une monographie sur un secteur d'activités spécifique est élaborée	Nombre de nouvelles monographies élaborées	0	1	15 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DERF
A3.1.1.11.NA	Recouvrer les recettes propres de l'Etat	1 574 milliards sont recouvrés au profit du budget de l'Etat	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	88,27%	100%	583 358	Sur une prévision LFI au 31 décembre 2025 de 1574,917 milliards de FCFA, les recouvrements au profit du budget de l'Etat se chiffrent à 1 578,837 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,25%.	100,25%	642 401	110,12%	-	DSF
		43 milliards sont recouvrés au profit des CT	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget des CT	116,06%	100%		Sur une prévision annuelle de 45,745 milliards FCFA, au 31 décembre 2025, les recouvrements au profit des budgets des collectivités territoriales se sont établis à 51,107 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 111,72%.	111,72%			-	DSF
		85 milliards FCFA sont recouvrés par la DGI au profit du FSP	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	150,11%	100%		Sur une prévision annuelle de 85 milliards de FCFA, les recouvrements au profit du FSP se sont établis à 132,878 milliards de FCFA au 31 décembre 2025, soit un taux d'exécution de 156,33%.	156,33%			-	DSF
		Les recouvrements définitifs 2024 de la DGI sont stabilisés et validés	Disponibilité des recouvrements définitifs 2024 de la DGI	Oui	Oui	1 200	Le rapport sur les recouvrements définitifs 2024 de la DGI est disponible	100,00%	385	32,08%	-	DSF
		La réparation des prévisions 2025 entre les UR est assurée	Disponibilité du rapport	Oui	Oui	6 192	Activité réalisée au cours du mois de janvier 2025	100,00%	7 004	113,11%	-	DSF
		Une note explicative des prévisions, émissions et recouvrements de la DGI est élaborée à l'attention de la COMFIB de l'ALT en vue de l'élaboration du budget de l'Etat exercice 2026	Disponibilité du rapport	Oui	Oui	450	La note a été élaborée et transmise à l'ALT	100,00%	0	0,00%	-	DSF
A3.1.1.12.NA	Organiser les cadres de concertation avec les UR	Les rencontres semestrielles avec les receveurs, les CSA et les Chefs SISFO sont tenues à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	Nombre de rencontres tenues		2	22 476	Rencontres avec les receveurs, les CSA et les chefs SISFO Tenues à Ouagadougou et Bobo Dioulasso	100,00%	12 494	30,80%	-	DSF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
		Douze revues de performances sont organisées	Nombre de revues de performances tenues		12		12 comptes rendus de revues des performances ont été produits	100,00%			-	DSF
		Les rapports trimestriels de performances sont produits	Nombre de rapports trimestriels de performance		4		Les rapports de performance au 31 décembre 2024 (T4), au 31 mars 2025 (T1), au 30 juin 2025 (T2) et au 30 septembre 2025 (T3) de la DGI sont disponibles	100,00%			-	DSF
		Les rapports trimestriels d'exécution du budget en recettes sont produits	Nombre de rapports trimestriels d'exécution du budget		4		4 rapports trimestriels d'exécution du budget en recettes (T4) de 2024, T1, T2 et T3 de 2025) sont produits	100,00%			-	DSF
A3.1.1.13.NA	Organiser des concertations des acteurs de la chaîne foncière	Un cadre de concertation est institué Des séances de concertations des acteurs de la chaîne foncière sont tenues	Disponibilité de la note portant institution du cadre de concertation Nombre de séances tenues		Oui 3	6 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DADF
A3.1.1.14.NA	Organiser des cadres de concertation avec les SGM	Des rencontres sont organisées avec les SGM	Disponibilité des comptes rendus		Oui	8 000	Des rencontres ont été organisées avec les SGM	100,00%	2 735	0,00%	-	SF
A3.1.1.15.NA	Organiser la production des statistiques	Les secteurs d'activités des contribuables sont classifiés selon la NAEMA révisée	Disponibilité de la base de données des secteurs d'activités par contribuable		Oui	12 416	Deux ateliers ont été tenus et la base de données des secteurs d'activités par contribuable est disponible	100,00%	13 133	105,77%	-	DSF
		L'annuaire statistique 2024 est élaboré et diffusé	Disponibilité de l'annuaire statistique 2024		Oui		L'annuaire statistique 2024 est disponible	100,00%			-	DSF
		Le tableau de bord statistique 2024 est élaboré et diffusé	Disponibilité du tableau de bord statistique 2024		Oui		Le tableau de bord statistique 2024 est disponible	100,00%			-	DSF
		Les requêtes sont mises à jour et Les extractions automatisées	Disponibilité du rapport d'atelier		Oui		Le rapport d'activité sur la mise à jour des requêtes et les extractions automatisées est disponible	100,00%			-	DSF
A3.1.1.16.NA	Organiser les cérémonies d'installation des responsables de la DGI	Les cérémonies d'installation des responsables de la DGI sont organisées	Nombre de cérémonies organisées	10	10	PM	16 cérémonies d'installation ont été organisées, Il s'agit des installations de ITP, DGE, DOS, DCF, DME-C I et V, des DGUF-O 1 et 2, DGUF-Bobo, DERF, DADF, BCMS, DC, DRI Centre, Hauts-Bassins et Nord et d'un CAT,	100,00%	PM	PM	-	SCRP

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A3.1.1.25.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des résolutions des revues de performance	Le suivi de l'effectivité de la retenue à la source sur les commandes publiques de l'année 2024 est assuré	Disponibilité du rapport de suivi		oui	PM	Le rapport suivi de l'effectivité de la retenue à la source sur les commandes publiques de l'année 2024 est disponible	100,00%	-	0,00%	-	DERF
		Le suivi des notifications de droits relatifs aux arrêtés de cession provisoire de terrain signés est assuré	Taux de notification de droits sur les arrêtés de cession provisoire de terrain signés		100%	PM	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DADF
		Le suivi de l'exploitation des résultats d'enquêtes est assuré	Taux de retour d'exploitation d'informations reçues par les UR		90%	PM	Le rapport de suivi de l'exploitation des résultats d'enquêtes est disponible	10,13%	-	0,00%	Au cours du mois d'octobre, la DERF a transmis suivant des lettres individuelles les statistiques douanières de 4 135 contribuables aux UR. Ces données qui concernent l'exercice en cours n'ont pas pour l'essentiel fait l'objet d'un retour d'exploitation définitive et certaines ont donné lieu à des demandes d'enquêtes de la part des UR car les concernés ne se reconnaissent pas dans ces opérations douanières.	DERF
		Le suivi des relances est assuré par trimestre	Nombre de relances par trimestre				Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DERF
A3.1.1.26.NA	Organiser cadres de concertations avec les SCTF	Des cadres de concertations sont tenus avec les SCTF	Nombre de cadres tenus		3	10 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DC
Action 3.1.2	**Amélioration du système de planification et de suivi-évaluation**	**Le système de planification et de suivi-évaluation est digitalisé et exploité au sein des structures**	**Disponibilité d'outils informatisés de planification et de suivi-évaluation**			**112 880**		**91,08%**	**89 509**	**79,30%**		
A3.1.2.1	Réaliser les différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales	Une évaluation TADAT est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	70 000	L'évaluation TADAT de la DGI s'est déroulée du 25 juin au 08 juillet 2025. Le rapport d'évaluation de la performance de la DGI est disponible	100,00%	70 000	100,00%	La DGI a dépensé 2 600 000 représentants les rétributions des membres du comité technique d'évaluation. Les dépenses réalisées par la Coopération suisse dans le cadre de l'évaluation TADAT n'ont pas été communiquées. En conséquence, le montant initial prévu a été considéré comme totalement consommé.	DPSR
A3.1.2.2	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des différents documents stratégiques de la DGI	Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PS est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PS	Oui	Oui	5 400	L'état de mise en œuvre a été dressé à l'occasion de l'élaboration du PAO 2025 - 2027. Un rapport de suivi à mi-parcours sera élaboré au premier semestre 2026	100,00%	-	0,00%	-	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
		Les sessions du comité de pilotage du PS sont organisées	Nombre de sessions tenues	0	2	PM	Deux (02) sessions ont été tenues. Il s'agit de la session du 13 février 2025 pour la validation du rapport d'activités 2024 et du programme d'activités 2025 et de celle du 30 septembre 2025 pour la validation du rapport d'activités 2025 au 30 juin et du programme d'activités 2025 revu à mi-parcours	100,00%	-	0,00%	Il faut noter que le comité de pilotage du PS est représenté par le Codir élargi	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du PAI est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PAI	Non	Oui	450	La matrice de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAI a été renseignée. L'échéance du plan étant de 2026, un rapport partiel de mise en œuvre sera élaboré au premier semestre 2026.	50,00%	-	0,00%	-	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations des ANF est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PA des recommandations des ANF	Non	Oui	450	La matrice de suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations des ANF a été renseignée. L'échéance du plan d'actions étant de 2025, un rapport bilan de mise en œuvre sera élaboré au premier semestre 2026.	50,00%	-	0,00%	-	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de promotion du civisme fiscal est assuré	Disponibilité du rapport de suivi de la stratégie de promotion du civisme fiscal	Non	Oui	450	La matrice de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de promotion du civisme fiscal a été renseignée. L'échéance de la stratégie étant de 2025, un rapport bilan de mise en œuvre sera élaboré au premier semestre 2026.	50,00%	-	0,00%	-	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des RAR est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PS	Non	Oui	450	Le plan d'actions de la stratégie de gestion des RAR se limitait à 2023. En conséquence aucun suivi-évaluation n'est attendu en 2025. Toutefois, un rapport bilan de mise en œuvre sera élaboré au premier semestre 2026.	100,00%	-	0,00%	-	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A3.1.2.3	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des projets et programmes dont la DGI est bénéficiaire	Les fiches de suivi des projets et programmes dont la DGI est bénéficiaire sont renseignées conformément aux indications du canevas type	Disponibilité des fiches de suivi actualisées	Oui	Oui	PM	Les projets de fiches ont été élaborés et transmis aux différentes structures pour renseignement. Aucun retour des structures n'a été reçu.	50,00%	-	0,00%	-	DPSR
A3.1.2.4	Vulgariser le plan stratégique (PS) 2023-2027 de la DGI	Des sessions de formation et de communication sur le PS 2023-2027 sont organisées à Ouagadougou	Disponibilité du rapport de communication	Non	4	3 400	La vulgarisation du PS 2023-2027 s'est déroulée du 08 au 22 décembre 2025. Le rapport de vulgarisation est disponible	100,00%	5 100	150,00%	-	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Koudougou (Koudougou- Dédougou- Ouahigouya)	Disponibilité du rapport de communication	Non	Oui	3 652		100,00%	2 385	65,31%	-	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Bobo-Dioulasso (Bobo-Gaoua- Banfora)	Disponibilité du rapport de communication	Non	Oui	3 726		100,00%	3 103	83,28%	-	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Tenkodogo (Tenkodogo-Manga- Fada)	Disponibilité du rapport de communication	Non	Oui	3 096		100,00%	3 554	114,79%	-	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Kaya (Kaya- Dori- Ziniaré)	Disponibilité du rapport de communication	Non	Oui	2 776		100,00%	1 745	62,86%	-	DPSR
A3.1.2.7.NA	Elaborer les lettres de mission des structures (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI	Les lettres de mission sont élaborées	Disponibilité des lettres de missions	Oui	Oui	1 300	45 Lettres de mission sur 45 ont été signées	100,00%	-	0,00%	L'activité a été exécutée sans incidence financière	CAT
A3.1.2.8.NA	Elaborer le programme d'activités 2026 de la DGI	Le programme d'activités 2026 de la DGI est élaboré	Disponibilité du programme d'activités 2026	Oui	Oui	450	Les projets sont disponibles et seront envoyés aux structures ce jeudi 15 janvier 2026.	50,00%	-	0,00%	-	DPSR
A3.1.2.9.NA	Elaborer les rapports d'activités 2022 et 2024 de la DGI	Le rapport d'activités 2022 de la DGI est élaboré	Disponibilité du rapport d'activités 2022	Oui	Oui	450	Activité non encore réalisée	0,00%	-	0,00%	Faire un plaidoyer pour la mise en place d'un groupe de travail pour l'élaboration du rapport 2022. En effet, SSER ne dispose pas de la mémoire des données pour l'élaboration dudit rapport. Il faut noter que le rapport devrait être produit par la CAT qui avait en charge l'élaboration des rapports d'activités de la DGI avant le transfert de cette charge à la DPSR en 2023	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
		Les rapports d'activités 2022 et 2024 de la DGI sont élaborés	Disponibilité du rapport d'activités 2024	Oui	Oui	450	Le rapport d'activités 2024 a été élaboré et validé le 13 février 2025 lors de la revue des performances de la DGI du mois de janvier	100,00%	-	0,00%	-	DPSR
A3.1.2.10.NA	Elaborer le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE DGI 2025	le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE-DGI 2024 est élaboré	Disponibilité du rapport d'exécution à mi-parcours du budget	Oui	Oui	4 000	Le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE-DGI 2024 a été élaboré	100,00%	450	0,00%	-	SF
A3.1.2.11.NA	Elaborer le projet de budget du FE DGI 2026	Le projet de budget du FE DGI 2026 est élaboré	Disponibilité du projet de budget	Oui	Oui	1 000	Le projet de budget du FE DGI 2026 a été élaboré	100,00%	3 172	0,00%	-	SF
A3.1.2.12.NA	Elaborer l'avant-projet de budget titre II gestion 2026-2028	L'avant-projet de budget titre II gestion 2026-2028 est élaboré	Disponibilité de l'avant-projet de budget 2026-2028	Oui	Oui	5 000	L'avant-projet de budget titre II gestion 2026-2028 est élaboré	100,00%	-	-	Activité réalisée sans incidence financière	SRH
A3.1.2.13.NA	Assurer le suivi des transferts de titres de propriétés et de jouissance	Le suivi des transferts de titres de propriétés et de jouissance est assuré	Disponibilité du rapport de suivi	Oui	Oui	PM	261 dossiers de demande de transfert de titre de propriété sur 325 dossiers reçus ont été traités dans les délais soit un taux d'exécution de 80,30%. Rapporté à la cible de 50%, ce taux s'élève à 160,62%	160,62%	-	0,00%	Lenteur dans la transmission des statistiques par certaines Directions régionales des impôts (DRI) à la DADF	DADF
A3.1.2.15.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des activités de représentation de la DGI	Les rapports de suivi du PTA MEF sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi du PTA MEF	Oui	Oui	900	La matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au troisième trimestre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS et la DGI la DGI a participé à l'élaboration du projet de rapport de suivi au 30 septembre 2025	100,00%	-	0,00%	Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR
		Les rapports de suivi du PAIRFP sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi du PAIRFP	Oui	Oui		La matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 30 septembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS pour l'élaboration du rapport général à cette date	100,00%			Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR
		Les rapports de suivi du PRUT sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi du PRUT	Oui	Oui		Le programme n'a pas été reconduit en 2025 en ce qui concerne les activités relevant de la DGI	100,00%			Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR
		Le rapport de suivi de la SNCD est élaboré	Disponibilité du rapport de suivi de la SNCD	Oui	Oui		La matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 31 décembre 2024 a été renseignée et transmise à la DGCOOP. En plus de nouvelles activités ont été soumises à la DGCOOP	100,00%			Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
							pour prise en compte au niveau Plan de travail annuel de 2025 du SNCD					
		Le rapport de suivi du compact G20 est élaboré	Disponibilité du rapport de suivi du compact G20	Oui	Oui		Au 31 décembre 2025, aucun rapport de suivi n'a encore été demandé à la DGI	100,00%			-	DPSR
		Le rapport de suivi de la mise en œuvre des résultats majeurs par programme budgétaire est élaboré	Disponibilité du rapport de suivi de la mise en œuvre des résultats majeurs par programme budgétaire	Oui	Oui		Au 31 décembre 2025, aucun rapport de suivi n'a encore été demandé à la DGI	100,00%			-	DPSR
		Les rapports de suivi de la mise en œuvre des mesures et indicateurs d'appui budgétaire sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi de la mise en œuvre des mesures et indicateurs d'appui budgétaire	Oui	Oui		Au 31 décembre 2025, aucun rapport de suivi n'a encore été demandé à la DGI	100,00%			-	DPSR
		Les rapports de suivi-évaluation du contrat d'objectifs sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation du contrat d'objectifs	Oui	Oui		La matrice de l'état de mise en œuvre des activités du contrat d'objectifs au 30 septembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS	100,00%			Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR
		Les rapports de suivi-évaluation du PASD sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation du PASD	Oui	Oui		La matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 30 septembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS du MEF et la DGI a participé à l'élaboration du projet de rapport de suivi au 30 septembre 2025	100,00%			Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR
		Les rapports de suivi-évaluation du CSD-GE sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation du CSD-GE	Oui	Oui		La matrice de l'état de mise en œuvre des activités de la DGI au 30 septembre 2025 a été renseignée et transmise à la DGESS du MEF et la DGI a participé à l'élaboration du projet de rapport de suivi au 30 septembre 2025	100,00%			Améliorer le suivi par la production d'un rapport au niveau de la DGI	DPSR
A3.1.2.16.NA	Elaborer le plan triennal glissant 2025-2027 du PS	Le plan triennal glissant 2025-2027 du PS est élaboré	Disponibilité du plan triennal glissant 2025-2027 du PS	Non	Oui	4 080	Le PAO 2025-2027 est disponible	100,00%	-	0,00%	-	DPSR
A3.1.2.17.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan intégré de formation continue de la DGI	Le suivi de la mise en œuvre du plan intégré de formation continue de la DGI est assuré	Disponibilité du rapport de suivi	Non	oui	1 400	Pour la tranche 2025 du plan intégré de formation continue, dix-neuf (19) formations sur trente (30) formations programmées ont été réalisées au profit de 1846 agents	95,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	SRH

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
Action 3.1.3	**Amélioration du système de contrôle interne**	**Le niveau de maturité du contrôle interne est amélioré**	**Niveau de maturité du contrôle interne**			**25 500**		**95,36%**	**-**	**0,00%**		
A3.1.3.1	Mettre à jour la cartographie des risques de la DGI	La cartographie des risques de la DGI est mise à jour	Disponibilité d'une cartographie des risques actualisée		Oui	15 000	Projet de TDR soumis à DGI	10,00%	-	0,00%	Activité non parachevée suite à la nécessité d'adapter la méthodologie d'élaboration aux exigences du TADAT	SCIMR
A3.1.3.5.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des différents documents relatifs au contrôle interne	Les rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audits sont produits	Nombre de rapports produits	7	7	7000	12 rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audits ont été produits	171,43%	-	0,00%	-	SCIMR
		Les rapports de suivi des délais de traitement des dossiers sont élaborés et transmis à bonne date	Nombre de rapports produits	5	5	PM	Cinq (05) rapports de suivi des délais de traitement des dossiers ont été élaborés et transmis à bonne date	100,00%	-	0,00%	-	SCIMR
		Les rapports de suivi de la mise en œuvre des instructions et orientations hiérarchiques sont produits	Nombre de rapports produits	1	3	3500	Une situation de la mise en œuvre des prescriptions de la note de service N°2024-2708/MEF/SG/DGI/DC du 27 décembre 2024 portant mise à disposition des informations foncières au profit de la Direction du cadastre a été reçue de la DC	100,00%	-	0,00%	-	SCIMR
OS3.2	**Renforcer les capacités opérationnelles**	**Les capacités opérationnelles sont en adéquation avec les besoins exprimés**	**Taux de couverture des besoins exprimés**			**381 209**		**64,74%**	**84 026**	**22,04%**		
Action 3.2.1	**Amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral**	**Le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral est transparent, efficace, efficient, flexible et accessible**	**Disponibilité d'un cadre juridique unifié**			**81 382**		**77,50%**	**24 922**	**30,62%**		
A3.2.1.1	Relire le code général des impôts	Les mesures fiscales nouvelles de la LF 2026 sont élaborées	Disponibilité des mesures fiscales nouvelles de la LF 2026	Oui	Oui	29 682	Les mesures fiscales nouvelles de la LF 2026 ont été élaborées	100,00%	22 997	77,48%	-	DLC
		De nouvelles mesures fiscales sont intégrées dans le CGI	Disponibilité du CGI à jour de la LF 2025	Oui	Oui		De nouvelles mesures fiscales ont été intégrées dans le CGI	100,00%			-	DLC
A3.2.1.5	Relire les textes portant perception des droits et taxes fonciers et domaniaux	L'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales est relu	Disponibilité de l'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales relu	Non	Oui	2 000	TDRs élaborés et en attente de l'approbation de la hiérarchie.	10,00%	-	0,00%	-	DC
A3.2.1.6	Elaborer un manuel de procédures d'expropriation ainsi que le barème d'expropriation.	Une étude portant élaboration du manuel de procédures ainsi que le barème d'expropriation est réalisée	Disponibilité du rapport d'étude	NA	Oui	20 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DADF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A3.2.1.7	Réaliser une étude portant (relecture de la) tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales	Une étude portant relecture de la tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales est réalisée	Disponibilité du rapport d'étude	NA	Oui	15 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DADF
A3.2.1.10.NA	Elaborer la note d'orientation de la LF 2025	La note d'orientation de la LF 2025 est élaborée	Disponibilité de la note d'orientation	Oui	Oui	2 000	La note d'orientation de la LF 2025 a été élaborée	100,00%	1 925	96,25%	-	DLC
A3.2.1.11.NA	Vulgariser les mesures fiscales nouvelles de la LF 2025	Les agents sont formés sur les mesures fiscales nouvelles	Nombre d'agents formés		200	7 200	Les agents ont été formés sur les mesures fiscales nouvelles	100,00%	-	0,00%	-	DLC
A3.2.1.12.NA	Assurer le suivi du contrôle qualité des travaux techniques des géomètres experts et des SCTF	Le contrôle qualité des travaux techniques des géomètres experts et des SCTF est assuré	Nombre de communes concernées	15	15	2 000	33 dossiers contrôlés	220,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DC
		Le suivi du contrôle des bornages effectués par l'OGEB est assuré	Nombre de contrôles effectués	NA	5	1 500	Aucune mission de contrôle n'a été réalisée.	0,00%	-	0,00%	-	DC
A3.2.1.13.NA	Mettre à jour le module gestion des exonérations et basculement vers le logiciel java	Le module gestion des exonérations est mis à jour et basculé vers le logiciel java	Disponibilité du module de gestion des exonérations mis à jour sur SINTAX	NA	Oui	1 000	Le module gestion des exonérations mis à jour et basculé vers le logiciel java est disponible	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée en interne par DI	DLC
A3.2.1.14.NA	Elaborer un projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis (MEF, MATM et MUH)	Un projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis est élaboré	Disponibilité du projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis	NA	Oui	1 000	Le projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis a été élaboré et validé le 07 mars 2025	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DC
A3.2.1.16.NA	Elaborer le projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune	Le projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune est élaboré	Disponibilité du projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune	NA	Oui		Le projet de loi est disponible mais n'a pas été introduit pour nécessiter de mener une étude préalable	100,00%	-	0,00%	-	DLC
Action 3.2.2	**Renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion**	**Les équipements, infrastructures et outils de gestion sont financés de manière adéquate**	**Taux de progression du budget alloué à la DGI Taux d'exécution du budget du FE DGI Nombre de nouvelles infrastructures construites**			**52 700**		**75,00%**	**-**	**0,00%**		
A3.2.2.7.NA	Renforcer la tenue de la comptabilité des matières par la codification et l'immatriculation des matières avant leur mise en service	La tenue de la comptabilité matières est renforcée	Disponibilité de la liste des matières codifiées et immatriculées		1	23 500	La comptabilité est tenue par la codification mais sans immatriculation sur les matières	50,00%	-	0,00%	-	BCMS
A3.2.2.7.NA	Recenser et enlever le matériel hors d'usage ou	Le matériel hors d'usage est identifié et regroupé	Disponibilité du PV d'enlèvement de		1	81 900	Le recensement du matériel hors d'usage ou non en	100,00%	-	0,00%	-	BCMS

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
	non en service dans les structures centrales et extérieures de la DGI.		matériels hors usage ou non en service				service dans les structures centrales et extérieures de la DGI a été réalisé et la liste du matériel transmise à BCMP (une vente aux enchères sur ce matériel a même eu lieu)					
Action 3.2.3	**Amélioration de la gestion des ressources humaines**	**Les ressources humaines portent efficacement les missions des structures**	**Nombre d'outils RH élaborés et mis en œuvre Taux de satisfaction des besoins en RH**			**39 450**		**66,47%**	**8 410**	**21,32%**		
A3.2.3.2	Assurer le renforcement des effectifs et des profils des emplois de la DGI	Des informaticiens sont affectés à la DGI	Nombre d'informaticiens affectés à la DGI		10	PM	03 informaticiens ont été affectés à la DGI en 2025	30,00%	-	-	La mise à disposition au MEF suivie de l'affectation des agents ayant ces profils à la DGI s'effectue au fur et à mesure par le Ministère en charge de la transition digitale	SRH
		Des agents de soutien sont affectés à la DGI	Nombre d'agents de soutien affectés à la DGI		15		seize (16) agents de soutien ont été affectés à la DGI en 2025	106,67%			03 statisticiens; 03 Policiers; 04 secrétaires, un (01) agent de liaison, 04 chauffeurs et 01 Ingénieur du cinéma et de l'audiovisuel	SRH
A3.2.3.3	Elaborer et mettre en œuvre les outils RH	La cartographie des effectifs est élaborée et mise en œuvre	Disponibilité de la cartographie des effectifs		Oui	9 000	La cartographie des effectifs à la DGI est disponible	100,00%	4 210	46,78%	Les deux (02) outils ont été élaborés lors d'un même atelier Le montant mentionné provient du rapport financier produit par le SF	SRH
		Le tableau de bord RH est élaborée et mis en œuvre	Disponibilité du tableau de bord RH		Oui		Le canevas du tableau de bord RH est renseigné et les indicateurs sont définis	100,00%				SRH
A3.2.3.4	Mettre en œuvre les fiches de poste de travail	Les fiches de poste de travail sont vulgarisées	Nombre de missions de vulgarisation		8	5 500	Communication animée à l'endroit des membres de CODIR élargi lors du PAP de novembre 2025	12,50%	-	-	Activité réalisée sans incidence financière	SRH
		Les fiches de poste de travail sont mises en œuvre	Pourcentage de poste de travail occupé selon les normes		80%		Les fiches de poste de travail sont mises en œuvre	15,00%			-	SRH
A3.2.3.5	Assurer le suivi de la notification des contrats d'objectifs (Lettres de mission et fiches d'indication des attentes)	Le suivi de la notification des contrats d'objectifs est assuré	Taux de notification de contrats d'objectifs		100%	PM	Le suivi de la notification de 45 contrats d'objectifs sur 45 a été assuré	100,00%	-	0,00%	-	SRH
A3.2.3.6	Vulgariser et mettre en œuvre le plan de carrière	Le plan de carrière est vulgarisé auprès des agents	Nombre de missions de vulgarisation		8	5 500	Activité non réalisée	0,00%	-	-	Les missions de vulgarisation prévues pour l'année 2025 ne sont pas réalisées	SRH
		Une enquête de satisfaction sur la mise en œuvre du plan de carrière est réalisée	Disponibilité du rapport d'enquête	Non	Oui		Activité non réalisée	0,00%	-	-	Cette activité est prévue être réalisée à l'issue des missions de vulgarisation	SRH

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
A3.2.3.10.NA	Traiter les avancements au titre de l'année 2024	Les avancements au titre de l'année 2024 sont traités	Proportion d'agents avancés ayant bénéficié de correction financière	100%	100%	12 550	Les avancements au titre de l'année 2024 sont traités	100,00%	4 200	33,47%	-	SRH
A3.2.3.11.NA	Traiter les primes de motivation et de rendement au titre de l'année 2025	Les primes de motivation et de rendement de l'année sont traitées	Nombre de rapport sur le traitement des primes	4	4	6 000	Les primes de motivation et de rendement du quatrième trimestre 2024, du premier , du deuxième et du troisième trimestres de 2025 sont traités	100,00%	-	-	Activité réalisée sans incidence financière	SRH
A3.2.3.12.NA	Organiser une session du comité de désignation des candidats aux décorations dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2025	Une session du comité de désignation des candidats aux décoration dans les ordres burkinabé au titre de l'année 2025 est tenue	Disponibilité du rapport de session	Oui	Oui	360	Une session du comité de désignation des candidats aux décoration dans les ordres burkinabé au titre de l'année 2025 est tenue	100,00%	-	-	Activité réalisée sans incidence financière	SRH
A3.2.3.13.NA	Organiser les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2025	Les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2025 sont organisées	Disponibilité du rapport de session	Oui	Oui	540	La session ordinaire de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2025 est organisée	100,00%	-	-	Activité réalisée sans incidence financière	SRH
Action 3.2.4	**Renforcement des compétences des acteurs**	**Les acteurs prennent en charge efficacement leurs attributions**	**Nombre d'acteurs formés Taux de satisfaction des besoins en renforcement des compétences**			**192 677**		**71,40%**	**50 694**	**26,31%**		
A3.2.4.4	Former les agents sur les moyens d'authentification et de validité des stickers et la méthodologie de contrôle de la facture normalisée	Les agents en charge du contrôle sont formés sur les moyens d'authentification et de validité des stickers	Nombre d'agents formés	45	50	5 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Activité non réalisée car l'accent a été mis sur la réforme de facture électronique certifiée	DOS
A3.2.4.6	Former les agents sur la norme de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites (FFI)	Des agents sont formés aux bonnes pratiques et standards internationaux	Nombre d'agents formés	57	50	5 000	46 agents ont été formés	92,00%	4 087	81,74%	-	DOS
A3.2.4.8	Former les chargés de gestion des moyens à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments	Des chargés de gestion de moyens sont formés à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments	Nombre d'acteurs formés	0	30	9 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Activité non réalisée car elle n'a pas été retenue dans le programme de formation 2025 instruite par la hiérarchie	DOS
A3.2.4.10	Assurer la formation des cadres à l'exploitation du système décisionnel	Des cadres sont formés à l'exploitation du système décisionnel	Nombre d'acteurs formés	0	150	17 500	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Projets de termes de référence (TDR) n'ont pas été encore transmis à la DOS. Les TDR sont indispensables	DOS

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
											à la mise en œuvre de l'activité. En l'absence des TDR, la DOS ne peut initier la mise en œuvre de cette activité. L'activité est reportée en 2026	
A3.2.4.11	Renforcer les compétences des acteurs du foncier	Des agents sont formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	Nombre d'agents formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	0	150	21 250	144 agents ont été formés sur la plateforme SYC@D	96,00%	4 503	21,19%	-	DOS
A3.2.4.12	Organiser des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique)	Des sessions de formation en matière de contrôle fiscal ont été administrées	Nombre de sessions de formations	1	4	25 731	Quatre sessions de formation ont eu lieu respectivement le 08 mai 2025, les 08, 09 et 10 décembre 2025	100,00%	500	1,94%	Le montant dépensé figure dans les rapports financiers élaborés par le service financier (SF). Les rapports n'ont pas encore été transmis à la DOS : les colonnes "montant dépensé" et "taux d'exécution financière" concernant cette activité ne sont donc pas renseignées.	DOS
A3.2.4.16	Renforcer les compétences des acteurs du foncier	Les acteurs du foncier sont formés sur l'utilisation de la plateforme eCadastre	Nombre de sessions de formation		3	5 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	L'activité n'a pas été retenue dans le programme de formation 2025 instruite par la hiérarchie	DOS/DC
		Les agents des RDPF sont formés sur la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI	Nombre de sessions de formation		3	5 000	15 sessions de formation ont été organisées et ont permis de former 44 agents	500,00%	4 500	90,00%	-	DOS/DC
		Les capacités des agents du cadastre sont renforcées en Qgis avancé	Nombre de sessions de formation		1	6 000	Activité réalisée. Dans le cadre du PATF-DGI3, 35 cadres du cadastre ont été formés en système d'information géographique (SIG) et Système de gestion de base de données relationnelles (du 1er au 06 sept.2025) et en base de données avec référence spatiale Postgre Sql/ Postgis du 22 au 26 septembre 2025	200,00%	15 645	260,75%	-	DOS/DC
		Les agents des SCTF sont formés pour une appropriation du manuel de procédures et du guide des tâches	Nombre de sessions de formation		3	7 500	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	L'activité n'a pas été retenue dans le programme de formation 2025 instruite par la hiérarchie	DOS/DC
		Les agents des SCTF sont formés à la tournée de conservation cadastrale	Nombre de sessions de formation		1	5 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	L'activité n'a pas été retenue dans le programme de formation 2025 instruite par la hiérarchie	DOS/DC
		Les capacités des agents du cadastre sont renforcées en	Nombre d'agents formés		10	15 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	L'activité n'a pas été retenue dans le programme de	DOS/DC

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
		pilotage de drones, collectes et traitements d'images									formation 2025 instruite par la hiérarchie	
A3.2.4.17.NA	Renforcer les compétences des agents de liaison	Les agents de liaison sont formés en bureautique 1 et 2	Nombre d'agents de liaison formés en bureautique		40	10 000	Le projet de termes de référence a été élaboré	10,00%	-	0,00%	-	SRH/SDC
		Les agents de liaison sont formés sur les règles de la circulation routière	Nombre d'agents de liaison formés en maitrise des règles de la circulation routière		40	15 000	Le projet de termes de référence a été élaboré	10,00%	-	0,00%	-	SRH/SDC
		Les agents de liaison sont formés en contexte d'insécurité	Nombre d'agents de liaison formés sur le contexte d'insécurité		40	15 000	Le projet de termes de référence a été élaboré	10,00%	-	0,00%	-	SRH/SDC
A3.2.4.18.NA	Former les agents de la DGI sur les prix de transfert	Les agents de la DGI sont formés sur les prix de transfert	Nombre d'agents formés		200	3 500	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	Les TDR ont été transmis en fin d'année 2025. La hiérarchie a instruit son report pour 2026	DOS/DLC
A3.2.4.20.NA	Former les agents de la DGI sur les conventions fiscales	Les agents de la DGI sont formés sur les conventions fiscales	Nombre d'agents formés		200	3 500	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	La hiérarchie a instruit son report en 2026	DOS/DLC
A3.2.4.21.NA	Former les acteurs sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée	Les agents des impôts sont formés sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée	Nombre d'agents formés		250	4 696	Les agents des DME CI (46), DME CII (47), DME CIII (47), DME CV (35) et de la DGE (76) ont été sensibilisés sur la réforme et formés à l'utilisation des UF du 06 au 20 février 2025 ; Les agents de la DME HBS (32) ont été sensibilisés sur la réforme et formés à l'utilisation des UF du 07 au 10 avril 2025 ; Les agents de la DME CIV (44) ont été sensibilisés sur la réforme et formés à l'utilisation des UF du 12 au 16 Mai 2025 . Par ailleurs , 421 agents des structures centrales , techniques, extérieures et déconcentrées de la DGI ont été sensibilisés sur la réforme du 17 novembre au 22 décembre 2025. Au total, 748 agents ont été sensibilisés sur la réforme.	299,20%	15 134	322,27%	-	DOS
		Les agents publics sont formés sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée	Nombre d'agents formés		150	2 000	Activité non réalisée.	0,00%	-	0,00%	Activité planifiée pour l'année 2026 car en 2025, l'accent a été mis sur les agents de la DGI et les contribuables pilotes .	DOS
A3.2.4.22.NA	Former le personnel du SCRP en technique de prise de vue, de traitement d'images et en montage vidéo	Le personnel du service de la communication et des relations publiques est formé et maîtrise les techniques de prise de vue,	Disponibilité du rapport de la formation	NA	Oui	4 000	06 agents du SCRP et de la DCRP /MEF ont été formés du 14 au 19 juillet 2025 à Koudougou	100,00%	3 082	77,05%	-	DOS/SCRP

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
		de traitement d'images et de montage vidéo										
A3.2.4.23.NA	Organiser un atelier de formation au profit des journalistes sur le traitement de l'information fiscale	Les journalistes sont formés sur le traitement de l'information fiscale	Nombre de journalistes formés	NA	20	8 000	23 journalistes des secteurs public et privé ont été formés du 15 au 17 octobre à Koudougou	115,00%	3 243	40,54%	-	DOS/SCRP
Action 3.2.5	**Amélioration du partage de l'information au sein de la DGI**	**Le dispositif de circulation de l'information répond aux besoins d'informations au sein des structures**	**Taux de fréquentation de l'intranet Taux de perception des agents à l'enquête**			**15 000**		**33,33%**	**-**	**0,00%**		
A3.2.5.1	Dynamiser l'utilisation de l'intranet	Les fonctionnalités de l'intranet sont améliorées	Disponibilité de l'intranet révisé		Oui	15 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	SCRP
		Les informations importantes de la DGI sont publiées dans l'intranet	Nombre d'agents qui fréquentent l'Intranet			PM	Les informations importantes de la DGI ont été publiées dans l'intranet	0,00%	-	0,00%	Le nombre d'agents qui fréquentent l'Intranet n'a pas été compté	SCRP
		Les agents utilisent régulièrement l'intranet	Nombre de documents publiés			PM	58 articles et informations (communiqués, notes de service, loi,) ont été publiés sur Intranet	100,00%	-	0,00%	-	SCRP
OS3.3	**Mettre en place une stratégie de conduite du changement**	**Les agents partagent la vision de la DGI**	**Taux d'adhésion des agents à la vision**			**252 167**		**44,88%**	**113 707**	**45,09%**		
Action 3.3.1	**Développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI**	**Les agents et la hiérarchie de la DGI partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs**	**Niveau d'engagement du personnel dans la réalisation des objectifs du plan stratégique**			**227 167**		**58,50%**	**112 845**	**49,67%**		
A3.3.1.1	Organiser la 14ème conférence annuelle de la DGI	La 14ème conférence annuelle de la DGI est organisée	Disponibilité du rapport général de la conférence annuelle	Oui	Oui	120 000	La 14 -ème CA-DGI a été tenue du 26 au 27 novembre 2025 à Azalai hôtel	100,00%	37 817	31,51%	-	DPSR
		L'atelier bilan de la 14ème conférence annuelle de la DGI est réalisé	Disponibilité du rapport d'atelier	Oui	Oui	3 000	L'atelier bilan sera réalisé en 2026	0,00%	-	0,00%	-	DPSR
A3.3.1.2	Organiser le Prix de l'excellence de la Direction générale des impôts (PRIEX/DGI)	La 5 -ème édition du PRIEX/DGI est organisée	Disponibilité du rapport de tenue du PRIEX/DGI	Oui	Oui	100 000	Le prix de l'excellence de la DGI au titre de l'année 2024 a été organisé le vendredi 26 septembre 2025. Il reste l'atelier bilan qui est prévu se tenir en janvier 2026	95,00%	73 368	45,86%	-	SCRP
A3.3.1.3	Promouvoir les principes et les valeurs professionnelles	1000 agents sont sensibilisés sur le contenu du code de déontologie et d'éthique	Nombre d'agents sensibilisés Disponibilité des rapports de l'ITI et du contrôle interne		1000	4 167	Des sessions de sensibilisation ont été assurées d'une part par le CAC-DGI et d'autre part par le Conseil de discipline	39,00%	1 660	39,84%	l'ITI a été réquisitionné pour le contrôle des comptes de dépôts à l'IGF, Avec la mise en place du Comité de déontologie et d'éthique, le nombre d'agents	ITI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
		Les agents exécutent leurs tâches conformément aux principes et valeurs professionnelles					du MEF, organe dans lequel siègent des agents de la DGI. Au total, 390 agents ont été sensibilisés sur le contenu du code de déontologie et d'éthique				sensibilisés au titre de l'année 2026 sera plus élevé	
Action 3.3.2	**Poursuite de la dynamisation de la politique sociale**	**Le personnel est motivé et productif**	**Taux de perception de la politique sociale par les agents**			**25 000**		**31,25%**	**862**	**3,45%**		
A3.3.2.2	Mettre en œuvre la stratégie d'accompagnement des agents de la DGI	Les agents nouvellement affectés à la DGI sont formés en coaching	Proportion d'agents nouvellement affectés à la DGI formés en coaching		100%	20 000	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	SRH
		La stratégie d'accompagnement des agents de la DGI est vulgarisée	Nombre de missions de vulgarisation	NA	8		Activité non réalisée	0,00%			-	SRH
A3.3.2.3, NA	Elaborer une stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI	La stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI est élaborée	Disponibilité du document de stratégie d'accompagnement psychosocial	NA	Oui	5 000	Une tournée de prise de contact et d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI est réalisée dans les régions du Guiriko, de Tannounyan, de Djôrô, de Yaadga, de Nando et de Bankui courant décembre 2025 Un rapport de mission a été produit	25,00%	862	17,24%	-	SRH
A3.3.2.4, NA	Mettre en œuvre le dispositif d'accompagnement des agents lors des événements sociaux	Le dispositif d'accompagnement des agents lors des événements sociaux est mis en œuvre	Disponibilité du rapport de suivi	NA	Oui	PM	L'accompagnement et le suivi des agents de la DGI lors des événements sociaux sont assurés Le rapport de gestion des évènements sociaux est produit	100,00%	-	0,00%	Les cas signalés à l'administration ont bénéficié d'une prise en charge Non transmission des rapports sur les évènements sociaux par certaines structures	Toutes structures
OS3.4	**Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI**	**Le partenariat facilite l'exécution des missions de la DGI**	**Taux de mise en œuvre des conventions de partenariat signées**			**126 021**		**70,06%**	**2 142**	**1,70%**		
Action 3.4.1	**Amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales**	**Les relations entre la DGI et les CT sont emprunts de confiance, de transparence et porteuses de résultats**	**Taux d'accroissement des recouvrements des impôts Niveau de formalisation du partenariat avec les CT**			**9 825**		**100,00%**	**2 142**	**21,80%**		
A3.4.1.3	Former et sensibiliser les élus locaux sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et	Des acteurs locaux des régions du centre, des Hauts-Bassins et des	Disponibilité du rapport de formation	NA	Oui	9 825	Un atelier de formation et de sensibilisation a été tenu au profit des acteurs locaux	100,00%	2 142	21,80%	-	DSF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
	responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal	Cascades sont formés et sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal					de la Région du Centre le 30/06/2025. Celui de Bobo Dioulasso s'est tenu le 25 juillet 2025					
Action 3.4.2	**Dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles**	**Les échanges d'informations entre là la DGI et ses partenaires sont améliorés**	**Niveau de formalisation du partenariat avec les organisations professionnelles**			**22 196**		**15,63%**	**0**	**0,00%**		
A3.4.2.1	Renforcer les capacités des partenaires externes (notaires, avocats, ...) en matière de gestion foncière et domaniale	Les capacités des partenaires externes (notaires, avocats, ...) sont renforcées en gestion foncière et domaniale	Nombre d'acteurs du secteur judiciaire formés			**1 500**	Activité non réalisée	0,00%	-	0,00%	-	DADF
A3.4.2.2	Organiser des cadres de concertations avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI dans le cadre de l'évaluation du Burkina Faso par les pairs du Forum mondial	Deux rencontres de concertation sont organisées avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI	Nombre de rencontres tenues	2	1	15 696	Activités non réalisée	0,00%	-	0,00%	A l'issue de l'évaluation de la phase 1 portant sur le dispositif juridique du Burkina Faso en matière d'échange de renseignement sur demande, l'UERF a procédé à une mise à jour des membres de 14 structures extérieures ayant participé à l'évaluation à travers l'envoi d'une lettre de mise à jour signée par Madame la Directrice générale des impôts. Un atelier est prévu en 2026 en vue de la prise en charge des recommandations issues de l'évaluation par les pairs. Aussi, un second atelier est prévu en vue de la préparation à l'évaluation de la phase 2 qui se tiendra en 2027.	DOS
A3.4.2.3.NA	Poursuivre la finalisation des conventions de partenariat avec les partenaires (Notaires, SONABEL, ONEA, DGPN, OGEB)	Des conventions de collaboration sont signées avec les Notaires, la SONABEL, l'ONEA, la DGPN et l'OGEB	Nombre de conventions signées		8	5 000	Aucune convention n'a été signée à la date du 30 Juin. Un draft de convention avec la SONABEL est disponible et les concertations avec l'ONEA sont très avancées.	0,00%	-	0,00%	-	DC
		Les structures partenaires (PARGFM, PRECA PGPC ONF ,ANDFOP, ANCF, DGFOMR, DGAIE, etc.) sont appuyées dans la sécurisation foncière de leurs sites	Nombre de structures appuyées		8	PM	Cinq (05) structures ont reçu l'accompagnement de la DC dans le cadre de leurs activités de sécurisation foncière en milieu rural (PGPC/REDD+; ANDFOP; PReCA; IGB; DGFOMR).	62,50%	-	0,00%	-	DC

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Coût estimatif (en milliers de FCFA)	Etat d'exécution au 31 décembre 2025	Taux d'exécution physique	Montant dépensé (en milliers)	Taux d'exécution financière	Observations / difficultés rencontrées	Structures responsables
Action 3.4.3	**Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales**	**La DGI se conforme aux bonnes pratiques et aux standards internationaux**	**Nombre de partenariat conclu dans le cadre du système décisionnel Nombre de demandes de renseignement traités dans les délais Montant des droits rappelés**			**94 000**		**94,57%**	**0**	**0,00%**		
A3.4.3.2	Renforcer la participation de l'Administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales	La DGI prend part aux rencontres internationales Les cotisations relatives à la participation aux rencontres internationales sont assurées	Taux de participation de la DGI aux rencontres internationales	100%	100%	59 000	la DGI a pris part à 41 rencontres sur 46, soit un taux de participation 89,13%.	89,13%	-	0,00%	Cotisation prises en charge par le budget de l'Etat	DLC
A3.4.3.3	Renforcer les missions d'assistance technique et de voyages d'études au sein des administrations fiscales étrangères	La DGI bénéficie d'expériences et d'expertises des administrations fiscales d'autres pays	Nombre de missions d'assistance technique Nombre de voyages d'études		- '-	35 000	La DGI a bénéficié d'une mission d'assistance technique. Elle a eu lieu à Ouagadougou et portait sur la mise en œuvre de la TVA sur le commerce électronique	100,00%	-	0,00%	Activité réalisée sans incidence financière	DLC

Tableau 13 : Matrice du cadre de mesure des résultats

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
Axe 1	**Accélération de la transformation numérique**	**La DGI a atteint une maturité de transformation numérique appréciable**	**Taux global de télédéclaration des impôts et taxes par les contribuables immatriculés à l'IFU**	**(Nombre total de contribuables immatriculés actifs télé déclarants / Nombre total de contribuables immatriculés actifs) * 100**				
OS 1.1	**Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI**	**La continuité de service est assurée**	**Taux de disponibilité informatique**	**(Durée total de fonctionnement normal- durée total d'indisponibilité) /durée total de fonctionnement normal)*100**				
		La capacité du Datacenter est accrue	**Taux d'accroissement de la capacité du Datacenter**	**[(Capacité du Datacenter N-capacité du Datacenter en N-1)/capacités du Datacenter en N-1]C100**				
Action 1.1.1	**Renforcement des infrastructures de production et d'exploitation**	**La performance du système d'information est assurée**	**Taux de couverture des besoins de stockage**	**(Besoins de stockage couverts/Besoins totaux de stockage)*100**				
			Taux de couverture de la puissance de calcul	**(Puissance de calcul disponible/Puissance de calcul nécessaire)*100**				
			Taux de disponibilité du réseau informatique	**(Durée total de disponibilité du réseau normal - durée total d'indisponibilité) /durée total de disponibilité du réseau normal)*100**				
			Disponibilité d'un Datacenter de secours	**Constat**				
			Taux d'équipement informatique	**(Equipements informatiques disponibles/Equipements informatiques nécessaires)*100**				
A1.1.1.1	Renforcer les capacités du Datacenter (boubouan)	La capacité de stockage du Datacenter est passée de 535 To à 940 To	Capacité de stockage	Constat	535To	940 To	915	DI
		Des serveurs de production et de sauvegarde sont acquis	Nombre de serveurs acquis	Comptage	5	5	1	DI
		La capacité de la bande passante internet est passée de 30 Mbps à 50 Mbps	Capacité de bande passante	Constat	30Mps	50 Mbps	50Mbps	DI
A1.1.1.2	Mettre en place un Datacenter de secours (distant d'au moins 100 km)	La DGI dispose du bâtiment du Datacenter de secours à une distance d'au moins 100 Km	Disponibilité du bâtiment du Datacenter	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.1.1.3	Renforcer le réseau informatique	Dix-sept (17) sites de la DGI sont interconnectés au RESINA	Nombre de sites de la DGI interconnectés au RESINA	Comptage	0	17	5	DI
		Des liaisons redondantes sont créées	Nombre de liaisons redondantes mises en place	Comptage	0	0	0	DI
		Des sites de la DGI sont dotés d'énergie alternatives	Nombre de sites de la DGI dotés d'énergie alternative	Comptage	0	12	3	DI
		Des sites névralgiques du RESINA sont dotés d'énergie alternatives	Nombre de sites du RESINA dotés d'énergie alternative	Comptage	0	5	0	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Les réseaux de la DGI sont cartographiés	Pourcentage de réseaux locaux identifiés en début d'année cartographiés	(Nombre de réseaux cartographiés / Nombre total de réseaux identifiés) * 100	20%	100%	15%	DI
A1.1.1.4	Acquérir des licences d'exploitation	Des licences d'exploitation sont acquises	Nombre de licences acquises	Comptage	NA	22	22	SF
A1.1.1.5.NA	Réaliser les travaux d'intégration en base unique de sintax et de esintax	Les bases sintax et de esintax sont unifiées en base unique	Disponibilité de la base unifiée	Constat	NA	Oui	Oui	DI
A1.1.1.6.NA	Identifier et de modéliser les besoins fonctionnels pour la mise à niveau du système d'information de gestion de l'identifiant financier unique	Les besoins fonctionnels de la mise à niveau du système d'information sont identifiés et modélisés	Pourcentage de besoins identifiés et modélisés	(Nombre de besoins modélisés / Nombre total de besoins identifiés) * 100	NA	100%	100%	DI
A1.1.1.7.NA	Développer les programmes informatiques pour la mise à niveau du système d'information de gestion de l'identifiant financier unique	Le logiciel IFU est mis à jour	Taux de mise à jour du logiciel IFU	(Nombre de fonctionnalités mises à jour / Nombre total de fonctionnalité) * 100	NA	100%	100%	DI
A1.1.1.12.NA	Mettre à niveau les interfaces entre DGI et l'ISND	Les interfaces entre la DGI et l'INSD sont mis à jour	Taux d'interface mise à jour	(Nombre d'interfaces mises à niveau / Nombre d'interfaces prévues pour être mises à jour) * 100	NA	100%	0%	DI
A1.1.1.13.NA	Mettre à niveau les écrans de consultation pour l'INSD	Les écrans de consultations de l'INSD sont mis à jour	Taux d'écrans de consultation mis à jour	(Nombre d'écrans de consultations mis à jour / Nombre d'écrans prévues pour être mises à jour) * 100	NA	100%	0%	DI
A1.1.1.14.NA	Acquérir des ordinateurs spécifiques pour les informaticiens et les statisticiens de la DGI	Des ordinateurs sont acquis pour les informaticiens et les statisticiens de la DGI	Nombre d'ordinateurs acquis	Comptage	NA	20	30	DI
Action 1.1.2	**Renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'information**	**L'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données sont assurées**	**Niveau de conformité du système d'information**					
			Taux de vulnérabilité					
			Taux d'applications couvertes par une politique de gestion d'accès	**(Nombre d'applications couvertes par une politique de gestion d'accès/Nombre total d'applications à couvrir)*100**				
			Taux des acteurs sensibilisés à la sécurité informatique	**(Nombre d'acteurs sensibilisés/Nombre total d'acteurs)*100**				
			Nombre d'accès non autorisés sur les applications sensibles	**Comptage**				
			Taux de résolution d'incidents	**(Nombre d'incidents survenus résolus/Nombre total d'incidents survenus)*100**				
			Taux de conformité des applications avec les normes nationales et internationales	**(Nombre d'applications conformes avec les normes nationales et internationales/Nombre total d'applications)*100**				
A1.1.2.2	Renforcer la sécurité du Datacenter (boubouan) et des applications métiers	Des équipements de sécurité sont acquis, installés et configurés	Nombre d'équipements de sécurités acquis, installés et configurés	Comptage	11	12	9	DI
		La sécurité de l'accès physique au Datacenter est renforcée	Disponibilité du dispositif de sécurité d'accès physique du Datacenter	Constat	Non	Oui	Non	DI

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Des zones d'accès sécurisé des données sont mises en place	Nombre de zones d'accès sécurisé des données mises en place	Comptage	2	4	0	DI
		Le système de contrôle d'accès est implémenté	Disponibilité du système de contrôle d'accès	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.1.2.3	Réaliser une évaluation du système d'information de la DGI	L'évaluation du système d'information de la DGI est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Oui	DI
A1.1.2.4	Réaliser un audit de sécurité du système d'information de la DGI	L'audit de sécurité du système d'information de la DGI est réalisé	Disponibilité du rapport d'audit	Constat	Non	Oui	Oui	DI
A1.1.2.6	Renforcer le cadre juridique du système d'information	Des protocoles d'échange de données sont élaborés	Nombre de protocoles d'échange de données élaborés	Comptage	0	4	3	DI
		Le rapport de conformité des applications est élaboré	Nombre de rapport de conformité	Comptage	2	2	2	DI
A1.1.2.7	Assurer la maintenance des applications métiers et du système décisionnel	Les contrats de maintenance de SINTAX et du système décisionnel sont signés	Nombre de contrats de maintenance signés	Comptage	2	1	0	DI
		Les rapports de maintenance sont produits	Nombre de rapports de maintenance	Comptage	2	4	4	DI
		L'outil SINTAXNET est mis à niveau	Disponibilité de l'outil SINTAXNET mis à niveau	Constat	Non	Oui	Oui	DI
		L'application gestion des tâches est migrée en Java	Disponibilité de la nouvelle version de l'application gestion des tâches	Constat	Non	Oui	Oui	DI
		Les flux de données SINTAX-eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des flux de données	(Nombre de flux de données corrigés / Nombre de flux de données en dysfonctionnement) * 100	33%	95%	100%	DI
		Les bugs et les insuffisances de eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des bugs	(Nombre de bugs corrigés / Nombre total de bugs identifiés) * 100	95%	100%	100%	DI
A1.1.2.9	Vulgariser la politique de sécurité et la charte informatique	Des agents sont sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Nombre d'agents sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Comptage	Non	500	0	DI
OS1.2	**Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale**	**Les coûts et les délais de gestion de l'impôt et de délivrance des actes sont réduis**	**Nombre d'usagers qui utilisent les services en ligne**	**Comptage**				
			Taux de contribuables actifs de la DGE et des DME qui utilisent les téléprocédures	**(Nombre de contribuables actifs de la DGE et des DME utilisant les téléprocédures/ Nombre total de contribuables actifs de la DGE et des DME) * 100**				
			Taux de contribuables actifs des autres segments qui utilisent les téléprocédures	**(Nombre de contribuables actifs des autres segments utilisant les téléprocédures/ Nombre total de contribuables actifs des autres segments) * 100**				
			Taux d'actes traités dans les délais	**(Nombre d'actes traités / Nombre total d'actes à traiter) * 100**				
Action 1.2.1	**Optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales**	**L'exécution numérique des fonctions fiscales est améliorée**	**Taux de fonctions fiscales numériques améliorées**	**(Nombre de fonctions fiscales numériques améliorées / Nombre total de fonctions**				

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
				fiscales numériques à améliorer) * 100				
			Nombre de fonctions fiscales numériques implémentées	**Comptage**				
			Nombre de sources de données intégrées au système décisionnel	**Comptage**				
			Nombre d'indicateurs intégrés au système décisionnel	**Comptage**				
			Disponibilité d'un système intégré des procédures fiscales	**Constat**				
			Disponibilité d'un système de facturation électronique	**Constat**				
A1.2.1.1	Refondre les applications métiers de la DGI	Le consultant pour l'assistance à la conception et au développement des fonctionnalités du système intégré est recruté et les informaticiens sont formés	Taux de prise en compte des fonctions fiscales par les applications métiers	(Nombre de fonctions fiscales prises en compte / Nombre total de fonctions fiscales) * 100	0%	100%	25%	DI
		Les fonctionnalités du logiciel IFU sont améliorées	Taux des fonctionnalités du logiciel IFU améliorées	(Nombre de fonctionnalités du logiciel IFU améliorées / Nombre total fonctionnalités du logiciel IFU) * 100	0%	100%	90%	DI
A1.2.1.2	Mettre en place un système de facturation électronique certifiée	La facture électronique certifiée est opérationnelle à la DGE et dans les DME	Généralisation de la réforme aux contribuables DGE et des DME	Constat	Non	Oui	Non	DI
Action 1.2.2	**Renforcement du système décisionnel**	**Le recoupement d'information et la prise de décision opérationnelle et stratégique sont améliorés**	**Nombre de décisions prises sur la base des données du système décisionnel**	**Comptage**				
A1.2.2.1	Intégrer de nouveaux indicateurs au système décisionnel	De nouveaux indicateurs sont intégrés au système décisionnel	Nombre de nouveaux indicateurs intégrés au système décisionnel	Comptage	0	0	2	DI
A1.2.2.2	Intégrer des données de sources internes et externes dans le système décisionnel	Les données de sources internes et externes sont intégrées dans le système décisionnel	Nombre de sources de données intégrées	Comptage	0	4	2	DI
A1.2.2.3	Assurer la collecte, la diffusion et le suivi de l'exploitation des données du système décisionnel	Les données du système décisionnel sont collectées et diffusées	Nombre de contribuables détectés suite à l'analyse risque	Comptage		613	783	DERF
		L'interface avec la SONABEL est fonctionnelle	Une connexion fonctionnelle existe entre la DGI et la SONABEL	Constat	NA	Oui	Oui	DERF
Action 1.2.3	**Modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale**	**L'exécution des procédures foncières, domaniales et cadastrale est dématérialisée aux fins de sécurisation foncière et d'évaluation massive des propriétés foncières**	**Taux de numérisation des documents fonciers et cadastraux**	**(Nombre de documents fonciers et cadastraux numérisés/Nombre total de documents fonciers et cadastraux à numériser) * 100**				
			Taux de procédures foncières et cadastrales digitalisées	**(Nombre de procédures foncières et cadastrales digitalisées/Nombre total de procédures foncières et cadastrales à digitaliser) * 100**				
			Taux de communes disposant d'un plan cadastral	**(Nombre de communes disposant d'un plan cadastral/Nombre total de communes) * 100**				

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
			Disponibilité d'un fichier à jour des titulaires de droits réels immobiliers	**Constat**				
			Disponibilité du SIF	**Constat**				
			Taux de déploiement du SIF au niveau national	**(Nombre de communes exploitant le SIF/Nombre total de communes)*100**				
			Taux d'accroissement des recouvrements des impôts fonciers	**[(Recouvrement des impôts fonciers N-Recouvrement des impôts fonciers en N-1)/Recouvrement des impôts fonciers en N-1)]*100**				
A1.2.3.1	Assurer la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI	Des références cadastrales sont numérisées	Nombre de références cadastrales numérisées	Comptage	218 679	100 000	186 203	
		Des plans cadastraux des zones non aménagées sont numérisés	Nombre de plans cadastraux numérisés	Comptage	0	351	7	DC
A1.2.3.2	Mettre en place le livre foncier électronique	La tenue des registres et livres fonciers est dématérialisé	Disponibilité du livre foncier électronique	Constat	Non	Oui	Non	DADF
A1.2.3.3	Mettre en place le système d'information foncière (SIF)	Les fonctionnalités de l'application SYC@D sont améliorées pour intégrer les procédures du foncier et des domaines jusqu'au livre foncier	Disponibilité de SYC@D améliorée	Constat	Non	Oui	Oui	DI
		L'interface entre SYC@D et eCADASTRE est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et eCADASTRE	Constat	Non	Oui	Non	DI
		L'interface entre eCADASTRE et SINTAX est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et SINTAX	Constat	Non	Oui	Non	DI
		L'application eCADATRE est maintenue pour corriger les insuffisances	Disponibilité de eCADASTRE améliorée	Constat	Non	Oui	Non	DI
Action 1.2.4	**Modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI**	**L'exécution de la fonction support de la DGI est informatisée**	**Taux de fonctions support numérisées**	**(Nombre de fonctions support numérisées/Nombre total de fonctions support) * 100**				
A1.2.4.1	Informatiser la gestion des ressources humaines	Le logiciel de gestion des ressources humaines est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion des ressources	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.2.4.2	Informatiser la gestion des archives et de la documentation administrative	Le logiciel de gestion des archives et de la documentation administratives conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion des archives et de la documentation administratives	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.2.4.3	Informatiser la gestion financière	Le logiciel de gestion financière est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion financière	Constat	Non	Oui	Non	DI
Action 1.2.5	**Renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers**	**Les services rendus aux usagers sont améliorés**	**Nombre d'adhérents aux téléprocédures**	**Comptage**				
			Taux de télédéclaration	**(Nombre de déclarations reçues en ligne/Nombre total de déclarations reçues) * 100**				
			Taux de télépaiement	**(Nombre de paiements reçues en ligne/Nombre total de paiements reçues) * 100**				
			Taux de services fonciers offerts en ligne	**(Nombre de services fonciers offerts en ligne/Nombre total**				

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
				de services fonciers offerts) * 100				
			Taux de services fiscaux offerts en ligne	**(Nombre de services fiscaux offerts en ligne/Nombre total de services fiscaux offerts) * 100**				
A1.2.5.1	Poursuivre l'implémentation des téléprocédures	La déclaration de la liasse des compagnies d'assurance est des banques est implémentée dans eLiasse	Disponibilité de la déclaration de la liasse des compagnies d'assurance et des banques et implémentée dans eLiasse	Constat	Non	Oui	Non	DI
		Le module eCME est effectif	Effectivité du module eCME	Constat	Kits eCME acquis	Oui	Oui	DI
		Le paiement en ligne des impôts et taxes fonciers (TJ, CF, IRF, DIIF, etc.) est implémenté	Effectivité des paiements en ligne des impôts et taxes fonciers	Constat	NA	Oui	Oui	DI
		Le module de demande de quitus fiscal en ligne est effectif	Effectivité du module de demande de quitus fiscal en ligne	Constat	Non	Oui	Oui	DI
A1.2.5.2	Informatiser l'ensemble des services rendus aux usagers	De nouveaux services en ligne sont développés au profit des usagers	Nombre de nouveaux services en ligne développés	Comptage	0	1	1	DI
Axe 2	**Construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière**	**Le citoyen adhère à l'impôt et à la recherche de la sécurité foncière**	**1. Taux des déclarations spontanées2. Taux de paiement des déclarations spontanées**	**1. (Nombre de déclarations reçues dans les délais / Nombre de déclarations attendues) * 1002.(Nombre de déclarations reçues dans les délais avec paiement / Nombre de déclarations reçues dans les délais) * 100**				
OS2.1	**Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients**	**Les usagers/clients sont satisfaits de l'engagement de la DGI à leur service**	**Taux de satisfaction des usagers clients**	**Enquête de satisfaction**				
Action 2.1.1	**Renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal**	**Les usagers/clients sont satisfaits des mesures incitatives définies**	**1. Taux de satisfaction des usagers /clients 2. Taux des contribuables ayant le statut civique**	**1. Enquête de satisfaction 2. (Nombre de déclarations reçues dans les délais avec paiement / Nombre de déclarations reçues dans les délais) * 100**				
A2.1.1.1	Procéder à un allègement du régime des sanctions applicables (Réduction sensible des taux de pénalités)	Le régime des sanctions est allégé dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI	Constat		Oui	Non	DLC
A2.1.1.2	Proposer des mesures d'allègement des droits au profit des contribuables de bonne foi en matière de recours gracieux	Une prérogative d'allègement des sanctions au profit des contribuables de bonne foi est inscrite dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI	Constat		Oui	Non	DLC
A2.1.1.3	Instituer un mécanisme de réduction d'impôts au profit des meilleurs contribuables reconnus par l'administration fiscale	Une disposition portant réduction d'impôts au profit des meilleurs contribuables est inscrite dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI	Constat		Oui	Non	DLC
A2.1.1.4	Prévoir dans le CGI le principe du contrôle pédagogique (contrôle sans émissions de droits et/ou de pénalités)	Une disposition portant contrôle pédagogique est inscrite dans le CGI	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI	Constat		Oui	Non	DLC
A2.1.1.5	Définir un régime spécifique de l'ASF pour les entreprises citoyennes	Un régime spécifique de l'ASF pour les entreprises citoyennes est défini	Disponibilité des dispositions correspondantes dans le CGI	Constat		Oui	Non	DLC

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
Action 2.1.2	**Amélioration des relations avec les usagers/clients**	**Les usagers ont une bonne perception de l'administration fiscale**	**1. Taux des usagers clients ayant une bonne perception de la DGI 2. Nombre de plaintes, conflits 3. Nombre des usagers/clients qui interagissent avec l'administration**	**1. Enquête de satisfaction 2. Comptage 3. Comptage**				
A2.1.2.3	Réaliser une enquête d'opinion et de satisfaction	Une enquête d'opinion et de satisfaction est réalisée	Disponibilité du rapport d'enquête	Constat	NA	Oui	Oui	SCRP
A2.1.2.5	Organiser la rentrée fiscale	La 10 -ème rentrée fiscale est organisée	Disponibilité du rapport de tenue de la rentrée fiscale	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
Action 2.1.3	**Renforcement de la communication externe**	**Les usagers/clients sont satisfaits de la communication de la DGI**	**1. Le taux de satisfaction 2. Le nombre de supports utilisés pour diffuser les messages 3. Nombre de personnes touchées**	**1. Enquête de satisfaction 2. Comptage 3. Comptage**				
A2.1.3.3	Participer à la cérémonie de récompense des journalistes (Concours Prix Gallian)	Un (01) prix spécial est décerné	Disponibilité du rapport de tenue des Prix Gallian	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
A2.1.3.8.NA	Assurer la participation de la DGI au tour du Faso 2025	La participation de la DGI au tour du Faso 2025 est assurée	Disponibilité du rapport de participation au tour du Faso 2025	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
A2.1.3.9.NA	Produire et publier des articles à caractère fiscal sur les différentes plateformes de la DGI	Des articles de presse sont produits et publiés	Nombre d'articles produits et publiés	Comptage	112	120	168	SCRP
		Des vidéos intitulées "Dans les couloirs de la DGI" sont produites et publiées	Nombre de vidéos produites	Comptage	0	10	36	SCRP
		Des numéros de Fisc infos sont produits et publiés	Nombre de numéros produits	Comptage	3	4	2	SCRP
A2.1.3.10.NA	Organiser une campagne de sensibilisation des contribuables sur les procédures et règles d'immatriculation	Une campagne de sensibilisation des contribuables sur les procédures et règles d'immatriculation est organisée	Nombre de régions couvertes	Comptage	0	6	Non	SCRP
Action 2.1.4	**Contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt (transparence, redevabilité, gouvernance fiscale).**	**Les citoyens ont compris le rôle et la nécessité de l'impôt**	**1. Taux de satisfaction des usagers/clients quant à l'utilisation du produit de l'impôt 2. Nombre de contrôles externes de l'administration fiscale disséminées 3. Nombre d'actions de redevabilité**	**1. Enquête de satisfaction 2. Comptage 3. Comptage**				
A2.1.4.1	Organiser le mois de l'exemplarité fiscale	Le mois de l'exemplarité fiscale est organisé	Nombre de structures publiques ayant participé au mois de l'exemplarité fiscale	Comptage	3	15	20	SCRP
A2.1.4.3	Organiser en collaboration avec une collectivité locale une journée de redevabilité sur les impôts locaux	Une (01) journée de redevabilité est organisée en collaboration avec une collectivité locale	Disponibilité du rapport de tenue de la journée de redevabilité	Constat	Non	Oui	Non	SCRP
A2.1.4.4,NA	Organiser des sessions de sensibilisation des contribuables sur la facturation électronique certifiée	Des sessions de sensibilisation des contribuables sur la facturation électronique certifiée sont organisées	Nombre de sessions	Comptage	NA	10	5	DOS
OS2.2	**Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme**	**Les contribuables ayant bénéficié des actions de contrôle ont un meilleur comportement fiscal**	**1. Taux de déclarations spontanées des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique 2. Taux de conformité aux règles fiscales**	**1. (Nombre de déclarations reçues dans les délais des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique / Nombre de déclarations attendues des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique) * 100 2.(Nombre de déclarations reçues dans les délais avec paiement / Nombre de déclarations reçues dans les délais) * 100**				
Action 2.2.1	**Action 2.2.1 : Amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler**	**Les contribuables présentant les plus grands risques sont prioritairement programmés**	**1. Taux de dossiers programmés suivant l'analyse risques informatisée**	**(Nombre de dossiers programmés suivant l'analyse risques informatisée/Nombre total de dossiers programmés) * 100**				

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
A2.2.1.2	Elaborer les programmes de vérifications principalement sur la base de l'analyse risque informatisée (intégrer la cartographie des risques dans la base de données	Les programmes de vérifications sont élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée	Pourcentage des programmes de vérifications élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée	(Nombre de programmes élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée/Nombre total de programmes) * 100	97,90%	60%	92,19%	DCF
A2.2.1.3	0	Des programmes spéciaux de vérification sont élaborés	Pourcentage des dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles et pertinentes reçues	(Nombre de dossiers traités / Nombre total de dossiers reçus) * 100	54,50%	90%	100%	DCF
Action 2.2.2	**Renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle**	**Les droits et garanties des contribuables sont préservés**	**Evolution du nombre des recours (réclamations et recours hiérarchiques)**	**Comptage**				
A2.2.2.1	Elaborer des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal (sur des chefs de redressements complexes, sur des secteurs spécifiques)	Des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal sont élaborés et diffusés	Disponibilité des notes et des guides techniques élaborés	Constat	Oui	Oui	Oui	DOS
A2.2.2.2	Mener des missions de contrôle fiscal des secteurs spécifiques (banques, mines, assurances, PPP, etc.) avec l'appui du réseau d'experts de la DGI pour une assurance qualité	Des missions de contrôle des secteurs spécifiques sont menées de concert avec le réseau des experts	Nombre de missions de contrôle spécifiques menées	Comptage	10	4	12	DOS
A2.2.2.4	Organiser des rencontres techniques au profit des services de contrôles	Des rencontres techniques sont tenues avec les services de contrôles	Nombre de rencontres techniques tenues	Comptage	5	3	3	DCF
A2.2.2.5	Traiter les dossiers de recours dans les délais	90% des dossiers de recours sont traités dans les délais	Taux de traitement des dossiers de recours dans les délais	(Nombre de dossiers de recours traités dans les délais / Nombre total de dossiers de recours) * 100	43%	80%	65,33%	DCF
A2.2.2.6	Assurer le secrétariat technique de la commission d'examen des réclamations et des transactions	Le secrétariat technique de la commission d'examen des réclamations et des transactions est assuré	Nombre de sessions tenues	Comptage	8	2	16	DCF
Action 2.2.3	**Valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle**	**Les contribuables ayant fait l'objet du contrôle pédagogique ont une meilleure compréhension des règles fiscales**	**1. Evolution du taux de conformité des déclarations des contribuables contrôlés (Evolution des résultats des contrôles des contribuables concernés)** **2. Evolution des déclarations fiscales des contribuables concernés**					
A2.2.3.1	Organiser des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée	Des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée sont organisées	Nombre d'opérations	Comptage	6	3	3	DOS
A2.2.3.3	Effectuer le suivi statistique du comportement fiscal des contribuables vérifiés dans le cadre du contrôle pédagogique	Les rapports de suivi statistique sont produits	Nombre de rapports produits	Comptage	0	2	1	DCF
OS2.3	**Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients**	**Les coûts d'accès aux services offerts par l'administration fiscale sont réduits**	**1. Taux des interactions via les nouvelles offres de services par rapport aux cibles** **2. Taux de satisfaction relatif aux services innovants**	**1. 2. Enquête de satisfaction**				
Action 2.3.1	**Renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale**	**Les usagers/clients sont satisfaits des prestations domaniale, foncière et cadastrale**	**1. Evolution du nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais** **2. Le taux de satisfaction des usagers/clients sur les prestations des services fonciers**	**1. [(Nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais N - Nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais N - 1) / Nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais N - 1] * 100** **2. Enquête de satisfaction**				
A2.3.1.1	Organiser des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation, aux usagers/clients	Des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation sont organisées	Nombre de titres d'occupation délivrés	Comptage	1	2	0	DADF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
A2.3.1.2	Organiser des opérations spéciales d'apurement des dossiers fonciers en instance	Des opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage organisées	Comptage	3	3	1	DC
		Des opérations spéciales d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers organisées	Comptage	3	3	1	DC
A2.3.1.4.NA	Assurer le traitement des demandes de cessions définitives dans les délais	Les demandes de cessions définitives de l'année 2025 sont traitées dans les délais	Pourcentage de demandes de cessions définitives de l'année 2025 traité dans les délais	(Nombre de demandes de cessions définitives traitées dans les délais/Nombre total de demande reçues)/100	50%	75%	71,59%	DADF
A2.3.1.5.NA	Assurer le traitement des demandes d'affectation de terrains dans les délais	Les demandes d'affectation de terrains de l'année 2025 sont traitées dans les délais	Pourcentage de demandes d'affectation de terrain de l'année 2025 traité dans les délais	(Nombre de demandes d'affectation de terrains traitées dans les délais/Nombre total de demande reçues)/100	75%	75%	87,74%	DADF
A2.3.1.6.NA	Assurer le traitement des demandes de cessions provisoires dans les délais (opération spéciale)	Les demandes de cessions provisoires de l'année 2025 sont traitées dans les délais	Pourcentage de demandes de cessions provisoires de terrain de l'année 2025 traité dans les délais	(Nombre de demandes de cessions provisoires traitées dans les délais/Nombre total de demande reçues)/100	60%	75%	63,96%	DADF
A2.3.1.7.NA	Conduire les opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique (SONABEL Ministère infrastructure, AMGT; Barrage Bougouriba, Agence de l'eau du Nakambé, SOPAFER-B)	Les opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique sont assurées	Disponibilité du rapport des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique	Constat	NA	Oui	Non	DADF
A2.3.1.8.NA	Assurer la reprise des titres d'occupation des personnes affectées par les projets dans le cadre des expropriations	Les titres d'occupations sont repris en tenant compte des nouvelles dimensions restantes	Disponibilité du rapport de tenue de l'activité	Constat	NA	Oui	Non	DADF
A2.3.1.9.NA	Organiser un atelier de sensibilisation des acteurs judiciaires sur le processus de demandes de terrains à usage autre que d'habitation	Un atelier de sensibilisation des acteurs judiciaires sur le processus de demandes de terrains à usage autre que d'habitation est organisé	Disponibilité du rapport d'atelier	Constat	Oui	Oui	Non	DADF
Action 2.3.2	**Amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients**	**Les usagers/clients sont satisfaits de la qualité des services rendus**	**1. Taux d'utilisation des services2. Taux de satisfaction des usagers/clients**	**1. [(Nombre d'utilisation des services N - Nombre d'utilisation des services N - 1)/Nombre d'utilisation des services N - 1)]*1002. Enquête de satisfaction**				
A2.3.2.1	Former les agents des impôts sur l'accueil et l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers	Les agents des impôts sont formés sur l'accueil et l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers	Nombre d'agents formés	Comptage	73	100	128	DOS
A2.3.2.2	Œuvrer à la certification de la DGI	Des ateliers sont organisés en vue d'examiner et de valider les documents produits par le consultant	Nombre d'ateliers organisés	Comptage	0	2	0	DPSR/CAT
Action 2.3.3	**Développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales**	**Les usagers /clients ont une plus grande facilité d'accès aux services de la DGI**	**1. Le nombre de services innovants fonctionnels 2. Le taux de satisfaction des usagers/clients**	**1. Comptage 2. 2. Enquête de satisfaction**				
A2.3.3.1	Effectuer la géolocalisation des services de la DGI	La géolocalisation des services de la DGI est effectuée	Taux de géolocalisation des services	(Nombre de services géolocalisés / Nombre total de services) *100			19,33%	SCRP
A2.3.3.5	Opérationnaliser le numéro vert	Le numéro vert est opérationnel	Disponibilité du rapport d'opérationnalisation du numéro vert	Constat	Non	Oui	Non	SCRP

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
Axe 3	**Amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles**	**Le système managérial de la DGI favorise une mise en œuvre efficace de ses activités et permet de mobiliser 8 595 milliards sur la période 2023-2027**	**Taux d'exécution du PTA**	**Moyenne des taux d'exécution physique des activités du PTA**				
			Taux de recouvrement des prévisions	**(Recouvrements/Prévisions) * 100**				
			Taux de croissance des recettes	**[(Recouvrements N - Recouvrements N - 1)/Recouvrements N - 1)]*100**				
OS3.1	**Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage**	**Les capacités de pilotage améliorées contribuent à l'accroissement des performances**	**Taux d'exécution du programme d'activités**	**Moyenne des taux d'exécution physique des activités du PTA**				
Action 3.1.1	**Renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles**	**Le cadre institutionnel, les outils, moyens et cadres de pilotage participent efficacement à l'amélioration des capacités de pilotage**	**Disponibilité des outils de pilotage**	**Constat**				
A3.1.1.1	Assister les unités de recouvrement (UR) dans l'analyse et l'apurement des RAR	L'analyse des RAR des grandes UR est assuré	Disponibilité du rapport d'analyse	Constat	Non	Oui	Oui	DSF
		Les RAR des gros reliquataires des UR sont apurés	Taux de recouvrement des RAR cantonnés	(Montant des recouvré / RAR cantonnés - dégrèvement) * 100	8%	8%	7,66%	DSF
			Taux d'apurement des RAR cantonnés	(Montant recouvré + montant dégrevé)/RAR cantonnés	24,07%	20%	22,63%	DSF
		15 séances d'encadrement technique sont tenues avec les UR	Nombre de séances tenues	Comptage	NA	15	57	
A3.1.1.2	Effectuer des opérations spécifiques de recouvrement forcé	Les procédures d'inscriptions hypothécaires légales sont mises en œuvre.	Nombre de demandes d'inscriptions hypothécaires légales initiées	Comptage	42	25	4	DOS
A3.1.1.7	Opérationnaliser la mise en œuvre du droit de préemption de l'administration	Le droit de préemption est exercé	Nombre de procédures de rachat d'immeuble diligentées	Comptage	0	2	0	DOS
A3.1.1.8	Elaborer un plan de continuité des activités de la DGI	Un plan de continuité des activités de la DGI est élaboré	Disponibilité du plan de continuité des activités	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
A3.1.1.10	Produire et actualiser des monographies sur des secteurs d'activités spécifiques	Une monographie sur un secteur d'activités spécifique est élaborée	Nombre de nouvelles monographies élaborées	Comptage	0	1	0	DERF
A3.1.1.11.NA	Recouvrer les recettes propres de l'Etat	1 574 milliards sont recouvrés au profit du budget de l'Etat	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	(Montant recouvré/Prévisions) * 100	88,27%	100%	100,25%	DSF
		43 milliards sont recouvrés au profit des CT	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget des CT	(Montant recouvré/Prévisions) * 100	116,06%	100%	111,72%	DSF
		85 milliards FCFA sont recouvrés par la DGI au profit du FSP	Taux de recouvrement des recettes au profit du FSP	(Montant recouvré/Prévisions) * 100	150,11%	100%	156,33%	DSF
		Les recouvrements définitifs 2024 de la DGI sont stabilisés et validés	Disponibilité des recouvrements définitifs 2024 de la DGI	Observation	Oui	Oui	Oui	DSF
		La réparation des prévisions 2025 entre les UR est assurée	Disponibilité du rapport	Observation	Oui	Oui	Oui	DSF
		Une note explicative des prévisions, émissions et recouvrements de la DGI est élaborée à l'attention de la COMFIB de l'ALT en vue de l'élaboration du budget de l'Etat exercice 2026	Disponibilité du rapport	Observation	Oui	Oui	Oui	DSF
A3.1.1.12.NA	Organiser les cadres de concertation avec les UR	Les rencontres semestrielles avec les receveurs, les CSA et les Chefs SISFO sont tenues à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	Nombre de rencontres tenues	Comptage	3	2	2	DSF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Douze revues de performances sont organisées	Nombre de revues de performances tenues	Comptage	12	12	12	DSF
		Les rapports trimestriels de performances sont produits	Nombre de rapports trimestriels de performance	Comptage	4	4	4	DSF
		Les rapports trimestriels d'exécution du budget en recettes sont produits	Nombre de rapports trimestriels d'exécution du budget	Comptage	4	4	4	DSF
A3.1.1.13.NA	Organiser des concertations des acteurs de la chaîne foncière	Un cadre de concertation est institué Des séances de concertations des acteurs de la chaîne foncière sont tenues	Disponibilité de la note portant institution du cadre de concertation Nombre de séances tenues	Constat Comptage	Non 0	Oui 3	Non 0	DADF
A3.1.1.14.NA	Organiser des cadres de concertation avec les SGM	Des rencontres sont organisées avec les SGM	Disponibilité des comptes rendus	Constat	Non	Oui	Oui	SF
A3.1.1.15.NA	Organiser la production des statistiques	Les secteurs d'activités des contribuables sont classifiés selon la NAEMA révisée	Disponibilité de la base de données des secteurs d'activités par contribuable	Constat		Oui	Oui	DSF
		L'annuaire statistique 2024 est élaboré et diffusé	Disponibilité de l'annuaire statistique 2024	Constat		Oui	Oui	DSF
		Le tableau de bord statistique 2024 est élaboré et diffusé	Disponibilité du tableau de bord statistique 2024	Constat		Oui	Oui	DSF
		Les requêtes sont mises à jour et Les extractions automatisées	Disponibilité du rapport d'atelier	Constat		Oui	Oui	DSF
A3.1.1.16.NA	Organiser les cérémonies d'installation des responsables de la DGI	Les cérémonies d'installation des responsables de la DGI sont organisées	Nombre de cérémonies organisées	Comptage	10	10	16	SCRP
A3.1.1.25.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des résolutions des revues de performance	Le suivi de l'effectivité de la retenue à la source sur les commandes publiques de l'année 2024 est assuré	Disponibilité du rapport de suivi	Constat		oui	Oui	DERF
		Le suivi des notifications de droits relatifs aux arrêtés de cession provisoire de terrain signés est assuré	Taux de notification de droits sur les arrêtés de cession provisoire de terrain signés	(Nombre de dossiers notifiés par les receveurs/Nombre total de dossiers reçus)x100	75%	100%	0%	DADF
		Le suivi de l'exploitation des résultats d'enquêtes est assuré	Taux de retour d'exploitation d'informations reçues par les UR	(Nombre de retour/Nombre de transmission)*100	57%	90%	10,13%	DERF
		Le suivi des relances est assuré par trimestre	Nombre de relances par trimestre	Comptage		1	0	DERF
A3.1.1.26.NA	Organiser cadres de concertations avec les SCTF	Des cadres de concertations sont tenus avec les SCTF	Nombre de cadres tenus	Comptage		3	0	DC
Action 3.1.2	**Amélioration du système de planification et de suivi-évaluation**	**Le système de planification et de suivi-évaluation est digitalisé et exploité au sein des structures**	**Disponibilité d'outils informatisés de planification et de suivi-évaluation**	**Constat**				
A3.1.2.1	Réaliser les différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales	Une évaluation TADAT est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.2	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des différents documents stratégiques de la DGI	Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PS est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PS	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les sessions du comité de pilotage du PS sont organisées	Nombre de sessions tenues	Comptage	0	2	2	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du PAI est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PAI	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations des ANF est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PA des recommandations des ANF	Constat	Non	Oui	Non	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de promotion du civisme fiscal est assuré	Disponibilité du rapport de suivi de la stratégie de promotion du civisme fiscal	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des RAR est assuré	Disponibilité du rapport de suivi du PS	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
A3.1.2.3	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des projets et programmes dont la DGI est bénéficiaire	Les fiches de suivi des projets et programmes dont la DGI est bénéficiaire sont renseignées conformément aux indications du canevas type	Disponibilité des fiches de suivi actualisées	Constat	Oui	Oui	Non	DPSR
A3.1.2.4	Vulgariser le plan stratégique (PS) 2023-2027 de la DGI	Des sessions de formation et de communication sur le PS 2023-2027 sont organisées à Ouagadougou	Disponibilité du rapport de communication	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Koudougou (Koudougou- Dédougou- Ouahigouya)	Disponibilité du rapport de communication	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Bobo-Dioulasso (Bobo-Gaoua- Banfora)	Disponibilité du rapport de communication	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Tenkodogo (Tenkodogo-Manga- Fada)	Disponibilité du rapport de communication	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Une session de communication sur le PS 2023-2027 est organisée à Kaya (Kaya- Dori-Ziniaré)	Disponibilité du rapport de communication	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.7.NA	Elaborer les lettres de mission des structures (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI	Les lettres de mission sont élaborées	Disponibilité des lettres de missions	Constat	Oui	Oui	Oui	CAT
A3.1.2.8.NA	Elaborer le programme d'activités 2026 de la DGI	Le programme d'activités 2026 de la DGI est élaboré	Disponibilité du programme d'activités 2026	Constat	Oui	Oui	Non	DPSR
A3.1.2.9.NA	Elaborer les rapports d'activités 2022 et 2024 de la DGI	Le rapport d'activités 2022 de la DGI est élaboré	Disponibilité du rapport d'activités 2022	Constat	Oui	Oui	Non	DPSR
		Les rapports d'activités 2022 et 2024 de la DGI sont élaborés	Disponibilité du rapport d'activités 2024	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.10.NA	Elaborer le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE DGI 2025	le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE-DGI 2024 est élaboré	Disponibilité du rapport d'exécution à mi-parcours du budget	Constat	Oui	Oui	Oui	SF
A3.1.2.11.NA	Elaborer le projet de budget du FE DGI 2026	Le projet de budget du FE DGI 2026 est élaboré	Disponibilité du projet de budget	Constat	Oui	Oui	Oui	SF
A3.1.2.12.NA	Elaborer l'avant-projet de budget titre II gestion 2026-2028	L'avant-projet de budget titre II gestion 2026-2028 est élaboré	Disponibilité de l'avant-projet de budget 2026-2028	Constat	Oui	Oui	Oui	SRH
A3.1.2.13.NA	Assurer le suivi des transferts de titres de propriétés et de jouissance	Le suivi des transferts de titres de propriétés et de jouissance est assuré	Disponibilité du rapport de suivi	Constat	Oui	Oui	Oui	DADF
A3.1.2.15.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des activités de représentation de la DGI	Les rapports de suivi du PTA MEF sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi du PTA MEF	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les rapports de suivi du PAIRFP sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi du PAIRFP	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les rapports de suivi du PRUT sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi du PRUT	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Le rapport de suivi de la SNCD est élaboré	Disponibilité du rapport de suivi de la SNCD	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Le rapport de suivi du compact G20 est élaboré	Disponibilité du rapport de suivi du compact G20	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Le rapport de suivi de la mise en œuvre des résultats majeurs par programme budgétaire est élaboré	Disponibilité du rapport de suivi de la mise en œuvre des résultats majeurs par programme budgétaire	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les rapports de suivi de la mise en œuvre des mesures et indicateurs d'appui budgétaire sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi de la mise en œuvre des mesures et indicateurs d'appui budgétaire	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les rapports de suivi-évaluation du contrat d'objectifs sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation du contrat d'objectifs	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les rapports de suivi-évaluation du PASD sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation du PASD	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		Les rapports de suivi-évaluation du CSD-GE sont élaborés	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation du CSD-GE	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.16.NA	Elaborer le plan triennal glissant 2025-2027 du PS	Le plan triennal glissant 2025-2027 du PS est élaboré	Disponibilité du plan triennal glissant 2025-2027 du PS	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.17.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan intégré de formation continue de la DGI	Le suivi de la mise en œuvre du plan intégré de formation continue de la DGI est assuré	Disponibilité du rapport de suivi	Constat	Non	oui	Oui	SRH
Action 3.1.3	**Amélioration du système de contrôle interne**	**Le niveau de maturité du contrôle interne est amélioré**	**Niveau de maturité du contrôle interne**					
A3.1.3.1	Mettre à jour la cartographie des risques de la DGI	La cartographie des risques de la DGI est mise à jour	Disponibilité d'une cartographie des risques actualisée	Constat	**Oui**	Oui	Non	SCIMR
A3.1.3.5.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des différents documents relatifs au contrôle interne	Les rapports de suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audits sont produits	Nombre de rapports produits	Comptage	7	7	12	SCIMR
		Les rapports de suivi des délais de traitement des dossiers sont élaborés et transmis à bonne date	Nombre de rapports produits	Comptage	5	5	5	SCIMR
		Les rapports de suivi de la mise en œuvre des instructions et orientations hiérarchiques sont produits	Nombre de rapports produits	Comptage	1	3	1	SCIMR
OS3.2	**Renforcer les capacités opérationnelles**	**Les capacités opérationnelles sont en adéquation avec les besoins exprimés**	**Taux de couverture des besoins exprimés**	**(Besoins satisfaits / Besoins exprimés) * 100**				
Action 3.2.1	**Amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral**	**Le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral est transparent, efficace, efficient, flexible et accessible**	**Disponibilité d'un cadre juridique unifié**	**Constat**				
A3.2.1.1	Relire le code général des impôts	Les mesures fiscales nouvelles de la LF 2026 sont élaborées	Disponibilité des mesures fiscales nouvelles de la LF 2026	Constat	Oui	Oui	Oui	DLC
		De nouvelles mesures fiscales sont intégrées dans le CGI	Disponibilité du CGI à jour de la LF 2025	Constat	Oui	Oui	Oui	DLC
A3.2.1.5	Relire les textes portant perception des droits et taxes fonciers et domaniaux	L'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales est relu	Disponibilité de l'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales relu	Constat	Non	Oui	Non	DC
A3.2.1.6	Elaborer un manuel de procédures d'expropriation ainsi que le barème d'expropriation.	Une étude portant élaboration du manuel de procédures ainsi que le barème d'expropriation est réalisée	Disponibilité du rapport d'étude	Constat	NA	Oui	Non	DADF
A3.2.1.7	Réaliser une étude portant (relecture de la) tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales	Une étude portant relecture de la tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales est réalisée	Disponibilité du rapport d'étude	Constat	NA	Oui	Non	DADF

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
A3.2.1.10.NA	Elaborer la note d'orientation de la LF 2025	La note d'orientation de la LF 2025 est élaborée	Disponibilité de la note d'orientation	Constat	Oui	Oui	Oui	DLC
A3.2.1.11.NA	Vulgariser les mesures fiscales nouvelles de la LF 2025	Les agents sont formés sur les mesures fiscales nouvelles	Nombre d'agents formés	Comptage		200	200	DLC
A3.2.1.12.NA	Assurer le suivi du contrôle qualité des travaux techniques des géomètres experts et des SCTF	Le contrôle qualité des travaux techniques des géomètres experts et des SCTF est assuré	Nombre de communes concernées	Comptage	15	15	33	DC
		Le suivi du contrôle des bornages effectués par l'OGEB est assuré	Nombre de contrôles effectués	Comptage	NA	5	0	DC
A3.2.1.13.NA	Mettre à jour le module gestion des exonérations et basculement vers le logiciel java	Le module gestion des exonérations est mis à jour et basculé vers le logiciel java	Disponibilité du module de gestion des exonérations mis à jour sur SINTAX	Constat	NA	Oui	Oui	DLC
A3.2.1.14.NA	Elaborer un projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis (MEF, MATM et MUH)	Un projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis est élaboré	Disponibilité du projet d'arrêté portant procédures, conditions d'établissement et de vérification des croquis	Constat	NA	Oui	Oui	DC
A3.2.1.16.NA	Elaborer le projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune	Le projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune est élaboré	Disponibilité du projet de loi portant institution de la taxe sur la fortune	Constat	NA	Oui	Oui	DLC
Action 3.2.2	**Renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion**	**Les équipements, infrastructures et outils de gestion sont financés de manière adéquate**	**Taux de progression du budget alloué à la DGI Taux d'exécution du budget du FE DGI Nombre de nouvelles infrastructures construites**	**1. [(Budget alloué à la DGI N - Budget alloué à la DGI N - 1) / Budget alloué à la DGI N - 1] * 100 2. (Dépenses sur budget FE / Total budget FE) * 100 3. Comptage**				
A3.2.2.7.NA	Renforcer la tenue de la comptabilité des matières par la codification et l'immatriculation des matières avant leur mise en service	La tenue de la comptabilité matières est renforcée	Disponibilité de la liste des matières codifiées et immatriculées	Observation		Oui	Non	BCMS
A3.2.2.7.NA	Recenser et enlever le matériel hors d'usage ou non en service dans les structures centrales et extérieures de la DGI.	Le matériel hors d'usage est identifié et regroupé	Disponibilité du PV d'enlèvement de matériels hors usage ou non en service	Observation		Oui	Oui	BCMS
Action 3.2.3	**Amélioration de la gestion des ressources humaines**	**Les ressources humaines portent efficacement les missions des structures**	**Nombre d'outils RH élaborés et mis en œuvre Taux de satisfaction des besoins en RH**	**1. Comptage 2. (Besoins en RH satisfaits / Besoins exprimés) * 100**				
A3.2.3.2	Assurer le renforcement des effectifs et des profils des emplois de la DGI	Des informaticiens sont affectés à la DGI	Nombre d'informaticiens affectés à la DGI	Comptage	24	10	3	SRH
		Des agents de soutien sont affectés à la DGI	Nombre d'agents de soutien affectés à la DGI	Comptage	17	15	16	SRH
A3.2.3.3	Elaborer et mettre en œuvre les outils RH	La cartographie des effectifs est élaborée et mise en œuvre	Disponibilité de la cartographie des effectifs	Constat		Oui	Oui	SRH
		Le tableau de bord RH est élaborée et mis en œuvre	Disponibilité du tableau de bord RH	Constat		Oui	Oui	SRH
A3.2.3.4	Mettre en œuvre les fiches de poste de travail	Les fiches de poste de travail sont vulgarisées	Nombre de missions de vulgarisation	Comptage	0	8	1	SRH
		Les fiches de poste de travail sont mises en œuvre	Pourcentage de poste de travail occupé selon les normes	(Nombre de poste de travail occupé selon les normes/Nombre total de poste de travail) * 100		80%	15%	SRH
A3.2.3.5	Assurer le suivi de la notification des contrats d'objectifs (Lettres de mission et fiches d'indication des attentes)	Le suivi de la notification des contrats d'objectifs est assuré	Taux de notification de contrats d'objectifs	(Nombre d'agents ayant reçu de contrats d'objectifs/Nombre total d'agents présents) * 100		100%	100%	SRH

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
A3.2.3.6	Vulgariser et mettre en œuvre le plan de carrière	Le plan de carrière est vulgarisé auprès des agents	Nombre de missions de vulgarisation	Comptage		8	0	SRH
		Une enquête de satisfaction sur la mise en œuvre du plan de carrière est réalisée	Disponibilité du rapport d'enquête	Constat	Non	Oui	Non	SRH
A3.2.3.10.NA	Traiter les avancements au titre de l'année 2024	Les avancements au titre de l'année 2024 sont traités	Proportion d'agents avancés ayant bénéficié de correction financière	(Nombre d'agents avancés/Nombre total d'agents ayant bénéficié de correction financière) * 100	100%	100%	100%	SRH
A3.2.3.11.NA	Traiter les primes de motivation et de rendement au titre de l'année 2025	Les primes de motivation et de rendement de l'année sont traitées	Nombre de rapport sur le traitement des primes	Comptage	4	4	4	SRH
A3.2.3.12.NA	Organiser une session du comité de désignation des candidats aux décorations dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2025	Une session du comité de désignation des candidats aux décoration dans les ordres burkinabé au titre de l'année 2025 est tenue	Disponibilité du rapport de session	Constat	Oui	Oui	Oui	SRH
A3.2.3.13.NA	Organiser les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2025	Les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2025 sont organisées	Disponibilité du rapport de session	Constat	Oui	Oui	Oui	SRH
Action 3.2.4	**Renforcement des compétences des acteurs**	**Les acteurs prennent en charge efficacement leurs attributions**	**Nombre d'acteurs formés Taux de satisfaction des besoins en renforcement des compétences**	**1. Comptage 2. (Besoins en renforcement des compétences satisfaits / Besoins exprimés) * 100**				
A3.2.4.4	Former les agents sur les moyens d'authentification et de validité des stickers et la méthodologie de contrôle de la facture normalisée	Les agents en charge du contrôle sont formés sur les moyens d'authentification et de validité des stickers	Nombre d'agents formés	Comptage	45	50	0	DOS
A3.2.4.6	Former les agents sur la norme de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites (FFI)	Des agents sont formés aux bonnes pratiques et standards internationaux	Nombre d'agents formés	Comptage	57	50	46	DOS
A3.2.4.8	Former les chargés de gestion des moyens à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments	Des chargés de gestion de moyens sont formés à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments	Nombre d'acteurs formés	Comptage	0	30	0	DOS
A3.2.4.10	Assurer la formation des cadres à l'exploitation du système décisionnel	Des cadres sont formés à l'exploitation du système décisionnel	Nombre d'acteurs formés	Comptage	0	150	0	DOS
A3.2.4.11	Renforcer les compétences des acteurs du foncier	Des agents sont formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	Nombre d'agents formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	Comptage	0	150	144	DOS
A3.2.4.12	Organiser des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique)	Des sessions de formation en matière de contrôle fiscal ont été administrées	Nombre de sessions de formations	Comptage	1	4	4	DOS
A3.2.4.16	Renforcer les compétences des acteurs du foncier	Les acteurs du foncier sont formés sur l'utilisation de la plateforme ecadastre	Nombre de sessions de formation	Comptage		3	0	DOS/DC
		Les agents des RDPF sont formés sur la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI	Nombre de sessions de formation	Comptage		3	15	DOS/DC
		Les capacités des agents du cadastre sont renforcées en Qgis avancé	Nombres d'agents formés	Comptage		1	2	DOS/DC

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Les agents des SCTF sont formés pour une appropriation du manuel de procédures et du guide des tâches	Nombre de SCTF formés	Comptage		13	0	DOS/DC
		Les agents des SCTF sont formés à la tournée de conservation cadastrale	Nombre de sessions de formation	Comptage		1	0	DOS/DC
		Les capacités des agents du cadastre sont renforcées en pilotage de drones, collectes et traitements d'images	Nombre d'agents formés	Comptage		10	0	DOS/DC
A3.2.4.17.NA	Renforcer les compétences des agents de liaison	Les agents de liaison sont formés en bureautique 1 et 2	Nombre d'agents de liaison formés en bureautique	Comptage		40	0	SRH/SDC
		Les agents de liaison sont formés sur les règles de la circulation routière	Nombre d'agents de liaison formés en maitrise des règles de la circulation routière	Comptage		40	0	SRH/SDC
		Les agents de liaison sont formés en contexte d'insécurité	Nombre d'agents de liaison formés sur le contexte d'insécurité	Comptage		40	0	SRH/SDC
A3.2.4.18.NA	Former les agents de la DGI sur les prix de transfert	Les agents de la DGI sont formés sur les prix de transfert	Nombre d'agents formés	Comptage		200	0	DOS/DLC
A3.2.4.20.NA	Former les agents de la DGI sur les conventions fiscales	Les agents de la DGI sont formés sur les conventions fiscales	Nombre d'agents formés	Comptage		200	0	DOS/DLC
A3.2.4.21.NA	Former les acteurs sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée	Les agents des impôts sont formés sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée	Nombre d'agents formés	Comptage		250	748	DOS
		Les agents publics sont formés sur les fondamentaux de la facturation électronique certifiée	Nombre d'agents formés	Comptage		150	0	DOS
A3.2.4.22.NA	Former le personnel du SCRP en technique de prise de vue, de traitement d'images et en montage vidéo	Le personnel du service de la communication et des relations publiques est formé et maîtrise les techniques de prise de vue, de traitement d'images et de montage vidéo	Disponibilité du rapport de la formation	Constat	NA	Oui	Oui	DOS/SCRP
A3.2.4.23.NA	Organiser un atelier de formation au profit des journalistes sur le traitement de l'information fiscale	Les journalistes sont formés sur le traitement de l'information fiscale	Nombre de journalistes formés	Comptage	NA	20	23	DOS/SCRP
Action 3.2.5	**Amélioration du partage de l'information au sein de la DGI**	**Le dispositif de circulation de l'information répond aux besoins d'informations au sein des structures**	**Taux de fréquentation de l'intranet** **Taux de perception des agents à l'enquête**	**1.(Nombre d'agents de la DGI fréquentant l'Intranet/ Nombre total d'agents de la DGI) * 100** **2. Enquête de perception**				
A3.2.5.1	Dynamiser l'utilisation de l'intranet	Les fonctionnalités de l'intranet sont améliorées	Disponibilité de l'intranet révisé	Constat		Oui	Non	SCRP
		Les informations importantes de la DGI sont publiées dans l'intranet	Nombre d'agents qui fréquentent l'Intranet	Comptage			0	SCRP
		Les agents utilisent régulièrement l'intranet	Nombre de documents publiés	Comptage			58	SCRP
OS3.3	**Mettre en place une stratégie de conduite du changement**	**Les agents partagent la vision de la DGI**	**Taux d'adhésion des agents à la vision**	**Enquête**				
Action 3.3.1	**Développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI**	**Les agents et la hiérarchie de la DGI partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs**	**Niveau d'engagement du personnel dans la réalisation des objectifs du plan stratégique**					
A3.3.1.1	Organiser la 14ème conférence annuelle de la DGI	La 14ème conférence annuelle de la DGI est organisée	Disponibilité du rapport général de la conférence annuelle	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		L'atelier bilan de la 14ème conférence annuelle de la DGI est réalisé	Disponibilité du rapport d'atelier	Constat	Oui	Oui	Non	DPSR
A3.3.1.2	Organiser le Prix de l'excellence de la Direction générale des impôts (PRIEX/DGI)	La 5 -ème édition du PRIEX/DGI est organisée	Disponibilité du rapport de tenue du PRIEX/DGI	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
A3.3.1.3	Promouvoir les principes et les valeurs professionnelles	1000 agents sont sensibilisés sur le contenu du code de déontologie et d'éthique Les agents exécutent leurs tâches conformément aux principes et valeurs professionnelles	Nombre d'agents sensibilisés Disponibilité des rapports de l'ITI et du contrôle interne	Comptage		1000	390	ITI
Action 3.3.2	**Poursuite de la dynamisation de la politique sociale**	**Le personnel est motivé et productif**	**Taux de perception de la politique sociale par les agents**	**Enquête de perception**				
A3.3.2.2	Mettre en œuvre la stratégie d'accompagnement des agents de la DGI	Les agents nouvellement affectés à la DGI sont formés en coaching	Proportion d'agents nouvellement affectés à la DGI formés en coaching	(Nombre d'agents nouvellement affectés à la DGI formés en coaching/Nombre total d'agents nouvellement affectés à la DGI)x100		100%	0%	SRH
		La stratégie d'accompagnement des agents de la DGI est vulgarisée	Nombre de missions de vulgarisation	Comptage	NA	8	0	SRH
A3.3.2.3, NA	Elaborer une stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI	La stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI est élaborée	Disponibilité du document de stratégie d'accompagnement psychosocial	Constat	NA	Oui	Non	SRH
A3.3.2.4, NA	Mettre en œuvre le dispositif d'accompagnement des agents lors des événements sociaux	Le dispositif d'accompagnement des agents lors des événements sociaux est mis en œuvre	Disponibilité du rapport de suivi	Constat	NA	Oui	Oui	Toutes structures
OS3.4	**Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI**	**Le partenariat facilite l'exécution des missions de la DGI**	**Taux de mise en œuvre des conventions de partenariat signées**	**(Conventions de partenariat signées et mises en œuvre / Conventions de partenariat signées) * 100**				
Action 3.4.1	**Amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales**	**Les relations entre la DGI et les CT sont emprunts de confiance, de transparence et porteuses de résultats**	**Taux d'accroissement des recouvrements des impôts Niveau de formalisation du partenariat avec les CT**	**1. [(recouvrement des impôts N - recouvrement des impôts N - 1)/ recouvrement des impôts N - 1] * 100**				
A3.4.1.3	Former et sensibiliser les élus locaux sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal	Des acteurs locaux des régions du centre, des Hauts-Bassins et des Cascades sont formés et sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal	Disponibilité du rapport de formation	Constat	NA	Oui	Oui	DSF
Action 3.4.2	**Dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles**	**Les échanges d'informations entre la DGI et ses partenaires sont améliorés**	**Niveau de formalisation du partenariat avec les organisations professionnelles**					
A3.4.2.1	Renforcer les capacités des partenaires externes (notaires, avocats, ...) en matière de gestion foncière et domaniale	Les capacités des partenaires externes (notaires, avocats, ...) sont renforcées en gestion foncière et domaniale	Nombre d'acteurs du secteur judiciaire formés	Comptage			0	DADF
A3.4.2.2	Organiser des cadres de concertations avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI dans le cadre de l'évaluation du Burkina Faso par les pairs du Forum mondial	Deux rencontres de concertation sont organisées avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI	Nombre de rencontres tenues	Comptage	2	1	0	DOS
A3.4.2.3.NA	Poursuivre la finalisation des conventions de partenariat avec les partenaires (Notaires, SONABEL, ONEA, DGPN, OGEB)	Des conventions de collaboration sont signées avec les Notaires, la SONABEL, l'ONEA, la DGPN et l'OGEB	Nombre de conventions signées	Comptage		8	0	DC

Codes	Objectifs/axes/OS/ activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2024	Cible 2025	Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2025	Structures responsables
		Les structures partenaires (PARGFM, PRECA PGPC ONF ,ANDFOP, ANCF, DGFOMR, DGAIE, etc.) sont appuyées dans la sécurisation foncière de leurs sites	Nombre de structures appuyées	Comptage		8	5	DC
Action 3.4.3	**Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales**	**La DGI se conforme aux bonnes pratiques et aux standards internationaux**	**Nombre de partenariat conclu dans le cadre du système décisionnel** **Nombre de demandes de renseignement traités dans les délais** **Montant des droits rappelés**	**Comptage**				
A3.4.3.2	Renforcer la participation de l'Administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales	La DGI prend part aux rencontres internationalesLes cotisations relatives à la participation aux rencontres internationales sont assurées	Taux de participation de la DGI aux rencontres internationales	(Nombre de rencontres internationales honorées par la DGI/ Nombre total de rencontres internationales à honorer) * 100	100%	100%	89,13%	DLC
A3.4.3.3	Renforcer les missions d'assistance technique et de voyages d'études au sein des administrations fiscales étrangères	La DGI bénéficie d'expériences et d'expertises des administrations fiscales d'autres pays	Nombre de missions d'assistance technique Nombre de voyages d'études	Comptage	0	1	1	DLC